

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS
PARAISANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

NOTRE ENQUÊTE

auprès des personnalités politiques et littéraires européennes

sur

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes :

1^o *Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?*

2^o *Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?*

3^o *Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression des minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?*

4^o *Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?*

5^o *Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?*

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de :

Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromski, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Marguerite, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Verfeull, Charles Rappoport (France); Dr. Max Uebelhör (Allemagne); Independent Labour Party, James Maxton, prés., A. Fenner Brockway secr., Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Ponsonby, Ben Tillet. Hamilton Fyfe, Frederick William Jowett (Angleterre); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeis (Autriche); Louis Piéard, Maurice Bourquin (Belgique); P. Istrati (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Duvillard, Parti Socialiste Genève; Charles Burkin prés., Lucien Guillard secr., Léon Nicole, Alice Descœudres, Edouard Dufour, André Ultramaré (Suisse); Frantichek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly (Tchécoslovaquie); Victor Serge, W. A. Gourko-Kriajine (U. R. S. S.).

Alexandre Boulatzel



Alexandre Boulatzel, avocat et homme de lettres, est né en 1887. Après la guerre il se rendit en Bulgarie et y séjourna quelques années pour étudier ce pays, ainsi que les Balkans en général, en consacrant une attention spéciale aux questions sociales et politiques. Pendant son séjour en Bulgarie, c'était Stambouliiski qui était au gouvernement. Lorsque Tsankoff s'empara du pouvoir, A. Boulatzel fut expulsé, en même temps que toute la Mission Russe de la Croix Rouge. Comme rédacteur du journal Novaya Rossia (La Nouvelle Russie), Boulatzel avait assumé la défense des Russes rapatriés en

U. R. S. S., démontrant en même temps l'accroissement et la consolidation du pouvoir soviétique.

Comme résultats de ses études en Bulgarie, Boulatzel publia différents ouvrages dans lesquels il se prononça pour la destruction du régime d'oppression nationale, pour la révision des traités internationaux, pour le droit d'autonomie nationale et pour la création d'une Fédération des Républiques des Travailleurs et Paysans Balkaniques.

L'interruption forcée de ses relations avec la péninsule balkanique n'a pas diminué chez A. Boulatzel son intérêt pour les problèmes balkaniques. Il continue toujours à les suivre de près.

La complication des choses simples, en en faisant une pelote indébrouillable de contradictions, est en général dans la nature de la politique impérialiste qui se base sur l'usurpation. Il en est de même de la question de l'Union des Etats Balkaniques.

Cette question est extrêmement simple si on la débarrasse de tous les phénomènes qui lui sont étrangers.

La Fédération Balkanique signifie l'Union des peuples de la péninsule balkanique et une libre Union des Etats libres. Cela contredit-il à ce que répètent sans cesse les pacificateurs de Locarno? S'il est vrai que Locarno apporte la paix au monde, ou au moins à l'Europe, comme le déclarent triomphalement les protocoles de la Conférence, ses créateurs ne devraient que saluer la Fédération des Etats Balkaniques. Mais Locarno est justement l'œuvre d'une diplomatie hypocrite des Etats impérialistes pour susciter — sous le masque mensonger de la paix — des conflits là-même où, sous d'autres conditions, on aurait pu créer l'Union et aboutir à la véritable paix.

Un Locarno balkanique ressemblant à son original ne pourrait que faire naître de nouveaux conflits entre les Etats Balkaniques actuels qui, même sans cela, sont prêts à s'entre-déchirer. Il faut bien savoir tout d'abord qu'un Locarno balkanique deviendrait un instrument entre les mains des « grandes puissances » impérialistes qui, dans leurs jeux diplomatiques, ne cessent pas de manœuvrer avec les Etats Balkaniques.

Mais même à part cela: quel pacte de garantie pourrait être à même de satisfaire les intérêts de la bourgeoisie des diffé-

Notre nouvelle ADRESSE:

Wien VI, Pöschelgasse 55 Postfach 64

rents pays balkaniques ? Stabiliser le statu quo comme l'a fait Locarno, c'est confirmer encore une fois les règlements territoriaux de Versailles-Neuilly — ce qui signifierait que la Bulgarie serait définitivement privée de tout espoir d'obtenir une libre issue à la Méditerranée — ou attenter aux intérêts de la bourgeoisie grecque. Mais en outre, la Bulgarie peut-elle se réconcilier avec l'annexion de la Nouvelle Dobroudja, quand elle considère comme ethniquement appartenant à elle non seulement cette province, mais aussi la Dobroudja du Danube située plus au Nord ? Il ne faut pas oublier que les causes de la rupture de l'amitié bulgare-russe d'autrefois devaient être cherchées dans la non-acceptation par le cabinet de Pétrograde du projet de la création d'une Bulgarie de San-Stefano, idée qui vit toujours encore dans la bourgeoisie bulgare.

Mais laissons à part la Bulgarie : comment peut-on par exemple mettre d'accord les tendances tout-à-fait contradictoires de la Yougoslavie et de la Grèce en ce qui concerne la possession exclusive de Salonique et de la voie ferrée qui relie la Yougoslavie avec ce port et dont une partie est située sur territoire grec ? En rapport avec ceci se pose la question de la Macédoine — d'un pays auquel les Etats qui l'ont divisé refusent le droit d'une existence autonome et indépendante, droit pour lequel lutte sans cesse une population de deux millions et demi.

Et les discussions territoriales entre la Roumanie et la Yougoslavie, sans parler des conflits permanents relatifs à la situation des minorités ? Et encore : quand on examine la possibilité d'un Locarno balkanique, on ne tient pas compte, d'habitude, d'une question très essentielle qui, par la volonté des vainqueurs, s'est transformée — nous sommes persuadés : pour un temps pas trop long — d'une question internationale en une question intérieure de chaque Etat balkanique : *la question nationale*.

Le mouvement macédonien national, qui subit actuellement une crise, mais qui subsiste toujours fort et acharné ; la lutte des partisans au Monténégro ; la lutte des paysans croates ; les conflits permanents dans les régions de la Thrace occidentale occupées par les Bulgares et les Grecs ; l'état de siège en permanence en Dobroudja, sans parler des insurrections révolutionnaires en Bessarabie — tout cela prouve que les relations existant entre la nation dominante et les autres nationalités se basent sur le principe de l'oppression d'un côté, et la tendance de secouer le joug oppresseur de l'autre. Et des lois intérieures comme celle du régime de la Thrace occidentale ou celle de l'administration de la Dobroudja, ou encore comme la constitution de Vidovdan de S. H. S. — ces produits résultant d'avantage des influences extérieures qu'intérieures — n'existeront plus dès qu'elles seront privées des forces extérieures qui les maintiennent.

Dans l'aspect de Locarno : la création de groupements internationaux stables et normaux quelconques dans les Balkans est impossible, soit dans le mode comme l'a voulu la Grèce, ou dans une autre forme quelconque. Mais est-ce que cela veut dire que la question de l'Union Balkanique ne peut être résolue ? Pas du tout ! Il suffit de la débarrasser de tous les éléments étrangers, et elle sera facile à résoudre.

Tout d'abord il est nécessaire que les peuples balkaniques aient la possibilité d'une autonomie libre. Il faut mettre fin — par une voie qui sera dictée par le rapport effectif des forces — à la division en nations opprimées et peuples oppresseurs. Et cela suffira pour que les conflits balkaniques permanents cessent et les Etats Balkaniques s'unissent.

Quel conflit existe-t-il par exemple entre un paysan macédonien et un paysan serbe, bulgare ou grec ? Aucun. Les paysans balkaniques sont tellement conservateurs dans leurs habitudes économiques et dans l'agriculture qu'ils ne cherchent pas de terres étrangères. Les colonisations, les émigrations ne sont organisées que par le pouvoir dans le but de serbiser, helléniser, roumaniser ou bulgariser la population allogène. Le développement de l'industrie et du commerce ne subira aucun préjudice d'une telle union. Le charbon bulgare commencera à alimenter la Serbie industrielle et les marchandises balkaniques obtiendront une libre issue à la Méditerranée en liquidant ainsi les vieilles discussions bulgare-grecques et gréco-serbes. Et ainsi, il sera plus facile de résoudre les questions macédoniennes et thraciennes.

Une telle Union se réalisera naturellement à l'encontre de la volonté des grands Etats impérialistes, qui savent qu'au lieu des Etats balkaniques séparés et affaiblis par des conflits réciproques ils se trouveront en présence d'un seul et grand Etat, uni par la conscience des intérêts communs à toute la péninsule et capable de résister contre toutes les influences étrangères.

Mais cette Union ne se réalisera qu'à la condition que les classes dominantes actuelles dans les Balkans soient privées de la possibilité de diriger la vie politique de leurs pays au gré de leur désir.

Par la concurrence existant entre les capitalistes des différents pays balkaniques il se peut bien que les questions

de l'alimentation par le charbon de Yougoslavie, du transit des marchandises par territoire grec et méditerranéen, de la liberté d'utiliser les ports, etc. soient impossibles à résoudre, et par conséquent aussi les questions reliées à elles : celle de l'existence d'une Macédoine indépendante, d'une Thrace indépendante, etc. C'est pourquoi ont bien raison ceux qui préconisent non simplement une Fédération des Etats balkaniques, mais une Fédération de Républiques ouvrières et paysannes balkaniques.

Les pacificateurs de Locarno auront peur de l'explosion sur ce terrain de conflits nationaux. Mais d'où ces conflits peuvent-ils venir, si se constitue l'Union de peuples à droits égaux ?

L'Union soviétique est une preuve éclatante de la possibilité et la force d'un Etat avec beaucoup de nationalités s'il se base sur un droit d'autonomie libre tout-à-fait égal pour tous les peuples.

Si l'Union soviétique unit avec succès en une seule Fédération des peuples de cultures tellement différentes comme par exemple les Votyakes et les Samoyèdes de l'Extrême Nord et les habitants des Républiques Transcaucasiennes ou de l'Asie centrale, on peut parler avec beaucoup plus de droit d'une Fédération des peuples balkaniques, bien qu'ils aient des passés historiques différents : car ils sont très près les uns des autres par leurs méthodes de production, leurs habitudes économiques, leur culture, etc.

La Fédération est possible, la Fédération est nécessaire. C'est elle seule qui garantit le développement tranquille et indépendant des peuples balkaniques. C'est elle seule qui réunit les conditions de développement des peuples balkaniques vers le progrès et la culture.

Alexandre Boulatzel

Francis Lebet



Francis Lebet est né en 1897 à Buttet, Canton de Neuchâtel (Suisse).

Fils d'un bûcheron. A 15 ans, il travaille dans une fabrique d'horlogerie. En 1917 il fonde une section des Jeunesses socialistes à Fleurier (Canton de Neuchâtel). De 1917 à 1920, il milite dans le mouvement socialiste et syndicaliste. En 1920, il défend les principes de l'Internationale communiste, milite à Genève et fait la scission avec ses camarades de gauches.

Il a occupé le poste de secrétaire romane des Jeunesses communistes en 1921. Exclu de la Fédération des ouvriers métallurgistes avec d'autres camarades par la Droite réformiste sous prétexte de noyautage communiste (1921). Est reçu membre de la Fédération des Ouvriers du bois et du bâtiment (Fédération contre les exclusions et pour l'Unité syndicale). Devient secrétaire de la Section de Genève et président du Groupe des maçons et terrassiers-manœuvres.

Au Parti communiste, il est président de la Centrale romane, c'est-à-dire des sections des cantons parlant le français. Membre de la Centrale étendue du Parti, section de Genève. Dirige la rédaction du Journal Le Drapeau Rouge (bi-mensuel). Secrétaire du Comité romane du Secours Rouge international. Travaille actuellement dans une usine de fourneaux à gaz et est le Secrétaire de la Fédération des ouvriers du bois et du bâtiment de Genève.

Réponse à la question 1 :

Après la « grande » guerre, soi-disant du droit et de la liberté, et surtout de ce principe élémentaire : « La liberté pour chaque peuple de se diriger selon ses aspirations » tous les hommes de

œur étaient en droit d'espérer que ce principe proclamé hautement par les dirigeants des peuples, serait aussi appliqué pour tous les peuples des Balkans et pour tous ceux colonisés au nom de la civilisation. — Tel n'a pas été le cas ; l'impérialisme s'est moqué une fois de plus de tous les honnêtes gens et surtout de tous ces peuples opprimés. C'est vous dire que le partage de la Macédoine entre les trois Etats précités, est un scandale, scandale d'autant plus honteux qu'il est consacré par la « Ligue des Nations ».

La bourgeoisie de tous les pays, voir même les chefs de l'Internationale socialiste, ont donné à la S. D. N. la tâche de régler les conflits internationaux dans l'intérêt de la paix mondiale. L'exemple donné par la solution de la question de la Macédoine démontre suffisamment que la S. D. N. est au service de l'impérialisme, par conséquent contre les intérêts de tous les peuples opprimés et surtout contre les intérêts des travailleurs de tous les pays.

Done, la solution apportée à la Macédoine est un déni de justice et une atteinte directe à la paix.

Question 2 :

Le déni de justice étant consommé, les minorités ethniques sont à la merci de la volonté de leurs oppresseurs. Pour ces minorités, l'asservissement, la terreur est leur lot.

Question 3 :

Le moyen de sortir de cet impasse infernal consiste dans le groupement de toutes les victimes en une organisation puissante, organisation décidée à adopter un programme clair. Ce programme doit être celui adopté par les travailleurs révolu-

tionnaires, considérant que le capitalisme sous la forme de l'impérialisme n'est pas un phénomène national mais international, qu'il atteint le prolétariat tout entier, sous la forme de l'exploitation de l'homme par l'homme ; qu'il atteint ensuite des nations : les colonies ; qu'il partage un pays entre des Etats plus forts, ou simplement sous la formule de la S. D. N. : « le protectorat » par une nation puissante.

L'intérêt des nations opprimées est donc de renverser en premier lieu : le dominateur. Ensuite de travailler pour la libération intégrale des travailleurs.

Une coordination des efforts de tous les opprimés est une nécessité absolue. Cette Unité d'action pour être efficace pourra se réaliser par les méthodes du communisme marxiste.

Grouper les opprimés sous l'égide de l'Internationale communiste ce sera empêcher les rivalités entre les peuples.

Question 4 :

Une Fédération Balkanique dirigée par les gouvernements actuels est une utopie. Car l'intérêt des gouvernements actuels est de diviser pour régner. La propagande nationaliste pousse les peuples les uns contre les autres.

Question 5 :

Je crois avoir répondu à cette question plus haut. On peut dire que l'existence d'une Fédération Balkanique, pour être stable, est conditionnée au renversement du régime capitaliste par la voie révolutionnaire et l'instauration d'une république soviétique dirigée par les ouvriers et les paysans.

Francis Lebet

La vérité doit être cachée aux étrangers

C'est une formule extrêmement commode pour permettre aux gouvernements de la cacher à tout le monde. La plupart de nos vieux pays européens s'en servent habilement pour laisser dans l'ombre ce qui risque d'être mis en lumière.

L'accueil désobligeant et même hostile qui vient d'être fait en Pologne à deux écrivains dont l'un, Georges Duhamel, est universellement connu, et dont l'autre, Georges Chennevière, occupe une place remarquable parmi les jeunes poètes français, le prouve une fois de plus.

Il existe dans différents grands centres européens un Comité de l'Amnistie pour les prisonniers politiques polonais. Les faits qui ont été révélés à la tribune même de la Diète polonaise sont tellement indéniables et tellement inadmissibles qu'ils ont nécessité la création de cette organisation spéciale. Le Comité français a déjà déployé une grande activité.

Or, il vient de déléguer à Varsovie deux de ses membres, ceux dont je viens de citer les noms, pour étudier la situation faite aux prévenus et aux condamnés politiques et tenter un effort en vue de leur amnistie.

Le Comité français en agissant ainsi était strictement dans son rôle : Ce n'est pas le tout de proclamer le droit à la liberté de pensée, ainsi que le droit de tout citoyen de n'être pas martyrisé dans les géôles, non plus que d'y être assassiné, comme cela est courant dans les prisons de Pologne. Il faut au besoin, aller sur place, se rendre compte des réalités, et influencer plus directement sur elles.

C'est moi-même qui en qualité de président du Comité français, ai demandé, au nom de tous, à Georges Duhamel de se rendre en Pologne. Je lui ai exposé le caractère de pure information véridique et sincère que revêtait cette mission, qui devait s'exercer tout-à-fait en dehors de préoccupations et de principes politiques autres que ceux de la seule liberté de la conscience et des hommes.

Malgré son mauvais état actuel de santé et un certain nombre d'obstacles d'ordre personnel, Georges Duhamel a accepté généreusement d'accomplir cette tâche de solidarité humaine.

Il est permis de dire que Duhamel et Georges Chennevière sont partis pour Varsovie comme représentants de l'opinion publique française et même de l'opinion publique européenne. Leur talent et leur autorité personnels leur donnent droit à ce titre, et, non moins, le fait qu'ils étaient délégués par un Comité qui compte un très grand nombre de personnalités éminentes appartenant à tous les partis.

Afin qu'il n'y ait pas d'équivoque, Georges Duhamel a exposé, dès son arrivée à Varsovie, ses intentions dans une lettre publique. Après avoir déclaré quel sentiment de profonde sympathie l'animaient pour l'ensemble de la nation polonaise, il précise que son compagnon et lui venaient pour s'occuper exclusivement de ceux qui souffrent à cause de leurs convictions. Ils ne s'agissait pas d'un acte politique, mais d'un effort en vue d'une cause de droit humain et de solidarité d'homme à homme.

Or, les deux écrivains ont été grossièrement traités dans toute la presse polonaise, considérés comme des intrus, injuriés, traînés dans la boue. Une campagne dans laquelle il est impossible

de ne pas voir un mot d'ordre, s'est déchaînée contre eux. On leur a reproché notamment sur tous les tons d'attenter à la dignité nationale en s'ingérant dans les affaires intérieures d'un pays étranger au leur.

Il n'est pas une ineptie, il n'est pas un mensonge qui n'aient été répandus à profusion à propos de cette visite dans les organes bien pensants de Varsovie. Le jour de son arrivée, Duhamel assiégré par une nuée de journalistes (qui n'avaient pas encore reçu des instructions d'en haut) a accordé une douzaine d'interviews : aucune de celles-ci n'a paru. De sorte qu'il ne lui a même pas été possible de se défendre publiquement, et de remettre les choses au point. Il avait accepté de donner une conférence purement littéraire et artistique au bénéfice des prisonniers politiques ; cette conférence, il n'a pu la donner, les organisateurs s'étant dérobés.

Dans ces conditions, les deux délégués ont décidé de quitter immédiatement le territoire de la soi-disant démocratie polonaise.

Dès que cette décision a été connue, un revirement s'est opéré dans les milieux qui s'étaient montrés le plus hostiles. Ceux-ci ont en effet entrevu les conséquences scandaleuses d'une telle réception. Nos amis ont été reçus alors par quelques personnalités, notamment par le ministre Zaleski, Sans doute, celui-ci a jugé qu'il n'y avait aucun danger pour lui à présenter les choses à sa façon : ces deux délégués qui devaient partir le lendemain, ne pouvaient plus contrôler aucune de ses assertions.

Lorsque je suis allé aux pays balkaniques on a fait jouer contre moi, pour dénaturer mes intentions, discréditer d'avance mon enquête, et me gêner dans la réalisation de celle-ci, le même ordre d'arguments de dignité nationale et d'honneur patriotique. On a, de même, tenté de transporter la question sur le terrain politique, et de mettre finalement sur le compte de Moscou et de la III^e Internationale, l'étude objective de faits précis : tortures et assassinats, que je prétendais poursuivre.

Les journaux chauvins de Roumanie et de Bulgarie ont travesti impudemment la vérité lorsqu'ils ont voulu transformer mon initiative en acte de propagande politique — et cela est vraiment un moyen aussi facile que grossier d'étouffer la vérité.

Mais plus encore que dans mon cas personnel, la campagne à laquelle a donné lieu la visite de Duhamel et de Chennevière à Varsovie atteste cette préoccupation scandaleuse et démagogique. La personnalité de Duhamel est suffisamment connue dans le monde entier, pour qu'on ne puisse pas le considérer comme un révolutionnaire : c'est simplement un « humain », auquel son talent et sa moralité ont donné une juste influence.

La meute des serviteurs directs et indirects de la terreur blanche ne s'en est pas moins jetée sur lui avec perfidie.

Elle a dénoncé par là son véritable caractère. Elle a montré quel cas nous devons faire de ces journalistes et intellectuels soi-disant animés de sentiments libéraux et d'indépendance, et qui trahissent pourtant la grande cause des souffrants et des opprimés.

Heureusement que le noble peuple polonais, avec lequel je puis dire que je me suis trouvé en contact à Paris, il y a peu de temps, lors des grandioses manifestations de la salle Wagram, compte quelques vrais et vaillants défenseurs des peuples martyrs, qui sont issus des rangs de la bourgeoisie, et qui relèvent singulièrement l'honneur des intellectuels.

Henri Barbusse

Les grandes puissances et les intrigues balkaniques

La presse yougoslave, dans ces derniers temps, a marqué certaines inquiétudes, et qu'il convient de relever. A tout le moins, et quel que soit leur degré de sincérité, elles correspondent à l'état de trouble qui règne en permanence au sud du Danube. Comment au surplus un sentiment de stabilité et de sécurité quelconque pourrait-il prévaloir dans ce secteur du Continent, alors que les intrigues gouvernementales se multiplient, que les menées dynastiques s'opposent les unes aux autres, et que les minorités ethniques sentent partout le poids de l'oppression qui subsiste en dépit de tous les traités et de tous les engagements?

Déjà les royaumes balkaniques (et la république grecque mérite de leur être associée) ne maintiennent et ne respectent la paix que dans la mesure où ils n'ont pas assez de force pour la rompre et pour profiter d'une guerre nouvelle. Ce n'est ni la vénération de la parole donnée, ni le souci de l'humanité qui les retient. La Bulgarie attaquerait la Roumanie ou la Yougoslavie se rueraient sur la Bulgarie, si des risques sérieux n'apparaissaient pour l'une ou pour l'autre. Il n'y aura pas de paix durable et solide dans cette région toujours en fermentation et où les races se mêlent en un véritable chaos, tant qu'une Fédération Ouvrière ne se sera pas substituée au régime existant.

Pour le moment, tel journal de Belgrade s'adresse à l'Angleterre. Il exprime l'appréhension qu'au cours de la récente entrevue de Livourne Austen Chamberlain n'ait donné à Mussolini toute licence d'agir en Albanie et même au delà. Les Serbes se sentent enveloppés d'intrigues; ils ne croient pas, et ils ont raison, aux discours pacifistes de M. Bouréoff, mais se demandent-ils si leur gouvernement a la conscience pure, s'il ne machine pas de son côté quelque conspiration contre la sécurité de son voisin de l'Est? Tous les soupçons sont justifiés.

Tel autre journal de Belgrade proclame la certitude d'une guerre pour le printemps prochain. Imagination de professionnel, dira-t-on. Invention d'un esprit trop fécond. A la vérité, lorsqu'on envisage toute une série de facteurs qui se juxtaposent sous nos yeux, on incline à croire qu'un tel pessimisme n'est pas sans fondement.

Le point de départ de l'histoire, peut-être romanesque, et peut-être exact, que l'on colporte, est le suivant: Boris de Bulgarie céderait le trône de Sofia à son père Ferdinand, toujours inconsolable depuis qu'il a dû s'enfuir. Mais bien entendu une pareille restauration, qui apparaîtrait comme un défi à certaines puissances, petites et grandes, n'aurait pas sans un conflit armé, qui pourrait s'élargir de proche en proche.

La Bulgarie aurait conclu une alliance avec la Grèce et l'Italie. Ce qui a pu donner quelque consistance à cette rumeur, c'est que des pourparlers ont eu lieu il y a plusieurs mois entre les cabinets de Rome et d'Athènes (Pangalos étant encore dictateur) et que d'autres tractations ont été nouées à une date plus proche entre Mussolini et Bouréoff.

Mais contre qui serait tournée cette alliance? Contre la Turquie, d'abord. La Grèce où les militaires jouent toujours un grand rôle n'a pas pardonné à Mustafa Kemal d'avoir jeté jadis ses armées à la mer. L'Italie ne se console pas de n'avoir pas à sa disposition un morceau d'Asie Mineure et le fascisme réclame une nouvelle croisade. Quant à la Bulgarie, elle se releverait du sort médiocre qui est maintenant le sien en s'annexant la Thrace orientale. Ce n'est point tout: il paraîtrait que l'Angleterre, à l'entrevue de Rapallo d'abord et à celle de Livourne ensuite, aurait acquiescé à toutes ces combinaisons.

Mais le journal yougoslave entrevoit qu'en face de cette coalition se dresserait une autre où figurerait la France, la Turquie, la Yougoslavie — et la Tchécoslovaquie, celle-ci pour le cas où la Hongrie interviendrait aux côtés de l'Italie et de la Bulgarie.

On ne sait jamais si de telles informations sont erronées ou reposent sur une base sérieuse. Ce qui est sûr (et ce seul fait est en soi inquiétant), c'est que les négociations diplomatiques continuent à battre leur plein dans la zone des Balkans. L'Italie a sa ligue et la France a la sienne — la Bulgarie a traité avec M. Mussolini comme la Yougoslavie avec M. Briand; la Roumanie hésite entre Rome et Paris.

Autrefois on assistait à une lutte d'influence entre Vienne et Petersbourg. Rappelez-vous le duel Iswolski-d'Aehrenthal, qui commença avec l'annexion de la Bosnie-Herzégovine à l'Empire des Habsbourg. Aujourd'hui cet Empire s'est effondré comme celui des Romanow. L'Italie veut dominer les Balkans où elle voit des possibilités de succès pour son impérialisme, et la France se refuse à lui laisser le champ libre. Le voudrait-elle qu'elle ne le pourrait plus, puisqu'elle a conclu avec Belgrade des pactes analogues à ceux qui la lient à Varsovie et à Prague.

Si les Balkans ont été historiquement une officine de troubles, c'est précisément parce que les grandes puissances y ont porté leur antagonisme. Elles persévèrent. Mais imaginons qu'une Fédération avec un gouvernement de démocratie ouvrière et paysanne se soit établie entre l'Adriatique et l'Archipel. Sa population de 40 millions d'hommes lui permettrait de se soustraire aux emprises extérieures. Tant que les dynasties de Belgrade, de Sofia, de Bucarest se maintiendront l'une en face de l'autre avec des oligarchies féodales et bourgeoises, elles chercheront des appuis au dehors. Et elles nous menaceront en permanence de guerres nouvelles.

Paul Louis

La question macédonienne

La Macédoine aux Macédoniens! La terre aux paysans!

L'importance de la Macédoine. Un coup d'œil sur son histoire des dernières décades

Costa Novakovitch

En la personne de Costa Novakovitch la Macédoine obtint une grande satisfaction. Tandis que les ministres, les généraux, les hauts-fonctionnaires et les gendarmes serbes pillent et incendient en Macédoine, tandis qu'ils y maltraitent et assassinent jeunes et vieux, femmes et enfants, il s'est trouvé un Serbe, un Karl Liebknecht serbe, qui a élevé inlassablement et puissamment sa voix pour le pauvre raya macédonien. Ce Serbe qui s'est dressé contre les impérialistes, les militaristes et les chauvinistes serbes, ce Serbe qui s'est voué corps et âme à la défense de la juste cause des Macédoniens opprimés — c'est Costa Novakovitch.

Costa Novakovitch a un beau passé. Né il y a 40 ans dans la petite ville serbe de Valevo, il y suivit les cours de l'école primaire et du gymnase. Son père, un artisan, était renommé par sa bonté et aimé et vénéré de tous. N'ayant pas de la fortune, le jeune Costa dut travailler avec son père et avec les apprentis en même temps qu'il poursuivait ses études. Ce contact permanent et direct, cette vie commune avec les ouvriers dès sa plus tendre jeunesse, lui imprégna la direction de toute sa vie. Costa Novakovitch apprend à connaître les ouvriers, sent avec eux, les aime, et aussitôt qu'il entre à l'Université de Belgrade, il participe à la lutte de la classe ouvrière, il devient socialiste. Il est par la suite nommé professeur, ce qui ne l'empêche point de travailler activement pour la cause ouvrière. En 1912 il participe à la guerre serbo-albanaise et écrit ses impressions éplies de profonds sentiments pour le peuple albanais et de haine contre le militarisme et l'impérialisme. Ce fut alors qu'il entra en vif contact avec la population macédonienne. Il vécut la Golgotha serbe pendant la guerre

mondiale, il ne tomba cependant point dans le chauvinisme serbe et demeura toujours fidèle à l'idée de la fraternité, de l'égalité et de la liberté de tous les peuples balkaniques et de leur union libre et à droits égaux en une Fédération Balkanique, mais tout particulièrement à l'idée d'une Macédoine unie et libre.

Après 1918 Costa Novakovitch déploie son activité dans le parti communiste yougoslave et, en 1920, il est élu député de ce parti à l'Assemblée Constituante. En 1921, lorsque une majorité artificielle devait être créée pour la constitution panserbe de Vidovdan, son mandat de député fut annulé en même temps que les mandats des 58 autres députés communistes. En 1924 il publie la brochure: La Macédoine aux Macédoniens, la terre aux paysans. C'est cet ouvrage que nous commençons à publier aujourd'hui en traduction. Cet ouvrage présente un exposé plastique des souffrances et des luttes du peuple macédonien et constitue une défense puissamment documentée des droits de la Macédoine. Il a été confisqué par le gouvernement serbe dès son apparition et l'auteur a été condamné à 6 mois de prison. Le gouvernement obtint cependant par là exactement le contraire de ce qu'il voulait atteindre: le livre fit en Macédoine une impression plus grande, plus profonde encore.

L'ouvrage de Costa Novakovitch est non seulement une contribution à la défense de la cause macédonienne — il est en même temps un trait d'honneur pour le peuple serbe.

La Rédaction

Pendant des siècles, la Macédoine a joué un rôle des plus importants dans la politique de tous les Etats balkaniques, voir même dans celle de nombreux Etats étrangers. Pendant ces

dernières trente-quarante années l'importance de la Macédoine a augmenté de plus en plus.

Pourquoi la Macédoine joue-t-elle ce rôle important pour les Etats balkaniques et étrangers ? C'est parce qu'elle est située au centre des Balkans, placée dans sa meilleure partie. L'Etat qui s'en emparerait s'assurerait l'hégémonie politique sur les autres Etats balkaniques et se mettrait en possession de tous les biens économiques de ce vaste pays. Tous les Etats balkaniques sont devenus des Etats capitalistes, c'est-à-dire Etats exploitateurs et pilliers. Tous mènent une politique au profit et pour les intérêts des capitalistes et des richards ; cette politique ne poursuit pas le but de libérer les peuples, mais de les assujettir, eux et leurs pays et d'en tirer de nouveaux profits. Quant aux peuples, on essaie de les assimiler à la nation gouvernante.

Les puissances étrangères, pour des buts de conquêtes, attachent aussi une grande importance à la Macédoine. Au cours de ces derniers siècles, les grands Etats capitalistes se sont développés à tel point que leurs peuples et leurs pays n'arrivent plus à satisfaire les appétits d'exploitation de la bourgeoisie dominante. Ces Etats considèrent comme leurs proies non seulement les peuples et les Etats voisins plus faibles qu'eux, mais le monde entier, et surtout les parties du monde qui possèdent des richesses naturelles et qui ne sont pas encore



développées au point de vue capitaliste, qui ne sont pas organisées et capables de se défendre contre les envahisseurs capitalistes et leurs méthodes économiques et politiques. Les contrées les plus propices pour cette politique de conquêtes des grands Etats capitalistes sont spécialement les contrées orientales, l'Orient : L'Asie Mineure, la Perse, l'Arabie et en général toute l'Asie. Le chemin le plus court et le plus pratique vers l'Asie Mineure, et de là vers la Grande Asie, passe par les Balkans, et, précisément par la Macédoine, le centre des Balkans.

C'est la raison pour laquelle ces grands Etats étrangers ont essayé de s'emparer de la Macédoine et de s'assurer un chemin libre, le chemin de l'Orient. Comme il y avait de nombreux Etats qui avaient de telles prétentions, ils durent lutter les uns contre les autres. Dans cette lutte ils utilisèrent les Etats et les dynasties balkaniques, et s'en servirent comme des instruments. Dans certains Etats balkaniques ces puissances étrangères placèrent sur les trônes des souverains de nationalités étrangères qui servaient la politique de leurs propres pays ; dans d'autres, des soi-disant souverains nationaux qu'ils gagnaient à leur cause par l'argent et des alliances contre les Etats balkaniques voisins. Elles contribuèrent à la création des Etats balkaniques, mais à condition que ceux-ci servent leurs intérêts.

Ainsi, les Etats balkaniques, et particulièrement les dynasties, devinrent de simples agents et serviteurs de leurs maîtres — les grands Etats impérialistes : l'Angleterre, l'Allemagne, l'Autriche, la France, la Russie tsariste, l'Italie. Les circonstances dans lesquelles se trouvaient les petits Etats balkaniques leur faisaient changer de maîtres bien souvent. Pour les services rendus aux grands Etats conquérants, les petits agents balkaniques recevaient des appuis pour devenir à leur tour des conquérants dans les Balkans et étendre au possible leur pouvoir dans la péninsule, surtout en Macédoine.

Les Etats balkaniques et leurs dynasties craignaient de révéler leur politique aux masses populaires incultes, et s'efforçaient de la leur montrer sous un tout autre jour. Les peuples balkaniques pliaient sous le joug du pouvoir des sultans turcs et du régime féodal des pachas et des beys. Ils aspiraient à leur liberté nationale et à leur libération du régime féodal. Les dynasties régnantes, avec les cliques obéissantes de la bourgeoisie au pouvoir, profitaient de ces aspirations nationales des esclaves des sultans, et leur disaient : qu'avec l'alliance de l'une ou de l'autre grande puissance conquérante ils parviendraient à les libérer du joug qui pèse sur eux ; qu'il fallait combattre le voisin balkanique qui gênait leur action ; qu'il fallait conquérir l'hégémonie sur les autres Etats balkaniques et s'emparer de vastes territoires ; qu'il fallait avant tout faire la conquête de la Macédoine.

Pas une des dynasties balkaniques et des bourgeoisies régnantes ne mena la lutte pour la délivrance des nations balkaniques et la création d'Etats conformes aux aspirations du peuple. Pas une ne songea à une union des peuples balkaniques délivrés. Toutes faisaient semblant d'ignorer le fait que la péninsule balkanique, de par leur politique, se trouvait aux mains des grandes puissances. Toutes trahissaient les intérêts des peuples balkaniques, uniquement pour satisfaire ceux de leurs dynasties et des riches exploitateurs du peuple, pour soumettre à leur pouvoir les pays et les populations balkaniques, c'est-à-dire, en dernière analyse, pour les soumettre à l'une ou à l'autre grande puissance capitaliste. C'est pour cela que le principe des nationalités fut foulé aux pieds. Pour excuser leurs appétits elles engageaient des historiens et des hommes de science qui s'ingéniaient à démontrer le droit d'une nation à opprimer une autre. A leur lutte contre le joug des sultans turcs succéda la lutte pour constituer un autre système d'esclavage dans les nouveaux Etats chrétiens : les paysans pauvres et les ouvriers furent réduits à l'esclavage par le capitalisme « national » chrétien de la caste régnante. Et c'est la Macédoine et sa population qui eurent le plus à souffrir de cette politique.

A peine constitués, les Etats balkaniques commencèrent à former de grandes armées sous le prétexte de s'en servir pour la libération nationale. En réalité, dans la plupart des cas, ces armées n'étaient que les instruments des dynasties régnantes et de la bourgeoisie, qu'elles aidaient à se maintenir au pouvoir par la force. Ainsi furent créées les castes militaristes qui s'alliaient avec les détenteurs du pouvoir contre le peuple et qui, telles les dynasties, avaient des intérêts dans les conflits et les guerres avec les voisins.

L'histoire de la libération nationale et de l'union des nations nous apprend que les nations se libèrent et s'unissent, se soulèvent contre les oppresseurs nationaux par la force révolutionnaire des masses — mais non pas par la force de l'armée régulière. Le peuple qui ne s'est pas lui-même conquis sa liberté ne l'a pas eue, ou a dû la perdre bien vite.

De cette façon les militaristes, comme les dynasties et les bourgeoisies régnantes, trahirent la liberté des peuples balkaniques, firent naître la discorde parmi eux, semèrent la haine et la mort — au lieu de l'amitié, de la vie commune et du progrès. Elles donnèrent l'occasion aux grandes puissances de s'ingérer activement et avidement dans les affaires de la péninsule. Au lieu de travailler pour la libération des nations, le militarisme retarda pour longtemps la délivrance et l'union des peuples balkaniques.

Ainsi, les dynasties, les bourgeoisies régnantes et les cliques militaristes des trois Etats balkaniques : bulgare, serbe et grec, trahirent durant un demi siècle les intérêts vitaux des Balkans et des peuples balkaniques — ce qu'ils continuent à faire aujourd'hui encore. La politique que menèrent les dynasties balkaniques et les bourgeoisies « nationales » fut, dès son début, une politique de conquêtes. Et les aspirations de libération de la population macédonienne ne purent être réalisées, se heurtant sans cesse aux buts de conquêtes des gouvernants des Etats balkaniques.

(A suivre)

Costa Novakovitch

Le vendredi 19 crt. aura lieu à Paris aux Sociétés Savantes, le grand meeting de protestation contre la Tragédie Macédonienne, organisé par le Comité de Défense des victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans, dont notre grand ami et collaborateur Henri Barbusse est le président. Paul Louis, Marcel Willard, Gabriel Péri, Jean Zyromski, Daniel Renoult prendront entre autres la parole pour stigmatiser l'injustice et le crime perpétrés à l'égard du peuple macédonien. Dans notre prochain numéro nous publierons le compte-rendu détaillé de cette noble manifestation.

Ce que M. Alexinsky ne veut pas voir en Roumanie

On ne peut pas dire que l'oligarchie roumaine est pétrifiée et incapable d'apprendre quelque chose. Voici un exemple : elle a constaté qu'un nombre de délégations étrangères, qui ont visité la Roumanie et la Bulgarie, sont retournées dans leurs pays d'occident où elles ont réussi à créer dans l'opinion mondiale un courant défavorable aux gouvernements oligarchiques et de terreur blanche et un mouvement en faveur des peuples qui gémissent et saignent sous la botte de leurs bourreaux. Les Bratiano et les Averesco se sont alors dit : « Pourquoi n'arrangeons-nous pas aussi de telles délégations, qui créeraient, de retour dans leurs pays, des courants favorables pour nous ? »

Un nombre de « personnalités » ont visité le pays danubien en compagnie de ministres et en auto, mais l'effet dans l'opinion publique mondiale fut nul.

Le dernier de ces hôtes du gouvernement et de l'oligarchie roumaine est M. Grégoire Alexinsky, renégat socialiste russe et aujourd'hui directeur d'un journal réactionnaire qui paraît à Paris. En suivant M. Alexinsky dans son voyage « d'études » en Roumanie, nous comprendrons facilement pourquoi l'essai de l'oligarchie de singer les délégations comme celle de Barbusse a dû échouer.

Accompagné par le ministre Trancu-Jassy et par le rédacteur Titeanu, du journal fasciste *Cuvantul*, M. Alexinsky a visité d'abord les villages des alentours de Bucarest et le couvent Caldaruchani. La *Indreptarea*, journal officiel du parti averescan, publie en date de 14 oct. un reportage de ce que M. Alexinsky a vu dans sa promenade ministérielle-fasciste. « Dans le village Lipia-Bojdani (lisière de Bucarest) les paysans en grand nombre et vêtus d'habits de fête ont fait aux hôtes une réception enthousiaste... » Après des discours (M. Alexinsky a pris aussi la parole et « a promis de dire en occident tout ce qu'il a vu ici ») les hôtes « ont assisté à une ronde (hora, danse nationale) majestueuse, où on pouvait admirer la force et la gaieté du paysan du nord de Bucarest où il existe une puissante action de réveil économique et culturel... » Les vêtements de dimanche, l'enthousiasme, la ronde majestueuse et le réveil économique et culturel des paysans de la lisière de la capitale ont été choses fatales pour M. Alexinsky. Car à peu près en même temps que lui, mais séparément, un rédacteur du grand journal capitaliste *Argus*, qui porte en sous-titre « organe quotidien du commerce, de l'industrie et de la finance », a visité aussi occasionnellement les villages des environs de Bucarest. Or, qu'est-ce qu'il a vu ce rédacteur d'un journal qui, au moins en ce qui concerne M. Alexinsky, doit être de toute confiance ? Voici : « les champs arides, le blé pas du tout poussé. Dans les villages indigence et misère, malgré la réforme agraire... Les hommes nu-pieds, crasseux, misérablement vêtus, quoique jour de fête. Le bétail est tout aussi misérable... » etc., etc. Quant au réveil culturel : « A la lisière du village un bâtiment grand, long et laid... C'est l'école. Les murs paraissent être en brique massive et le toit en fer-blanc. Regardé de près on voit que les murs en bois et terre sont crevés ne pouvant pas supporter la charge du toit. Le bâtiment va crouler. Si cela arrivait au moins un dimanche, pour que les enfants ne périssent pas sous les décombres ! » (*Argus* du 20 oct.)

Comme on le voit, on ne peut pas être plus catholique que le pape, et quand on essaie de présenter la Roumanie sous des couleurs plus roses que ne le font les Roumains eux-mêmes, les délégations « d'études » commandées par l'oligarchie risquent de devenir ridicules et de prêcher dans le désert...

Mais M. Alexinsky a moins de chance encore quand il déclare qu'il était enchanté « par la vie monacale et le passé du vieux monastère de Caldaruchani ». (*Indreptarea* du 14 oct.) Car simultanément avec l'admiration de M. Alexinsky pour « la vie monacale » dans les environs de Bucarest a eu lieu au cœur de la même ville le congrès de l'Eglise nationale (15 oct.). Voici que M. Yorga, le patriote intégral et orthodoxe authentique, a parlé à ce congrès sur le même sujet de la vie monacale en Roumanie : « les nonnes occidentales sont plus cultivées, etc., etc... Mais chez nous c'est autre chose. Je cite le cas de ces religieuses de Bucarest qui, ayant été chargées d'une mission dans la société, sont restées et en dehors de la vie monacale et en dehors de la société en se prostituant. » Et, comme pour expliquer l'admiration de M. Alexinsky pour cette vie monacale, M. Yorga a conclu : « Si cela dépendait de moi, j'interdirais simplement l'entrée des laïques dans les monastères de religieuses où ils ne vont que pour faire des orgies. » Le *Cuvantul* (18 oct.), qui se réclame de la même tendance fasciste-pogromiste que le journal de Paris de M. Alexinsky et qui donne le reportage reproduit plus haut, ajoute : « Les derniers mots de l'orateur ont été couverts par les applaudissements des bancs des prélats. »

Peut-être que « l'occident », auquel M. Alexinsky va dire « tout ce qu'il a vu » là-bas, comprendra maintenant, après les explications de M. Yorga, de quelle nature a été l'intérêt et

l'enthousiasme de M. Alexinsky pour la vie monacale dans les environs de Bucarest.

Mais M. Alexinsky est né en Bessarabie et il s'intéresse pour cette province sans aucun doute. A son retour à Paris il va se rengorger : « Moi, Bessarabien, je vous affirme qu'en Bessarabie c'est le paradis ! » Or, voici ce que dit l'*Adeverul* en réponse au journal des libéraux, *Vitatorul*, qui affirmait que « l'état de siège n'est pas institué en Bessarabie pour la population autochtone, mais pour les agitateurs bolchéviques qui viennent, d'au-delà du Dniestre ». L'*Adeverul* (20 oct.) répond : « Pourtant l'état de siège s'applique en permanence à la population autochtone et il est inouï que pour combattre quelques criminels une population entière soit soumise à un régime d'exception vexatoire et humiliant... Nous ne cesserons de répéter que le régime de l'état de siège n'a apporté au pays aucun profit, qu'il lui a fait plus de mal encore à l'intérieur et à l'extérieur... Nous sommes les seuls qui dans la huitième année après la fin de la guerre vivons sous un tel régime et ne sommes pas encore entrés dans la vie normale. Cela dit tout et illustre les bienfaits de ces méthodes politiques... »

Qu'en dit M. Alexinsky, qui sautait de joie « en voyant de ses propres yeux le mensonge des Barbusse et Cie. », qu'en dit-il en entendant ce que dit une voix roumaine sur la Bessarabie ?... La plainte de la Bessarabie est d'ailleurs si déchirante qu'elle est entendue jusqu'à Paris. Seul M. Alexinsky, hôte de commande de l'oligarchie roumaine et Bessarabien d'occasion à Paris, ne veut pas l'entendre. Par exemple le journal roumain à Paris *România Muncitoare* écrit le 15 oct. sous le titre « *Ils se sont enfuis en Russie* » : « L'*Universul* apporte la nouvelle de certains paysans de Bessarabie qui ont passé clandestinement la frontière en se réfugiant en Russie, et le même *Universul* annonce naïvement qu'on a ouvert une enquête pour établir pourquoi les paysans bessarabiens s'enfuient en Russie. Sachant que de cette enquête ont été chargés d'une part les gendarmes, d'autre part les cours martiales chacun peut s'imaginer que le résultat de l'enquête sera : Ils ne sont pas à même d'apprécier le paradis !... »

M. Alexinsky promet dans une interview d'écrire, quand il sera de retour à Paris, une série d'articles sous le titre « *Ce que Barbusse n'a pas vu en Roumanie* ». Mais avant que M. Alexinsky, ce Bessarabien occasionnel, plonge sa plume de renégat socialiste et pogromiste russe dans l'encre payée par le gouvernement roumain, qu'il se rappelle bien que des dizaines, des centaines, des milliers de Bessarabiens authentiques se lèveront après lui pour écrire avec la plume plongée dans le sang de leurs plaies toujours ouvertes : « *Ce que M. Alexinsky n'a pas voulu voir en Roumanie* ».

I. Mateescu

Batsaria-Protoguéroff

Dans l'*Adeverul* du 17 octobre M. Batsaria, ancien ministre et sénateur ture, part en guerre contre le mouvement dobroudjanais de gauche et contre le journal de ce mouvement *Svobodna Dobroudja*. Jusqu'à présent les chauvins roumains, et parmi eux M. Batsaria, étaient en guerre avec les irrédentistes entretenus par le gouvernement de Sofia parmi l'émigration dobroudjanaise. Mais pourquoi ces chauvins roumains s'élèvent-ils contre la gauche dobroudjanaise, qui pourtant lutte contre les chauvins bulgares de Dobroudja ?

En fait, l'article-programme de la *Svobodna Dobroudja*, qui fait l'objet de l'attaque de M. Batsaria, affirme que « la Dobroudja n'est pas libre » que le mouvement dobroudjanais « lutte pour la liberté de la Dobroudja et contre tous les facteurs intérieurs et extérieurs (donc contre le gouvernement terroriste de Sofia aussi — Delablaj) qui empêchent la solution de ce problème ». Plus encore, la *Svobodna Dobroudja* déclare qu'elle mène « une lutte strictement légale » et que en premier lieu elle marchera « main en main avec les organisations similaires des autres subjugués de la Roumanie. (Donc avec les masses ouvrières et paysannes roumaines aussi.) Avec eux nous lutterons pour la réalisation d'une alliance générale de tous les éléments subjugués du territoire roumain. »

Pourtant cela laisse M. Batsaria toujours mécontent. Pourquoi ? Parce que ce journal « tend à créer une atmosphère, qui n'est pas de nature à contribuer à ce rapprochement roumain-bulgare dont parle M. Bouroff... et nous éloigne de la réalisation de ce Locarno balkanique, dont parle le monde officiel bulgare ». (*Adeverul*, 17 octobre.)

C'est donc clair. M. Batsaria est contre le rapprochement des masses populaires dobroudjanaises avec les masses des autres peuples opprimés de Roumanie et avec les masses du peuple roumain en premier lieu. Mais ce monsieur, auquel le journal démocratique *Adeverul* ouvre pourtant ses colonnes, part en guerre contre la *Svobodna Dobroudja* parce qu'elle empêche le rapprochement de l'oligarchie roumaine avec le monde officiel bulgare représenté par M. Bouroff.

M. Batsaria se démasque ainsi comme un agent de l'oligarchie roumaine. Il a pris lui-même sur lui la tâche de nous prouver son louche rôle. Dans l'*Adeverul* de 20 octobre en se défendant contre le journal bratieniste *Viitorul* qui lui contestait son patriotisme, M. Batsaria écrit ce qui suit : « Je précise en commentant une indiscretion, que je suis entré au Comité Jeune-Turc, dont j'ai fait partie de la direction suprême, ayant été conseillé et poussé à cela par M. Braileanu, à ce moment-là consul de Roumanie à Bitolia. » Et plus loin M. Batsaria invoque aussi la complicité, à son entrée dans la direction du complot révolutionnaire contre le régime hamidien, de feu D. A. Sturdza, à ce moment-là chef du gouvernement de Bucarest.

Mais M. Batsaria ne se contente pas d'avouer qu'il était déjà il y a 20 ans l'agent du gouvernement roumain dans le mouvement révolutionnaire jeune-turc. Ce triste personnage ajoute encore que récemment « dans deux occasions importantes, et sur lesquelles il ne m'est pas permis de commettre des indiscretions, j'ai accepté de remplir, pendant que le gouvernement libéral était au pouvoir, des missions où il s'agissait de défendre de grands intérêts roumains ». Et M. Batsaria précise « qu'il a apporté des informations des plus précieuses. La preuve en pourra être fournie par un membre marquant du Parti Libéral. »

M. Batsaria l'avoue lui-même : il a été et est resté l'agent de l'oligarchie roumaine. Et cet espion roumain a le courage de faire campagne contre le mouvement révolutionnaire dobroudjain. Il prouve par cela que parallèlement à l'alliance en marche entre les masses populaires roumaines et bulgares dans le cadre d'une Fédération libre des Peuples des Balkans, c'est une autre alliance qui s'est réalisée : *Batsaria-Protoquéroff*. C'est bien de le retenir.

Delablj

Le Monténégro et la Fédération Balkanique

Le Monténégro a un petit territoire, mais son idéal de liberté a toujours été et est toujours inébranlable. Pendant des siècles, le peuple monténégrin a mené des luttes âpres et acharnées pour le droit et la liberté. Et il le fait encore, il le fera toujours. J'avais fondé en Italie une association pour la défense des droits du Monténégro, mais le brutal despotisme du régime actuel italien ne l'a pas tolérée. Le feu de l'épée, que les intrépides révolutionnaires entretiennent jalousement, enflammera cependant un jour les cœurs de tous, et le droit et le bien-être seront rétablis dans les Balkans.

Lorsque les peuples verront enfin combien futiles sont les illusions des vainqueurs enivrés, le Monténégro et les autres nations balkaniques verront se lever pour eux aussi l'ère du droit et de la liberté. C'est alors qu'ils s'uniront, de par leur libre volonté, en une Grande Association.

L'idée d'un meilleur avenir pour tous les frères des Balkans est du grand Njegosch, et c'est ce que nous n'oublierons jamais.

Le Monténégrin s'est toujours révolté contre l'idée de la politique de centralisation brutale des impérialistes serbes et déjà en 1904 il défendait l'idéal de l'Union des Slaves du sud.

Car pour le Monténégrin, la patrie, c'est tout ! C'est la loi, c'est la foi ! Dans sa vie quotidienne, dans ses luttes pour sa liberté, le Monténégrin a toujours prouvé qu'il néglige positivement tout intérêt personnel pour atteindre l'idéal.

Le peuple monténégrin est un peuple de travailleurs. Le droit est pour lui l'idéal suprême. Il a toujours été l'honnête parmi les honnêtes, le loyal parmi les loyaux. Il n'a jamais, jamais songé à la trahison. Et cependant, il a été trompé, trahi. Sous les yeux mêmes du monde civilisé sa patrie a été foulée aux pieds, soumise à la terreur, au martyre !

La situation géographique du Monténégro, la composition ethnographique de sa population, les événements historiques donnent au peuple monténégrin le droit entier, absolu à une vie politique indépendante, lui donnent la conscience de la mission qu'il a à remplir.

Il ne s'agit point ici d'une remémoration de souvenirs d'un musée, — il s'agit d'un peuple conscient de sa valeur, de ses droits, se réclamant d'une glorieuse histoire, et foulé aux pieds par le sanguinaire gouvernement des Karageorgevitch.

Un passé historique, des intérêts économiques et politiques, tout, dictent au peuple monténégrin la nécessité impérieuse de s'associer avec les autres peuples balkaniques pour la réalisation d'une Fédération Balkanique, qui assurera à tous les peuples membres de la Fédération un bien-être inconnu jusqu'ici, les libérera de l'oppression des impérialistes de l'Europe occidentale.

Et le Monténégro prospérera, dans cette Fédération Balkanique. Car le fait que ce petit peuple de héros a été vaincu par la soldatesque de Pachitch ne lui enlève pas une parcelle de ses droits sacrés. Il est vaincu, mais non pas anéanti. Les Monté-

négrins sont pleins d'espoir. La conscience nationale, qui a toujours si violemment vibré chez ce peuple chevaleresque, restera toujours vibrante dans les cœurs monténégrins. Une place parmi les nations modernes existe pour le Monténégro aussi — il s'agit pour ses fils de se la conquérir, de se la maintenir.

Nous Monténégrins, nous nous trouvons maintenant en pleine lutte, et nous y persisterons, jusqu'à ce que le crime international perpétré par les politiciens mercenaires de la haute-finance européenne contre notre pauvre patrie soit complètement réparé. En pleine conscience de notre valeur, avec une énergie inlassable, nous pouvons et devons continuer à aspirer vers l'idéal.

Marchons donc d'un pas assuré vers l'avenir, en unissant toutes nos forces et en nous associant avec les peuples opprimés, en opposant la puissance des idéals à la puissance de la terreur, pour obtenir notre libération, pour obtenir notre indépendance, et pour la sauvegarder, la maintenir dans les cadres d'une Fédération Balkanique !

Milan M. Kosoritch

Après les élections parlementaires en Grèce

70% des voix pour la République ! Les fractions monarchiques sont battues. Le peuple souverain grec s'est prononcé. Avec une écrasante majorité il a définitivement condamné ceux qui avaient précipité notre pays dans les aventures de la guerre de l'Asie Mineure et liquidé les restes du légitimisme et du bonapartisme. La chute du régime de Pangalos fut consacrée par le peuple. La chute de la monarchie fut à nouveau confirmée par les masses de la Grèce.

La victoire électorale signifie-t-elle une garantie permanente pour la République ? Signifie-t-elle le raffermissement de l'appareil organisé du pouvoir contre tout danger de droite ? 144 républicains sont élus. Contre eux se dressent 108 monarchistes. Le parti dirigeant, l'« Union libérale », qui réunit les républicains progressistes et les républicains conservateurs ne possède que 112 mandats ; le parti populaire monarchiste compte 61 députés ; le parti de la « Libre opinion » de M. Metaxas : 47. Le danger est à envisager de près, que les gros-bourgeois groupés autour de Mikhalapopoulos considèrent un compromis avec les monarchistes modérés de la « Libre opinion » comme plus avantageux que la fraternisation avec les petits-bourgeois radicaux de l'« Union républicaine ». Les Vénizelistes doivent faire de la politique républicaine sous reconnaissance d'une partie des revendications sociales des masses laborieuses grecques, — ou en s'engageant dans une voie anti-sociale, livrer entre les mains de Metaxas la république à-peine assurée.

L'élection de 8 communistes dans le parlement grec signifie que les masses laborieuses sont pénétrées d'un profond scepticisme quant aux « garanties républicaines » obtenues. Une mauvaise récolte sévit en Grèce. Des incendies de forêts de proportions catastrophales, le chômage parmi les ouvriers de tabac, et le problème toujours pendant de la ratification des traités de Pangalos avec la Yougoslavie ébranlent le système.

Plastiras est revenu. Le « héros de la république » de jadis est devenu un dépendant de la politique extérieure de la Yougoslavie, et son compromis avec la maison royale grecque fait de lui un dangereux instrument des éléments contre-révolutionnaires. Des prétoriens déçus et des politiciens légitimistes voient en lui leurs espérances. La république n'est pas assurée. La puissance du commandement se trouve encore entre les mains des hommes qui ont jadis conduit Plastiras contre la royauté, qui ont ensuite élevé Pangalos à la dictature, qui l'ont ensuite renversé sous Kondylis. La camarilla des officiers est un danger pour la république. C'est la réforme à la tête et aux membres qui est indispensable. L'armée grecque doit être réorganisée. Les masses laborieuses doivent réaliser leur réforme de l'armée — ou la république devient une balle, un jouet des cliques d'officiers. Plus d'un général se sent déjà prêt à recueillir la succession de Pangalos.

Ce n'est pas du parlement grec que viendra la décision. La disposition du peuple, qui s'est décidé pour la république, n'est pas encore une garantie. Des garanties plus réelles doivent être créées, — d'en-bas. Que la dynastie Karageorgevitch appuie le légitimisme grec et travaille à la constitution d'une fédération balkanique monarchiste, que les hommes autour de Mikhalapopoulos rêvent d'un régime « poing de fer » contre les masses laborieuses — le peuple grec doit être bien pénétré de cette vérité que c'est lui-même qui doit se créer des garanties pour sa libération, que ce ne sont que des garanties sociales qui consolident dans les masses d'une façon durable l'idée de la république.

La république doit être un instrument du progrès social, autrement elle reste sous un danger perpétuel.

Une libre Grèce dans les cadres d'une Fédération des peuples balkaniques libérés, voilà la devise.

Δεύτες παίδες τῶν Ἑλλήνων!

Melingos

Révélation sur le rôle du gouvernement bulgare pendant la guerre générale

La littérature sur la guerre impérialiste est déjà très vaste et s'accroît sans cesse de nouveaux ouvrages, mémoires, recueils de documents officiels, etc. On jette, successivement, de la lumière sur les annales obscures des événements qui bouleversèrent le monde ; on dissipe les légendes concernant les causes de la guerre, légendes créées par les classes intéressées et par les gouvernements et les facteurs responsables.

Ce furent les bolchéviks qui, les premiers, publièrent les archives secrètes et montrèrent aux masses populaires la vérité à l'appui de documents officiels. Ainsi, c'est grâce à la révolution d'octobre renversant le tsarisme et balayant le pouvoir des capitalistes et des grands-proprétaires que la vérité a pu percer la couche épaisse des mensonges officiels et intéressés.

L'effondrement de la monarchie en Allemagne et l'écroulement de la monarchie austro-hongroise dévoilèrent subitement aux masses populaires ce qu'était que les autels érigés par ces deux états impérialistes. La publication des documents secrets et l'établissement de la vérité historique montrèrent ces autels sous leur véritable jour. Mais la restauration capitaliste ne tarda pas à mettre un frein à ces publications qui dévoilaient le mensonge et l'hypocrisie du régime monarchique déchu et de la bourgeoisie capitaliste, responsable des crimes de ce régime avec lequel elle s'était solidarisée.

Dans les pays de l'Entente, on n'a pu encore obtenir des éclaircissements officiels. Il serait absurde de s'attendre à ce que les cliques triomphantes ôtent elles-mêmes leurs masques. Cependant, les révélations des bolchéviks les atteignirent naturellement aussi. Car les bolchéviks démontrèrent irréfutablement les responsabilités communes des gouvernements monarchistes et républicains des deux camps belligérants. Les révélations qu'ils firent furent même confirmées par les déclarations de divers hauts fonctionnaires sincères de l'Entente, comme l'ancien ambassadeur de France à Petersbourg M. Georges Louis.

En Bulgarie, cependant, il règne encore une complète obscurité sur ces événements. Les enquêtes parlementaires se heurtèrent à la résistance réactionnaire des partis, des groupes, des personnes et des institutions intéressés. Les enquêteurs parlementaires ne disposaient, pour établir les responsabilités, que d'un nombre restreint de documents secrets, mais ils réussirent quand même à révéler quelques-uns des mensonges et des erreurs officiels. De nombreux côtés de l'activité des facteurs responsables et irresponsables, qui avaient commis des crimes irréparables envers le peuple et causé de graves préjudices à l'avenir du pays, sont encore couverts de sombres voiles. Les masses populaires ignorent même ce qui a pu être révélé au monde grâce aux publications à l'étranger, les classes dirigeantes ayant fait l'impossible pour leur dissimuler la vérité. Cela n'est point étonnant, car se sont les mêmes puissances ténébreuses, le monarchisme, le militarisme, la bourgeoisie capitaliste, responsables des souffrances du peuple, qui détiennent actuellement le pouvoir en Bulgarie. Le peuple ne saura la complète vérité que lorsqu'il deviendra lui-même le maître de son pays.

Nous essayerons de soulever un peu ce voile obscur et épais en publiant les révélations concernant la Bulgarie aussi. Nous trouvons, par exemple, de paires de révélations dans les deux ouvrages de Karl Novak : « *Le chemin vers la catastrophe* » et « *L'écroulement des puissances centrales* ».

Pendant la guerre, Karl Novak avait des rapports très étroits avec les cercles militaires dirigeants des Etats centraux ; grâce à sa situation, il put non seulement être au courant de toutes les puissantes influences et des intrigues de coulisse qui dirigeaient et entravaient la politique de ces Etats, mais il put aussi jeter un coup d'œil dans les archives des états-majors et des chancelleries. Les faits qu'il expose dans ces livres, ont été dûment vérifiés par lui-même et les personnages officiels qui avaient joué un grand rôle pendant la guerre. Si ses œuvres ne contiennent pas tous les faits nécessaires pour établir complètement la vérité, ceux qui y sont exposés suffisent, cependant, pour justifier les accusations qui y sont portées contre les dirigeants de cette époque.

Dans le premier des ces ouvrages : « *Le chemin vers la catastrophe* », l'auteur examine les événements militaires du point de vue du quartier général austro-hongrois, ou pour mieux dire du maréchal Conrad, chef de l'état-major général. Dans le chapitre consacré à l'histoire préliminaire de la guerre, le maréchal Conrad est considéré comme l'un des personnages les plus importants du parti militaire dirigé par le prince héritier François Ferdinand ; ce parti, qui n'avait jamais cessé de préconiser une politique de violentes décisions, précipita, en 1914, la monarchie dans la guerre. Dans le chapitre suivant, M. Novak expose les événements du front oriental : l'offensive russe en Galicie, le percement du front dans les Carpathes, la retraite vers la frontière, les événements au sud du Danube, la malheureuse offensive du général Potiorek contre la Serbie et l'écrasement de celle-ci par les armées des puissances centrales ; enfin, les opérations contre

les Italiens sur l'Isonzo et dans les Alpes du sud. Toutes ces opérations heureuses pour les armes des puissances centrales sont attribuées aux mérites du maréchal Conrad. Une place importante y est faite à la question du haut commandement des armées centrales ; y sont décrites en détails les intrigues de la camarilla de la cour après la mort du vieil empereur, à la suite desquelles le maréchal Conrad lui-même tombe en disgrâce devant l'empereur Charles, faible d'esprit et sans caractère ; relevé de ses fonctions de chef d'état major général, le maréchal prend le commandement du front italien. Puis arrive la paix de Brest-Litovsk, exaltée par les généraux maintenant sûrs d'une victoire rapide et définitive des puissances centrales, et qui, cependant, ne fait qu'accélérer le dénouement fatal.

Le second livre : « *L'écroulement des puissances centrales* » commence par le récit des pourparlers de paix à Brest-Litovsk. Deux camps politiques opposés s'y affrontent en la personne de la délégation soviétique et en celle du délégué du quartier-général allemand le général Hofmann. Les diplomates des puissances centrales font semblant de les réconcilier par des ruses inintelligibles et par des formules équivoques, mais c'est le poing du général qui l'emporte sur la subtilité des diplomates. Berlin et Vienne célèbrent avec solennité la paix « victorieuse » sur le front oriental. Mais la vengeance de Brest-Litovsk ne tarde pas à se manifester. Les chapitres II et IV sont consacrés aux crises intérieures des puissances centrales et aux différends survenus entre elles au sujet de la paix de Bucarest (question de la Dobroudja). Les efforts de Vienne pour une paix séparée, ainsi que ceux de Berlin pour trouver une paix de compromis y sont également exposés. Chapitre III : les tanks sont mis à l'œuvre sur le front occidental, les conséquences de l'entrée en guerre de l'Amérique se font de plus en plus sentir alors que l'industrie allemande n'arrive pas même à fabriquer assez d'obus. L'Entente acquiert la suprématie technique et matérielle sur l'Allemagne, l'issue de la guerre est décidée. Le premier mot est dit par l'armée bulgare, appauvrie, affaiblie, souffrant la faim, abandonnée presque entièrement par ses alliés à ses propres moyens contre un ennemi qui lui est supérieur en tous points. Aussi se prononce-t-elle pour Dobro-Polé. L'auteur consacre un chapitre entier à l'armée bulgare, aux événements sur le front, à la révolte des soldats, à l'armistice, à l'abdication du roi Ferdinand de Bulgarie. C'est avec une vitesse déconcertante que se suivent la catastrophe sur le front italien, la décomposition de l'armée allemande, la demande de paix du gouvernement autrichien, la panique au quartier-général allemand, la conclusion de l'armistice, l'effondrement de la monarchie et la naissance de la république allemande.

Les deux ouvrages contiennent des matériaux très précieux sur le rôle de la Bulgarie dans la guerre mondiale, des nouvelles révélations y sont faites, d'importants faits dont on n'avait entendu que les rumeurs, y sont confirmés. Nous nous arrêterons sur quelques-uns d'entre eux.

On sait que pendant toute une année après le déclenchement de la guerre mondiale, Radoslavoff calma le pays alarmé, par la « neutralité » de la Bulgarie. Mais cette neutralité n'était qu'une légende. Dans « *Le chemin vers la catastrophe* » (page 110) nous lisons : « Les puissances centrales soutenaient pendant un certain temps leur alliée la Turquie par l'intermédiaire de la Roumanie et de la Bulgarie. Ils lui envoyaient des munitions, autant qu'il leur était possible de le faire. Les Bulgares faisaient pour le transport moins d'obstacles que les Roumains. Chaque wagon d'obus qui arrivait en Turquie coûtait son poids d'or. Il fallait graisser la patte et aux Roumains, et aux Bulgares. « Nous connaissons aussi « l'affaire Declosier » — la tentative d'acheter avec de l'or l'intervention de la Bulgarie du côté de l'Entente. On en parle aussi dans les « Documents russes ». Puis Novak indique d'une manière précise et documentaire la source d'or allemande qui « contribua à déterminer » la Bulgarie à se placer du côté des puissances centrales. Novak ne nomme point les « patriotes » qui, pour de l'or, entraînaient le pays dans l'abîme ; mais le peuple bulgare les connaît. Il est vrai, cependant, que l'amnistie de l'Entente démocratique a déjà jeté le voile épais de l'oubli sur leurs actes. Dormez en paix, trois cent mille soldats, dans vos tombes inconnues ! Dépensez sans inquiétude les millions que vous avez gagnés, « patriotes » bulgares, « sauveurs » de la patrie !

Désireux de se faire les « alliés sincères » des Turcs, les gouvernants bulgares exigèrent de ces derniers un désistement territorial pour les régions autour d'Andrinople. En effet, les Allemands intéressés réussirent à persuader Enver pacha à céder à la Bulgarie Karaghatch et une partie du territoire sur la rive gauche de la Maritza. A cette occasion, Radoslavoff déclara solennellement à la Chambre qu'il n'y aurait plus de litiges entre la Turquie et la Bulgarie. Qu'arriva-t-il, cependant ? Novak nous le raconte dans « *L'écroulement des puissances centrales* » : les Allemands promirent verbalement aux Turcs que dans le cas

d'un agrandissement territorial de la Bulgarie les Turcs reprendraient ce qu'ils cédèrent à cette dernière et qu'ils recevraient même d'autres compensations. L'auteur ajoute que les Bulgares ignoraient ces promesses allemandes à la Turquie. On sait seulement que le Parlement turc ne ratifia pas l'accord bulgare-turc. Cette question fut de nouveau soulevée au moment des pourparlers de paix à Bucarest. La Bulgarie exigeait la Dobroudja entière; Radoslavoff se référait entre autres à la promesse personnelle du Kaiser; mais cet argument fut immédiatement réfuté par une déclaration du ministre des affaires étrangères Zimmermann. Quant aux Turcs, ils exigeaient en dehors de la restitution de Karaghatch et de la vallée de la Maritza, « beaucoup d'autres régions peuplées par des Turcs sur les côtes de la Mer Noire ». Novak nous dit aussi que le chef du quartier-général allemand, Ludendorff, sympathisait avec les Turcs, obéissant en cela « aux suggestions du chef de sa section bulgare, le colonel Mertz », qui ne cessait de présenter des rapports défavorables pour la Bulgarie. En tous cas, Ludendorff, tout-puissant en ce moment, « prit le parti des Turcs ». Par suite de l'impossibilité d'un accord, la vieille Dobroudja fut gouvernée en commun par les Alliés. Le 26 septembre, lorsque l'armée bulgare était déjà en pleine retraite et que le gouvernement demandait une paix séparée, on reçut un télégramme de Berlin annonçant « qu'on parvint à obtenir un accord avec les Turcs relativement à la Dobroudja et que l'Allemagne considérait actuellement comme équitable l'annexion de la Dobroudja entière à la Bulgarie ». L'auteur ajoute que personne ne savait que faire de ce télégramme... qui, six semaines auparavant, « aurait provoqué un enthousiasme national. »

A la veille de l'offensive contre la Roumanie, tout le front oriental des puissances centrales fut unifié « sous un commandement général allié » placé sous l'empereur allemand et se trouvant effectivement entre les mains de Ludendorff. Ceci eut lieu « dans l'intérêt de l'œuvre commune des alliés ». Dans son premier ouvrage (pages 194 à 200) Novak expose les véritables intentions du quartier-général allemand. Ce n'était ni plus ni moins qu'un complot contre les Bulgares et les Turcs « pour les attacher plus étroitement à l'Allemagne ». Il fut expliqué au maréchal Conrad que cette entente n'aurait de force que pour les Bulgares et les Turcs, tandis que les rapports entre les quartiers-généraux allemand et austro-hongrois resteraient tels qu'ils étaient auparavant. Le maréchal Conrad finit par céder, mais en signant l'accord il fit la réserve suivante : « Dès que les intérêts de la monarchie seront lésés, l'empereur François Joseph aura le droit de résilier cet accord. » Cette réserve fut considérée comme une clause secrète, résultat d'un accord spécial entre les Allemands et les Autrichiens. « Les Bulgares et les Turcs devaient en ignorer l'existence. » Ainsi, le gouvernement bulgare fit de la Bulgarie, dès 1916, une vassale de la clique monarchiste-militariste allemande qui se mit immédiatement à en tirer les plus grands profits. La Bulgarie avait donc capitulé sans conditions ni réserves déjà à Pless (quartier-général allemand). Mais les Allemands éprouvèrent eux aussi après la catastrophe de septembre les résultats de cette politique. Les Bulgares, dit Novak, furent détachés des puissances centrales « avec une satisfaction sauvage, un plaisir sadique, une méchanceté folle... ». Où donc était la prévoyance des généraux de Pless qui permettaient la naissance et le développement d'un pareil sentiment d'hostilité entre les Bulgares et les Allemands qui, à la fin, à Nich, se dressèrent les uns contre les autres, prêts à s'attaquer ? »

Dans le chapitre consacré à la Bulgarie — « L'éroulement des puissances centrales » pages 201 à 235 — l'auteur fait un tableau assez complet du pays détruit et épuisé. Il expose la situation désespérée du front. 20% des soldats étaient sans chaussures. Les soldats bulgares, affamés, regardaient avec envie le pain blanc et la bonne nourriture des soldats allemands, à la suite de quoi les officiers allemands ordonnèrent de distribuer dorénavant la nourriture à deux ou trois kilomètres de distance des armées bulgares. « Les troupes allemandes en Macédoine furent retirées au moment le plus critique, étant donné que le rouleau compresseur des armées de l'Entente broyait déjà les corps allemands sur le front occidental. Contre 221.000 soldats alliés, reposés et pourvus de tout sur le front de Salonique, avec 1824 canons et d'immenses moyens techniques perfectionnés, il n'y avait que 170.000 soldats bulgares, à demi morts de souffrances, avec 1.500 canons. L'esprit combattif avait disparu déjà dans les tranchées, la discipline était fortement ébranlée, — tous aspiraient à la paix. Dans ces conditions, Dobro Pole fut l'issue inévitable. Mais c'est une légende que Dobro Polé ait entraîné la défaite des puissances centrales. Les indices de l'éroulement général se multipliaient sur le front occidental, tout-à-fait indépendamment du front bulgare. Ludendorff n'avait plus d'armée. Cela était si vrai que déjà le 29 septembre il se décida à demander l'armistice. Prévoyant la catastrophe, il ne donna, le 1^{er} octobre, au gouvernement qu'un délai de quelques heures seulement pour demander aux alliés la cessation des hostilités.

Il est édifiant de citer le jugement de Novak sur les qualités militaires du général Rousseff qui commandait à Dobro Polé : « Le général Rousseff perdit alors tout son sang-froid. Il retira derrière la Tchernia sa 2^{me} division en déroute. Une panique nerveuse

s'était emparé du général; il s'enfuit tout simplement de son état-major; ses officiers le cherchèrent pendant des heures entières. Il n'avertit personne de l'ordre de retraite, pas même les chefs voisins — ce qui naturellement augmenta le trouble — ni même le haut commandement de l'armée; il fut destitué. » On peut admirer par là le « courage » du héros du 9 juin et de l'assassin de dix mille citoyens désarmés et sans défense. Mais les caractéristiques de ce lâche et de ce déserteur pour les crimes duquel la loi prévoit la peine capitale sont aussi celles du régime tout entier qu'il personnifie. La bande militaire-bancaire ne pouvait choisir un chef plus digne d'elle que Rousseff dans sa campagne sanglante contre le peuple bulgare....

L'auteur dissipe enfin la légende répandue par Malinoff sur ses mérites en ce qui concerne l'abdication du roi Ferdinand. Celui-ci annonçait dès le 26 septembre au gouvernement qu'il était prêt à abdiquer si d'un côté quelconque on le considérait comme un obstacle pour l'ordre intérieur ou pour la paix. Le gouvernement répondit sans hésiter : « Que le roi reste le souverain du pays » « Le 3 octobre, de sa propre initiative, et instruit, sans doute, par la révolte de Radomir, le roi Ferdinand signa son acte d'abdication préparé sur son ordre et à l'insu du gouvernement et le remit au président du conseil étonné, abasourdi. » Le même soir, le roi quittait le pays.

Les ouvrages de Novak contiennent encore beaucoup d'autres faits et renseignements dont la connaissance est indispensable pour l'éclaircissement des événements fatals qui s'abattirent sur la Bulgarie pendant la dernière décade.

K. Vej

Kondylis et la Fédération Balkanique

Le général Kondylis a déclaré au reporter du journal *Outro* : « Si vous voulez savoir mon opinion personnelle, je déclare que je suis pour la formation d'une Fédération Balkanique qui pourra sauver les Balkans de toutes les menaces, sans regarder d'où elles viennent. Quand vous avez des petits peuples qui sont encerclés par de grandes puissances, il faut que ces petits peuples se réunissent pour pouvoir profiter des fruits de leur travail. »

Malgré que la déclaration du général ne soit pas sincère, elle montre en tout cas combien l'idée de la Fédération Balkanique est devenue populaire parmi les peuples balkaniques. (*Novini* du 21 octobre 1926).

L'affreux problème des réfugiés macédoniens

En vertu des traités de 1919 dans lesquels Venizelos a fait inscrire la clause absurde et antihumaine de l'échange de populations, d'épouvantables misères sont créées dans tout l'Orient.

Les Turcs ont chassé les Grecs de l'Asie Mineure. Les Grecs ont chassé les Turcs de la Thrace. Les Grecs ont chassé les Macédoniens slavophones de la Macédoine; les Roumains ont appelé les Valaques de Macédoine pour remplacer en Dobroudja les Turcs et les Bulgares qu'ils massacrent, etc., etc....

Mais c'est la malheureuse Macédoine, qui plus que toute autre nation souffre de ces abominables échanges.

Nous allons par le rapprochement de quelques faits montrer ce que les traités impérialistes ont fait d'une nation laborieuse et brave.

Une lettre de Florina :

« L'œuvre de dénationalisation de la Macédoine qui se trouve partagée entre les différents Etats balkaniques, se poursuit avec un acharnement inouï.

La Direction générale de la colonisation de la partie de la Macédoine se trouvant sous la domination grecque, publie dans toute la presse les résultats de son action destinée à prouver, par la suite, que la Macédoine est grecque.

Cette Direction Générale annonce qu'on a installé en Macédoine : 116.941 familles de cultivateurs réfugiés d'Asie Mineure, 25.000 autres familles se trouvant en voie d'établissement.

Non contente de coloniser les campagnes la dite Direction Générale annonce qu'elle a établi dans les villes de Macédoine 60.000 familles de réfugiés. Elle annonce aussi qu'elle a affecté à toute cette population 96.073 maisons.

« La question se pose de savoir à qui ont appartenu ces maisons avant d'être accordées aux réfugiés et que sont devenus ceux qui ont dû les abandonner. Et ceux à qui on a enlevé la terre pour l'accorder ensuite aux réfugiés d'Asie, quel est leur sort ? »

Les Réfugiés en Bulgarie :

Quel est leur sort, demande la lettre écrite de Florina, ville macédonienne de la zone grecque, en parlant des Macédoniens slaves que les Grecs ont chassés de leurs maisons urbaines ou de leurs petites fermes, pour y installer les réfugiés helléniques venus d'Asie Mineure.

Les faits suivants, empruntés à la presse bulgare répondront :

On lit dans les télégrammes de Bourgas et de Stara-Zagora, envoyés par les Comités Nationaux Macédoniens à la Direction des propriétés foncières.

« Bourgas, le 18 octobre : Il y a 17 mois que nous sommes installés, 21 familles, dans la village de Dèbelat, municipalité de Iakezlii où nous avons construit nos habitations. On ne nous a pas donné encore des terres ; la Commune nous considère et nous fait inscrire sur des registres comme des réfugiés ayant droit à un secours pour notre installation. Nous demandons

qu'un ordre soit donné pour que nous recevions des terres et que nous soyons inscrits dans les registres des réfugiés ayant droit à être installés dans la Commune d'Iakezlii. Pour les 21 familles : Iani D. Moskov.

St.-Zagora, le 12 octobre : Au Comité Macédonien. La situation de 110 familles de réfugiés comprenant 430 membres est misérable avec l'arrivée de l'hiver. Faites le nécessaire pour que ces gens ne meurent pas pendant l'hiver. Le Président de la Société des Macédoniens : Dimitroff. »

Ainsi les malheureux chassés de la Grèce meurent de faim en Bulgarie. (*Agence des Balkans.*)

LA RÉACTION DANS LES BALKANS FAITS ET EVENEMENTS

Albanie :

Les gendarmes à Permeti contre le gouvernement. — L'organe gouvernemental « Shqypnija » du 30 octobre dernier (paraissant à Tirana) écrit que le commandant de Permeti, Gjon Fusha, a enfin réussi à rétablir la discipline parmi les gendarmes, de façon qu'ils ne troublent plus le calme et la sécurité.

Voilà donc un aveu officiel de ce qui a toujours été affirmé dans ces colonnes que ce sont les sicaires du gouvernement d'Ahmed Zogou qui ont toujours troublé l'ordre et la sécurité du pays.

Les arrestations continuent de plus belle. — Sur la simple suspicion d'être des adversaires du régime d'Ahmed Zogou, sans absolument aucun délit qui puisse leur être imputé, on été ces jours-ci arrêtés à Tirana et jetés en prison les nommés Salo Kapri, Demo Kapri et Ibrahim Kulloli du village de Golik i Mokres, Aslan Shami et les deux frères Durmushi de Gramshi. Et les journaux stipendiés d'Ahmed Zogou osent encore prétendre que l'ordre et la sécurité règnent en Albanie ! (« Lirie Kombetare. »)

Ahmed Zogou se ferait couronner roi et épouserait une princesse égyptienne. — Le bruit court qu'Ahmed Zogou compterait entreprendre ces jours-ci un voyage à Rome, à Paris et à Londres ... pour obtenir des puissances l'autorisation de se faire proclamer roi et d'épouser une princesse égyptienne. Ce serait Mussolini qui servirait d'intermédiaire à ce mariage. (« Lirie Kombetare. »)

Formation d'une nouvelle association « Les fils de l'Albanie » en Amérique. — L'organe des Albanais d'Amérique, l'« Idealisti », écrit qu'à la place de l'association « Vatra », vendue par Faik bey Konitsa à Ahmed Zogou, une nouvelle association vient d'être fondée, la « Fédération des fils de l'Albanie », qui luttera contre le régime réactionnaire et terroriste actuel.

Bulgarie :

Même des députés du groupe Draguieff sont battus. — M. Draguieff est un dissident de l'Union agrarienne. Il était contre Stamboliisky et est toujours encore contre l'Union agrarienne. Il a même approuvé les mesures prises par le gouvernement de la Ligue Militaire contre les paysans et ouvriers. Il a dernièrement constitué une Union agrarienne à part et cette Union a décidé de collaborer avec les radicaux pour les élections. Deux amis de M. Draguieff, M. M. Montcheff et Todoroff, se sont rendus à Lom pour y tenir une réunion. Mais les organes de la police, avec à leur tête le secrétaire de la préfecture, les ont arrêtés, battus cruellement, et leur ont pris tout l'argent qu'ils avaient sur eux. Ils ont été ensuite envoyés à Sofia sous escorte. Ils avaient été si brutalement battus et maltraités qu'on a dû les faire transporter à l'hôpital. (« Seznanie », « Znamé », « Radical. »)

« Elections » municipales. — Dans 8 villes et plus de 300 villages viennent d'avoir lieu des « élections » municipales partielles. Le gouvernement avait pris toutes les « mesures nécessaires ». Des centaines et des centaines, suspectés de ne pas voter pour les gouvernementaux, furent arrêtés, battus, torturés. Les réunions électorales furent dissoutes, interdites.

Malgré tous ces actes de terreur, le gouvernement a été battu : dans les 8 villes il n'a obtenu que 13.600 voix, contre 22.500 de l'opposition. Les résultats des villages ne sont pas encore complètement connus, mais on sait déjà que dans les grands villages l'opposition a la majorité des voix. Le gouvernement n'a gagné que dans les petits villages, où l'agent de police et le gendarme sont les maîtres absolus. (« Znamé », « Novini »)

La Ligue bulgare pour la Défense des Droits de l'Homme proteste contre la Terreur Blanche. — Le 29 octobre dernier la Ligue bulgare pour la Défense des Droits de l'Homme a publié la résolution suivante : « Des différentes parties de la Bulgarie nous arrivent des informations — dont nous n'avons aucunement lieu de douter de la véracité — d'après lesquelles des personnalités politiques des partis d'opposition sont terrorisées : on ne leur a pas donné la possibilité de convoquer des réunions politiques dans les villages de Boukioftsi et Krouchovéné — arrondissement de Rakhovo — on a organisé des attaques à main armée et battu et maltraité des centaines d'orateurs de l'opposition (à Lom, Viddin,

Pirdop) etc.) ; des réunions des organisations professionnelles ont été dissoutes (à Varna), d'autres ont été interdites (à Eski Djourmaya, Sliven, et ailleurs) ; etc., etc.

La Ligue bulgare pour la Défense des Droits de l'Homme proteste énergiquement contre ces violences et insiste auprès du gouvernement bulgare avec la dernière urgence pour qu'il prenne immédiatement toutes les mesures nécessaires pour la punition des coupables et la sauvegarde de la liberté de la personne, des réunions et de l'expression de la volonté du peuple. » (« Radical. »)

Monsieur Tsankoff menace ... — Dans une réunion tenue récemment à Kustendil, le sanglant président de la chambre de la Ligue Militaire a tenu un discours digne de l'assassin qu'il est. Il a proféré des menaces à l'adresse des électeurs de l'opposition en disant que l'Entente Démocratique et les organisations fascistes Koubrat et Rodna Zachtita ne permettront en aucun cas que l'Union agrarienne vienne au pouvoir, et que tous les moyens seront employés pour l'en empêcher. (« Narod. »)

On interdit même des conférences pédagogiques. — Les autorités ont interdit une conférence des instituteurs qui voulaient se réunir pour examiner des questions de l'instruction publique et de la culture générale de la population.

Le « Seznanie », journal paraissant depuis 29 ans, publie ce nouvel acte de la Terreur Blanche en protestant violemment contre cet arbitraire.

La nouvelle vague de terreur. — Le collégien D. Totev, 17 ans, de Pleven, arrêté, a été tellement battu que trois ou quatre jours après il est mort dans l'hôpital d'Etat de cette ville. (« Radical. »)

Le député P. Minef proteste contre les violences subies par M. M. Yankoff de la part de la police. Le maire du village de Gledatchevo qui a voulu protéger ce malheureux a été lui-même assommé.

Le 10 octobre 1926, un groupe de paysans, membres de l'Union agrarienne, a été attaqué par deux agents de police du village Plodovito, près de Tehirpan. Lesdits agents ont tiré et ont tué M. G. Ivanov, conseiller municipal. (« Zemedelsko Znamé. »)

Le « Znamé », organe central du Parti démocrate rapporte qu'il y a eu récemment une série d'arrestations à Nova-Zagora. Tous les détenus ont été bestialement torturés. L'ouvrière St. M. avait été battue jusqu'au sang et ensuite violée par les agents de police. Les ouvriers Mineff, Jékov, Nikolov, Vélev, Kidrov, Todorov ont subi des supplices horribles : on leur a arraché les ongles et déchiré la chair. Le musulman estimé Pekhivanov a été battu avec une tringle de fer. Les médecins n'espèrent pas pouvoir le sauver.

On a jeté deux bombes sur la maison de deux disciples de Tolstoï, dans le village Ruzinzi. Les bombes n'explosèrent pas, mais la nuit, une bande d'« irresponsables » pénétra dans le village. Les personnes connues comme des disciples de Tolstoï ainsi que leurs femmes et leurs enfants ont été bestialement battus avec des tringles.

Dans la prison de Vratza, le détenu Boris Pirdopsky a été torturé jusqu'à la mort et ensuite pendu pour faire croire au public qu'il s'agissait d'un suicide. Après avoir fait l'autopsie du cadavre, trois médecins constatèrent qu'il était couvert de plaies faites par les bourreaux.

Le maire du village Mikailovo a été arrêté et forcé de démissionner. Il a été battu personnellement par le chef de police. Pendant la nuit des détectives armés pénétrèrent dans le domicile des conseillers municipaux et les contraignirent à démissionner.

L'appel des disparus. — Une scène tragique s'est déroulée, il y a quelques jours devant le tribunal qui devait statuer sur la situation légale des disparus.

On sait que le nombre de ces disparus (qui sont des citoyens bulgares assassinés par les autorités et les agents irresponsables depuis 1923) est tellement élevé qu'une loi spéciale a dû être votée pour assurer la transmission aux héritiers des biens de ces victimes de la Terreur Blanche.

Le Tribunal s'est contenté de constater les faits en enregistrant les dates de naissance et de disparition.

Le spectacle était terrible. La salle du tribunal était bondée par les familles des malheureux mis à mort par le Zgovor.

Chaque fois que le Président appelait un nouveau nom, des gémissements s'élevaient, la femmes, les enfants, les vieux parents de l'assassiné, sanglotaient. Les pleurs et les cris se mêlaient à mesure que l'appel des noms continuait.

Sofia pleurait ses enfants tués par le fascisme.

Ceux qui ont assisté à cette scène ne l'oublieront jamais. (« Agence des Balkans. »)

L'unité des Syndicats des Travailleurs des P. T. T. réalisée. — Le 28 octobre, dans une salle à Sofia, a été proclamée publiquement et solennellement l'unité des syndicats des travailleurs des P. T. T.

L'unité fut accueillie par les auditeurs avec enthousiasme.

L'union a été réalisée avec les Statuts suivants :

1^o Jusqu'au Congrès suivant, l'Union portera le nom : L'Union des Télégraphes, Postes et Téléphones. Les Statuts actuels restent en vigueur. Le Congrès a le pouvoir de décider des changements.

2^o Les Comités Centraux des deux organisations et les Commissions de Contrôle forment un corps unique.

3^o Tous les membres réguliers des deux organisations conservent leurs droits.

4^o Toutes les sommes liquides et tous les biens restent propriétés de l'Union.

5^o Le Congrès suivant élira le Comité Central de l'Union.

6^o L'Union déclare qu'elle reste sur les principes de neutralité politique et tolère les conceptions politiques de ses membres.

7^o Jusqu'au Congrès, l'organe imprimé de l'Union reste le journal « Télégrapho Postensko Soznaïe ».

8^o Le journal sera rédigé par un Conseil élu par les deux organisations.

9^o Le projet présent doit être approuvé par les organisations locales dans un délai d'un mois. (« Edinstvo », du 8 sept. 26.)

Roumanie:

« Liberté » religieuse. — Le Conseil de Guerre de Cluj a condamné les paysans Jon Tjurdach, Const. Stolea et Marie Mirietch de Monostor à 3 mois de prison « parce que étant milénistes (secte religieuse) ils ont refusé le service du pape à un enterrement ». Le miléniste Joan Simonea ayant permis au pape de faire le service religieux à un enterrement a été acquitté. (« Adeverul » du 30 oct.)

Rebellions locales. — La majorité des paysans de Padina Mare (départ. Mehedinti) ayant été trompés et frustrés lors de l'application de la « réforme » agraire, se sont révoltés. Les gendarmes ont rétabli l'ordre. (« Universul » du 25 oct.)

Les paysans de Broscari (du même département) ont donné assaut au poste de gendarmerie où le paysan Const. Strambeanu se trouvait séquestré et était torturé par le chef du poste. (« Universul » du 1 nov.)

Commissaire de police faussaire et escroc. — Il se nomme Simion Pop et a été arrêté à Cluj parce qu'on a découvert qu'il a falsifié une facture et a ainsi encaissé 40.000 lei. (« Universul » du 25 oct.)

L'Etat cesse ses paiements. — Dans beaucoup de villes les salaires des employés d'Etat ne sont pas payés à temps. Ainsi à Cluj les professeurs, les fonctionnaires de la police, de la préfecture, le personnel de l'Université et d'autres n'ont pas encore reçu les salaires pour le mois de septembre. (« Viitorul » du 27 oct.)

Il en est de même des maîtres d'écoles des départements de Vlachka et de Prahova. Ceux du département de Buzaoan n'ont pas reçu leurs salaires depuis le mois de juillet et d'août. (« Universul » du 28 oct.)

La dénationalisation forcée de la Dobroudja. — Le 30 oct. a été inauguré avec une grande pompe officielle le nouveau village Farsari du département Durostor (Dobroudja du Sud) construit par les colons koutsovalaques amenés de Macédoine pour occuper les terres des paysans dobroudjanais chassés ou expropriés par les autorités roumaines. Le sous-secrétaire d'Etat à l'Agriculture Busniotchesco, a déclaré ouvertement à cette occasion que « le but pour lequel ont été amenés ici les Koutsovalaques est : la roumanisation de la Dobroudja bulgare ». (« Indreptarea », du 1 nov.)

Plus de juifs dans les Universités. — La méthode du poing a réussi parfaitement à remplacer le « numerus clausus ». Il n'y a plus d'étudiants juifs dans les Universités de Cluj et Bucarest, et à Jassy aussi, centre de la population juive, où les étudiants juifs étaient jusqu'à présent en majorité, ne se sont inscrits cette année, de peur de voir leur têtes de nouveaux cassées par les khouligans, que ... 3 étudiants juifs. (« Adeverul » du 4 nov.)

Confiscation et prohibition de journaux, expulsions de journalistes. — L'« Arbeiter-Zeitung », organe de la social-démocratie autrichienne, a été interdite en Roumanie. Le journal « Lupta » a été deux fois confisqué, l'« Adeverul » une fois, la revue « Vlasia » une fois. (« Adeverul » du 28 oct.)

Le journaliste américain Maissen à Bucarest a été expulsé pour avoir informé les journaux américains d'une manière non convenable aux Bratiano-Averesco. (« Adeverul » du 4 nov.)

La crise. — A Galatz, en un seul jour, 50 maisons de commerce ont été déclarées en état de faillite. (« Cuvantul » du 29 oct.)

La pension des aveugles de guerre. — Le lieutenant invalide Vintila Jonescu communique que des aveugles de guerre, chargés de nombreuses familles reçoivent des pensions variant entre 116-140 lei (3-11 fr. or.). (« Lupta » du 23 oct.)

Toujours de nouvelles condamnations. — Le Conseil de guerre de Cluj a condamné l'écrivain et poète prolétaire Kahané et le typographe Fonagy à 5 ans de prison chacun et à de fortes amendes pour « complot contre la sûreté de l'Etat ». (« Adeverul » du 23 oct.)

Les mêmes « jugés » ont condamné le jeune Hermann Steinhardt à deux ans de prison pour avoir essayé de délivrer sa fiancée arrêtée et condamnée à 5 ans de travaux forcés pour crime « contre la sûreté de l'Etat ». Joseph Marton a été condamné à 8 mois, Binder à 4 mois et Fr. Csizmadia (en contumace) à 5 ans pour avoir aidé au premier. (« Universul » du 2 nov.)

Yougoslavie:

L'amitié italo-yougoslave-Vandalismes et sauvageries fascistes contre les Slovènes. — Les fascistes italiens ont pillé et détruit à Gorice la salle de lecture slovène, l'imprimerie nationale slovène, la maison de la jeunesse et l'imprimerie catholique. Les pillards incendièrent ensuite la chambre de commerce, le théâtre populaire et les bureaux de la société dramatique, ainsi que la salle de la société musicale. Les dommages causés aux Slovènes sont énormes. (« Slovenec », Ljubljana.)

Le parti populaire slovène a fait au parlement à Belgrade une interpellation urgente. Le député slovène Hohnjec a protesté en paroles enflammées contre ces sauvageries faites dans un pays avec lequel on avait conclu un pacte « d'amitié ». Mais le ministre des affaires étrangères Nintchitch et la majorité de la chambre rejetèrent l'urgence de l'interpellation. (« Obzor », Zagreb.)

La Ligue pour le Défense des Droits de l'Homme proteste contre le régime de terreur. — Elle vient de publier la déclaration suivante :

« Nous vivons dans une époque où les lois garantissant la liberté du citoyen, de réunion et d'association, et d'autres acquisitions de la démocratie ne sont devenues que des chiffons de papier. Par des moyens légaux et semi-légaux le gouvernement emploie les méthodes les plus différentes pour la persécution de l'opposition. Au cours des mois de janvier et de février le gouvernement a fait arrêter et jeter en prison plus de 300 personnes accusées de propagande communiste, et toutes ces personnes ont été brutalement torturées — et toutes ont été ultérieurement acquittées par les tribunaux. A l'occasion des dernières élections municipales en Dalmatie tous les mandats des représentants ouvriers ont été annulés, quelques uns de ces représentants ont été même arrêtés. Tous ceux qui participent d'une manière quelconque au mouvement syndical ouvrier sont soumis à de perpétuelles chicanes de la part de la police et terriblement persécutés. Les réunions populaires du parti des ouvriers agricoles sont fréquemment dispersées par la police. Des députés sont aussi maltraités — comme par exemple Dr Kraft, Ing. Kosutitch, Dr Sekulitch, Tomljenovitch, Gjukitch, Dimitrijevitch, Kokanovitch, etc. La police a dispersé la réunion de l'ing. Bolitch, candidat du parti radical à la présidence de la municipalité de Belgrade et a menacé même le chef d'un parti gouvernemental — Stjepan Raditch (dans l'île de Pag). On connaît le cas d'un politicien du calibre de Nastas Petrovitch, demeuré sans mandat aux dernières élections... »

Puis, la Ligue exige entre autres :

- 1) la lutte contre l'arbitraire des autorités,
- 2) des soins pour l'amélioration des conditions hygiéniques dans les prisons,
- 3) la résistance contre tout maltraitement corporel ou moral du citoyen,
- 4) la protestation publique et énergique pour chaque cas,
- 5) des secours pour les victimes de la réaction.

Cette déclaration a été signée par les intellectuels les plus éminents de Belgrade, dont les professeurs Coijitch, Zujovitch, Arandjelovitch, Saritch, des membres de l'Académie des Sciences, etc. (« Obzor. »)

Les commissaires de police battent et torturent eux-mêmes les détenus. — Le commissaire de police Sokolovitch, chef d'un commissariat de Belgrade, a administré personnellement au commerçant Jovan Zetch et aux fonctionnaires d'Etat Bronislaw Adamovitch et Bronislaw Petkovitch quinze coups de bâton à chacun d'eux et leur a infligé de graves blessures corporelles, ce que constatent les certificats médicaux. Les députés radicaux ont interpellé à ce sujet le ministre de l'intérieur en lui demandant de prendre des sanctions sévères contre ledit commissaire de police. (« Vreme », Belgrade.)

La presse enchaînée. — Le rédacteur du « Novosti » Panteli Jovovitch a été condamné à trois mois de prison pour avoir écrit dans son journal que ce n'a pas été à son préjudice matériel personnel que le ministre-président Pachitch a gardé le pouvoir pendant si longtemps. (« Politika », Belgrade.)

Des « élections » communales au Monténégro. — Des « élections » viennent d'avoir lieu dans quelques communes du Monténégro, et le parti radical qui s'y trouvait en si écrasante majorité a été « battu » en faveur des démocrates. Les gendarmes avaient bien « travaillé ». (« Narodna Svijest », Dubrovnik.)

La persécution contre les Monténégrins. — L'ancien ministre des finances, Stojadinovitch, vient de finir une campagne de propagande dans le Monténégro. Pour se venger de l'échec de sa campagne, M. Stojadinovitch a fait arrêter 80 Monténégrins fédéralistes. Il a encore fait la déclaration suivante : « Je vais apprendre aux Monténégrins à être des Serbes, ou je vais les chasser dans les forêts et jeter dans les prisons. » (« Agence des Balkans. »)

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

Die Großmächte und die Balkanintrigen

Die jugoslawische Presse zeigte in der letzten Zeit gewisse Beunruhigungen, welche es ratsam ist aufzuzeigen. Mehr oder minder, ob richtig oder nicht, entsprechen sie den Unruhen, die ohne Unterlaß im Süden der Donau bestehen. Wie kann denn auch in diesem Teile des Kontinents ein Gefühl der Stabilität und Sicherheit herrschen, wo die Intrigen der Regierungen sich ins Unendliche vermehren, wo die Machenschaften der Dynastien sich entgegenstellen und die völkischen Minderheiten überall die Last der Unterdrückung fühlen, welche trotz aller Verträge und Übereinkommen fortbesteht.

Die Königreiche des Balkans (und die griechische Republik verdient es, ihnen beigesellt zu werden) halten und achten schon jetzt den Frieden nur so weit, als sie nicht genug Kraft haben, um ihn zu brechen und aus einem neuen Krieg Gewinn zu ziehen. Weder die heilige Scheu vor dem gegebenen Wort noch die Sorge um die Menschheit sind es, die sie zurückhalten. Bulgarien würde Rumänien angreifen, Jugoslawien sich über Bulgarien stürzen, wenn nicht ernste Gefahren für die einen wie für die anderen daraus entstehen würden. Es wird keinen dauerhaften und sicheren Frieden in diesem immer gärenden Gebiete, wo sich die Rassen in einem wahren Chaos vermengen, geben, solange nicht eine Föderation der Arbeiter an die Stelle der bestehenden Systeme tritt.

Eben wendet sich eine Belgrader Zeitung an England. Sie äußert ihre Befürchtung, daß im Verfolg der kürzlich stattgehabten Unterredung von Livorno Austen Chamberlain Mussolini volle Handelsfreiheit in Albanien, ja selbst darüber hinaus gegeben hätte. Die Serben fühlen sich von Intrigen umgeben; sie glauben nicht den friedfertigen Reden Herrn Bouroffs und sie tun recht daran. Sie fragen sich, ob ihre Regierung ein reines Gewissen hat und ob sie nicht ihrerseits eine Verschwörung gegen die Sicherheit ihrer östlichen Nachbarn ausheckt. Alle jene Vermutungen sind berechtigt.

Ein anderes Belgrader Journal verkündet die Gewißheit eines Krieges im nächsten Frühjahr. Einbildung eines Befürworters wird man sagen, Einbildung eines zu fruchtbaren Geistes. In Wirklichkeit aber, wenn man jene Serie von Tatsachen, die sich vor unseren Augen aufhäufen, betrachtet, ist man geneigt zu glauben, daß ein solcher Pessimismus nicht ohne Grund ist.

Der Ausgangspunkt der Geschichte, die vielleicht abenteuerlich anmutet, aber vielleicht richtig ist, ist folgender: Boris von Bulgarien würde den Thron von Sofia seinem Vater, der, seit er flüchten mußte, untröstlich ist, überlassen. Aber, wohlverstanden: eine solche Restauration, die wie eine Herausforderung gegenüber gewissen kleinen und großen Mächten wirken würde, ginge nicht ohne Kampf vonstatten, einen Kampf, der immer weiter um sich greifen würde.

Bulgarien hätte mit Griechenland einen Bund geschlossen. Die Ursachen dieses Gerüchtes waren die Verhandlungen, die vor einigen Monaten zwischen den Kabinetten von Rom und Athen (Pangalos war damals noch Diktator) stattgefunden haben, und die späteren Abmachungen, die zwischen Mussolini und Bouroff geknüpft wurden.

Aber gegen wen sollte sich dieser Bund richten? Zuerst gegen die Türkei. Griechenland, wo die Militaristen noch immer eine große Rolle spielen, hat dem Kemal Pascha nicht verziehen, daß er die griechische Armee ins Meer geworfen hat. Italien beruhigt sich nicht, daß es nicht ein Stück von Kleinasien zu seiner Verfügung hat, und der Faschismus verlangt einen neuen Kreuzzug. Was Bulgarien anbelangt, würde es sich von dem mittelmäßigen Los, das es gegenwärtig hat, erheben, indem es Ostthrazien annektiert. Doch das ist nicht alles. Es scheint, daß England zuerst bei der Unterhandlung von Rapallo sowie weiter bei der von Livorno in diese Abmachungen einwilligte. Aber die jugoslawische Presse mutmaßt, daß gegenüber dieser Koalition sich eine andere erhebe, in der Frankreich, die Türkei, Jugoslawien und die Tschechoslowakei, diese für den Fall, als Ungarn auf die Seite Italiens und Bulgariens trete, figurieren.

Man weiß niemals, ob solche Informationen irrig sind oder eine ernste Grundlage haben. Sicher ist (und diese Tatsache allein ist schon beunruhigend), daß die diplomatischen Unterhandlungen fortsetzen, ihr Spiel am Balkan zu treiben. Italien

hat seine Liga, Frankreich hat die seine. Bulgarien verhandelt mit Mussolini wie Jugoslawien mit Briand, Rumänien schwankt zwischen Rom und Paris.

Einstmals beobachtete man einen Machtkampf zwischen Wien und Petersburg. Erinnern wir uns an das Duell Iswolski-v. Aehrenthal, welches mit der Annexion von Bosnien und der Herzegowina an die Habsburgerherrschaft begann. Heute ist diese Macht, wie die der Romanow, gestürzt. Italien will den Balkan, in dem es Erfolgsmöglichkeiten für seinen Imperialismus sieht, beherrschen, und Frankreich läßt ihm nicht freie Bahn. Selbst wenn es wollte, so könnte es nicht, da es mit Belgrad einen Vertrag geschlossen hat, einen Vertrag, der es bindet wie der mit Warschau und der mit Prag.

Wenn der Balkan in der Vergangenheit eine Werkstatt von Unruhen war, geschah dies deshalb, weil die Großmächte ihre Grundsätze dorthin verpflanzt haben. Nichts hat sich geändert. Aber stellen wir uns eine Föderation auf der Grundlage einer Regierung der Arbeiter- und Bauerndemokratie vor, welche zwischen dem Adriatischen Meer und dem Archipel gegründet wird. Eine Bevölkerung von 40 Millionen würde ihr erlauben, sich jedweden fremden Einflusses zu befreien. Solange die Herrscherhäuser von Belgrad, Sofia und Bukarest fortbestehen, Arm in Arm mit den feudalen und bourgeoisen Oligarchien, müssen sie im Ausland nach Stützen suchen. Und unaufhörlich werden sie uns mit neuen Kriegen bedrohen.

Paul Louis

Nach den Parlamentswahlen in Griechenland

70% der Wählerstimmen für die republikanische Staatsform! Die monarchistischen Fraktionen sind geschlagen! Das souveräne griechische Volk hat gesprochen! Mit ungeheurer Mehrheit hat es den Stab gebrochen über diejenigen, welche das Land in das Abenteuer des kleinasiatischen Krieges gestürzt, hat die Reste des Legitimus und Bonapartismus liquidiert. Der Sturz des Pangalos-Regimes wurde durch das Volk bestätigt. Der Sturz der Monarchie wurde neuerlich bekräftigt durch die Massen Griechenlands.

Bedeutet der Wahlsieg eine dauernde Sicherung der Republik, bedeutet er die Befestigung des organisierten Machtapparats gegen alle Rechtsgefahren? 144 Republikaner sind gewählt — 108 Monarchisten stehen ihnen gegenüber. Die führende Partei, die „liberale Union“, welche fortschrittliche Republikaner und republikanische Konservative vereinigt, besitzt bloß 112 Mandate. 61 Abgeordnete zählt die monarchistische Volkspartei, 47 die Partei der „Freien Meinung“ des Herrn Metaxas. Die Gefahr liegt nahe, daß die Großbürger um Michalakopoulos ein Kompromiß mit den gemäßigten Monarchisten der „Freien Meinung“ für vorteilhafter halten als die Verbrüderung mit den radikalen Kleinbürgern der „Republikanischen Union“. Die Venizelisten müssen republikanische Politik machen unter Anerkennung eines Teiles der sozialen Forderungen der griechischen werktätigen Massen — oder im Zeichen eines antizozialen Kurses die kaum gesicherte Republik den Händen von Metaxas überliefern.

Die Wahl von 8 Kommunisten in das griechische Parlament bedeutet, daß die werktätigen Massen von tiefer Skepsis erfüllt sind in Bezug auf die geschaffenen „republikanischen Garantien“.

Mißernte herrscht in Griechenland, Waldbrände von katastrophaler Ausdehnung, Arbeitslosigkeit in der Tabakverarbeitung, und das ungelöste Problem der Ratifizierung der Pangalos-Verträge mit S. H. S. erschüttern das System.

Plastiras ist zurückgekehrt. Der einstige „Held der Republik“ ist später zum Hörgen der Außenpolitik Jugoslawiens geworden, sein Kompromiß mit dem griechischen Königshause hat ihn zu einem gefährlichen Werkzeug der gegenrevolutionärsten Elemente gemacht. Enttäuschte Prätorianer und legitimierte Politiker sehen in ihm ihre Hoffnung. Die Republik ist nicht gesichert. Noch liegt die Kommandogewalt in den Händen der Männer, die einst Plastiras gegen das Königtum geführt, die später Pangalos zum Diktator erhöhte, die ihn dann unter Kondylis gestürzt haben. Die Offizierskamarilla ist eine Gefahr für die Republik. Reform an Haupt und Gliedern tut

Not! Die griechische Armee muß reorganisiert werden. Die werktätigen Massen müssen ihre Armee reform durchsetzen oder die Republik wird zum Spielball der Offizierscliquen. Mancher General fühlt sich bereit, das Pangalos-Erbe zu übernehmen. Nicht im griechischen Parlament fällt die Entscheidung. Die Stimme des Volkes, das sich für die Republik entschieden hat, ist noch keine Garantie. Realere Garantien müssen geschaffen werden — von unten auf. Mag die Dynastie Karageorgewitsch den griechischen Legitimus unterstützen und daran arbeiten, eine Balkanföderation mit monarchistischer Spitze herbeizuführen, mögen die Männer um Michalakopoulos davon träumen, ein Regime der „eisernen Faust“ gegen die Werktätigen zustande zu bringen, das griechische Volk muß sich dessen bewußt werden, daß es selbst die Garantien für seine Befreiung schaffen muß, daß nur soziale Garantien die Idee der Republik in den Massen dauernd verankern. Die Republik muß ein Instrument des sozialen Fortschrittes werden — oder sie bleibt dauernd gefährdet. Ein befreites Griechenland im Rahmen einer Balkanföderation befreiter Balkanvölker! —
 Δεύτε παίδες τῶν Ἑλλήνων!

Melingos

Der machtbegierige Imperialismus und die Balkanstaaten

Belgrad, den 10. November.

Der Weltimperialismus zeigte während sämtlicher Phasen seiner Entwicklung in der allmählichen Eroberung der Rohstoffquellen und Absatzmärkte Methoden der modernsten Kriegstechnik und außerordentliche diplomatische Gewandtheit.

Beide Werkzeuge wurden nach Bedarf in schärferer oder milderer Form benutzt — es hing vor allem von dem Widerstand ab, auf welchen er bei seinem Vormarsch stieß. Es kommen doch gewaltige, nicht ausgebeutete Naturschätze, neue Absatzmärkte, eine unzählige und billige Arbeitskraftarmee sowie strategische, militärpolitische und wirtschaftliche Punkte in Frage. Andererseits gilt es, die entsprechende Hegemonie der kapitalistischen Erzeugung im Konkurrenzkampfe und das Monopol auf dem Gebiete der Rohstoffe zu erreichen.

Der Imperialismus hat gewissermaßen in Asien, Afrika, im nahen Orient und am Balkan seine Vormarschphäre eingeteilt, und es erfolgte das Eindringen in diese Gebiete auf Grund einer vorherigen Vereinbarung zwischen den Hauptvertretern des Weltimperialismus; einer folgte dem anderen: Großbritannien, Vereinigte Staaten, Frankreich, Japan und bis zum Weltkriege Deutschland und Österreich-Ungarn.

Wenn auch seinem Wesen nach das Ziel der Imperialisten im Vormarsche und im Eindringen in die Kolonial- und Halbkolonialländer besteht, so entstanden trotzdem zeitweilig Mißverständnisse und Zusammenstöße, die oft im Grunde die gegenseitigen Verhältnisse der einzelnen imperialistischen Staaten änderten.

Dies um so eher als sich die Interessengegensätze zuspitzen. Diese und ähnliche Interessengegensätze führten zu Interventionen und bewaffneten Auseinandersetzungen, und schließlich ist in diesen Gegensätzen auch die Ursache des Weltkrieges zu suchen.

Nach dem Weltkrieg von 1914—1918 änderte sich in großen Zügen das Kräfteverhältnis der imperialistischen Mächte. Einer der gefährlichsten Gegner, hauptsächlich der englischen und französischen Machtbestrebungen, das wilhelminische Deutschland, wurde besiegt. Der deutsche Militarismus wurde für eine Reihe von Jahren betäubt und hat dazu noch sämtliche Kolonien verloren.

Außer Deutschland wurde auch die österreichisch-ungarische Nationalitäten-Monarchie zerschlagen. Auf dessen Gebiete bildeten sich neue, selbständige Staaten, wie die Tschechoslowakei und Ungarn. Andere große Gebietsteile wurden an das heutige Jugoslawien, Polen und Italien angegliedert. Das ist nicht alles. Im Osten verschwand das einst machtvolle russische Kaiserreich der Romanow. Die russischen Arbeiter und Bauern besannen sich in zwölfter Stunde und kamen zum Bewußtsein dessen, wohin sie der russische Imperialismus, an dessen Spitze die Feudalherren, die Fürsten und Generale standen, führen würde. Sie stürzten das Zarenreich und bauten auf den Trümmern der einstmaligen reaktionärsten Monarchie die Union der Sozialistischen Sowjet-Republiken.

Machtvoll und stark feiert sie in diesem Monat trotz aller Blockaden, Interventionen und des Bürgerkrieges, der in der Zwischenzeit vom Weltimperialismus gegen Sowjetrußland organisiert wurde, ihr neunjähriges Jubiläum.

Das nationale Bewußtsein entwickelte sich in den Kriegs- und Nachkriegsjahren in den Kolonial- und Halbkolonialländern in vollem Maße, parallel mit der einheimischen Industrie, die während des Weltkrieges von den imperialistischen Mächten

begünstigt wurde, so daß heute die beiden genannten Faktoren die zwei gefährlichsten Gegner des Weltimperialismus bedeuten. Zu welchen Folgerungen die obige Tatsache geführt hat, zeigt die chinesische nationale Revolution, der heroische Kampf der chinesischen Bauern und Arbeiter, den sie gemeinsam gegen die einheimischen und fremden Unterdrücker führen.

Ein Millionenvolk erhob sich, gleich einem in Ketten geschlagenen Prometheus, um sich von der wirtschaftlichen und politischen Sklaverei der fremden Unterdrücker, einheimischer Generale und Mandarine zu befreien. Der Befreiungskampf des Rif, der blutig von dem verbündeten französischen und spanischen Imperialismus niedergeschlagen wurde, die Kämpfe in Ägypten und Indien zeigen deutlich die Perspektiven der Weiterentwicklung des Weltimperialismus und des Befreiungskampfes der unterdrückten Völker.

Unter ähnlichen, wenn auch nicht ganz gleichen Bedingungen verfolgten die kleinen imperialistischen Staaten den Weg ihrer großen Lehrer, so wie es eben den großen imperialistischen Staaten paßt.

Uns interessiert in erster Linie der Balkan, ganz besonders das Königreich S. H. S. Was sehen wir dort?

Die Balkanstaaten, die zum Teil in der Mitte, zum Teil am Ende des vorigen Jahrhunderts ihre nationale Selbständigkeit und Souveränität erkämpften, wurden sogleich vom westlichen Imperialismus aufs Korn genommen, um als blindes Werkzeug für dessen Interessen zu dienen, unter selbstverständlicher Berücksichtigung der großen Bedeutung des Balkans, der geographisch den Westen mit dem Orient verbindet. Man fühlte sogleich den Druck des kaiserlichen Rußlands, des österreichisch-ungarischen, englischen, französischen und deutschen Imperialismus.

Immer verspürte man in der politischen Geschichte der Balkanvölker das satanische Spiel des Imperialismus. Die Wirren in den Balkanländern wurden zum Spiegelbild der politischen und militärischen Kräfteverhältnisse der einzelnen imperialistischen Mächte; vom Berliner Kongresse, ja schon seit San Stefano bis zum heutigen Tage. Im Weltkriege sehen wir den Einfluß des russischen, deutschen und österreichisch-ungarischen Imperialismus. Der französische, englische und italienische Imperialismus verfolgt dieselben Ziele, nur mit etwas geänderten Rollen, nach dem Weltkriege.

In diesem Tanz sehen wir heute Bulgarien und Griechenland als Agenten des englisch-italienischen Imperialismus. In Albanien sind die Rollen zwischen dem Königreich S. H. S., Italien und England geteilt.

Das Königreich S. H. S., heute einer der größten Balkanstaaten, will in der Balkanpolitik jene Rolle spielen, die ungefähr England im Weltmaßstabe innehat. Es fühlt sich vor seinen Nachbarn nicht sicher und ist einer der Hauptinitiatoren der sogenannten kleinen Entente, die nach dem Muster der großen Entente zwischen dem Königreich S. H. S., der Tschechoslowakei und Rumänien gebildet wurde. Alle diese drei Staaten sind Nationalitätenstaaten und Exponenten des französischen Imperialismus. Sie sollen gemeinsam mit Polen den südöstlichen Block gegen Sowjetrußland bilden und eine „Sicherheitsgarantie“ für die Aufrechterhaltung des status quo gegen Deutschland und Ungarn werden. Es zeigte sich aber, daß die Interessen der genannten Staaten trotz aller platonischen Erklärungen und vieler Konferenzen verschiedenartig sind, daß jeder Staat für sich eine eigene Politik der nationalen Unterdrückung und imperialistischen Machtbestrebungen führt. Es entstanden neue Umgruppierungen im Kräfteverhältnis der westlichen imperialistischen Mächte, was auch natürliche Auswirkungen auf die Balkanstaaten hatte. Der Geist von Locarno über die gegenseitige Sicherung der Grenzen, der angeblich dem europäischen Frieden dienen soll, ist eine ausgesprochene Illusion und Chimäre für jeden, der aufmerksam den politischen Geschehnissen folgt. Wenn man dazu noch die fieberhafte Kriegsrüstung der Imperialisten hinzufügt, dann kann Locarno keineswegs eine Gesundung der wirtschaftlichen und politischen Krise bedeuten. Locarno kann nicht die Gegensätze und Meinungsverschiedenheiten, die gesetzmäßig im System der kapitalistischen Ordnung liegen, aus dem Wege schaffen.

Die Idee eines Balkan-Locarno, die Herr Montschilo Nintschitsch, Außenminister des Königreiches S. H. S., nach seiner Rückkehr von der letzten Tagung des Völkerbundes in Genf in der Öffentlichkeit aufgerollt hat, wird dasselbe Schicksal treffen wie das des westlichen Locarno.

Herr Nintschitsch gibt sich überall als ein sehr großer Friedensvertreter der Außenpolitik aus. In Wirklichkeit unterscheidet er sich seinem Wesen nach gar nicht von seinem Kollegen, dem aggressiven Komödianten Diktator Mussolini, d. h. nur insoweit, als sich der serbische Imperialismus — sagen wir — schwächer fühlt als der italienische. Es wurde schon darauf hingewiesen, daß der serbische Imperialismus bestrebt ist, am Balkan dieselbe Rolle zu spielen wie England im Weltmaßstabe.

Die Wünsche der serbischen Imperialisten sind noch nicht vollkommen erfüllt, der Ausgang zum Ägäischen Meer ist noch immer gesperrt. Saloniki mit seinem Hafen ist durch

Zufall im Besitz des griechischen Diktators. Diese Tatsache widerspricht tiefgehend den Expansionsbestrebungen des serbischen Imperialismus. Albanien wurde vorerst als serbische Kolonie gedacht. Und inzwischen hat Ahmet bey Zogu in tiefster Dankbarkeit — denn die serbische Diplomatie mit Nintschitsch an der Spitze hat ihn zur Herrschaft gebracht — durch den Sturz des fortschrittlichen Fan Noli Belgrad den Rücken gekehrt. Für Ahmet bey Zogu ist das Geschäft mit Italien und England rentabel. Der neue griechische Diktator Kondylis annullierte den jugoslawisch-griechischen Vertrag über die neutrale Salonikizone. Aus allen diesen Gründen ist klar verständlich, warum Herr Nintschitsch den Gedanken eines Balkan-Locarno hegt. Um so eher bei der Tatsache der Annäherung zwischen Bulgarien und Griechenland. Der serbische Imperialismus reicht den Vertretern des blutigen Regimes Buroff und Liaptscheff seine brüderliche Hand. Er sondiert das Gelände, das unbedingt zu neuem Kriege am Balkan führt. Gebietserweiterung, Saloniki mit dem Hinterland und Albanien benötigt der serbische Imperialismus. Man fühlt durch das Anwachsen des italienisch-englischen Einflusses eine immer mehr wachsende Unsicherheit. Man versucht, einen neuen serbisch-bulgarischen Pakt auf dem Balkan zu bilden, der gemeinsamen Zielen dienen soll. Gelingt aber kein Balkan-Locarno, dann ist der Sieg auf der Seite des Stärkeren.

Hier kommt eine dritte Macht zum Vorschein, die die Balkanföderation zum Ziele hat: die unterdrückten Balkanvölker, Bauern und Arbeiter sind die Träger der Verwirklichung dieses Gedankens. Die Idee der Balkanföderation ist nicht von gestern, ist kein Kind des bolschewistischen Rußlands. Diese Idee entstand in den Herzen und im Bewußtsein der großen Freiheitsvorkämpfer der Balkanvölker Svetozar

Maskovitsch, Karaveloff und H. Boteff in den siebziger Jahren des vorigen Jahrhunderts. Die sozialistischen Parteien des Balkans mit Dimitri Tuzovitsch und Dimitri Blagojeff an der Spitze stellten auf der sozialistischen Balkankonferenz im Jahre 1910 den Kampf der unterdrückten Völker als Träger der Idee einer Balkanföderation in den Vordergrund.

Die gegenwärtigen Vorkämpfer der Balkanföderation sind bloß die getreuen Nachfolger ihrer Lehrer. Das mazedonische Volk hat durch seine unzähligen Opfer gezeigt, daß es gewachsen ist, sich im national-revolutionären Kampf an die Spitze des Befreiungskampfes gegen die Unterdrücker, für die Verwirklichung der Balkanföderation zu stellen.

Der Kampf um die Balkanföderation wird die Rechnungen der vereinigten Balkanmilitaristen und Reaktionäre kreuzen. Weder die kleine Entente noch ein Balkan-Locarno können den Befreiungskampf der unterdrückten Völker, Arbeiter und Bauern hindern. Das serbische werktätige Volk, das in seiner nationalen Revolution dieselben Phasen wie die unterdrückten Völker unter dem serbischen Imperialismus von heute durchmachte, hat noch nicht seine Aufgabe gelöst. Es fühlt die Lasten des Imperialismus und Militarismus im selben Maße. Das serbische Volk wird den mazedonischen, montenegri-nischen, kroatischen und slowenischen Bauern und Arbeitern, und über die Grenzpfähle hinaus den bulgarischen, griechischen und albanischen Brüdern die Hand reichen, um gemeinsam gegen Buroff, Nintschitsch, Zogu und Pangalos, gegen den Balkan-imperialismus und Locarno-Militarismus zu kämpfen, zur Verwirklichung der großen und freien Gemeinschaft aller Balkanvölker.

Dimitri Jovanović

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJUËR

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUJVET BALKANIK TË SHTYPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

ENQUËT-A E JONË

TE PERSONALITETET POLITIKE E LITERARE EUROPIANE

PERMBI

FEDERACIONIN BALKANIK

Alice Descœudres

Alice Descœudres. Ie në Neuchâtel e kreu mësimet pedagogjike në Gënevë, ku muer profesionin e mësueses. Tuej u marrë me punët sociale e tuj pasë dëshirë me i ndimue atyne fëmijet që ishin të marrun neper kanë prej fatit, u vue në sherbim të ndimes të fëmijet anormal. Çë në vjet 1909 mbajti një shkollë per fëmijë të pá-begatun prej natyret; kjo shkollë visitohet pá-dá prej mësuesash të gjithë botes, per të studiuë metodat që perdoren këtu.

Alice Descœudres dirigon një kursë per fëmijë anormal n'Institutin e J. J. Rousseau, kjo shkollë e naltë është krijuë per të themelue metoda mësimi e edukacionit që basohen permbi njoftjen sientifike e të thellë të fëmis. Alice Descœudres merr edhe një pjesë aktive në jeten sociale e Gënevës.

Alice Descœudres ka botue plot vepra të permenduna, ner të cillat: „Edukacioni i fëmijet anormal“, „Zhvillimi i fëmis prej 2 vjetsh deri në shtat vjetsh“, etc.

Zgjidhja e sotshme e çeshtjes macedone rri në kundërshtim me principet e drejtësisë e me interesat e pagjes. Pagja s'munt të basohet veçse mbi drejtësinë e drejtësia kerkon autonomi e Mecedonies e jo zgjedhjen e sajë.

Reakcioni balkanik i sotëshem nuk respekton as nuk garanton n'asnjë mënyrë të drejtat e minoritetetve etnike që janë të marruna neper kambë, kundra ç'do drejtësi; është e pá-mundur që një regim i tillë të permetojn ndojherë pagjen.

Është lehtë per t'u kuptue se vehtëm një menyre munt t'i vënë funt rivalitetet që kan Shtetet e Balkanit me shoqi-shojn: një Federacion i Shteteve balkanik që të respektojn kanunet, zakonet, gjuhen e të gjithë e.cillit popull e që t'i lidhin me një zhvillim e permirsim të jetes së tyre ekonomike, sociale e morale.

Porse Federacioni i popujvet të Balkanit nuk është i mundur që të realisohet prej sunduësvet të sotëshem të gadishullit, vehtëm aherë kuër të vîn në fuqi qeverina perparimtare që respektojnë të drejtat, zakonet e gjuhen e ç'do popullit të Balkanit, pá vue oroc a gjindet në majoritet a por në minoritet.

Një Federacion i popujvet balkanik do të krijote një faktor pagjet mjaft të nevojshem per Europen e per boten. Porse këto Shtete mos të jetojn të lidhur bashkarisht, tuj mbajtë autonomi e vet, si kantonet e Svicerës, ku gjithëcill mban prerogativat, gjuhen, besimin e kanunin e tij, tuj mbajtë gjithnjë perfaqesuesët e vet që bisedojn e rregullojn qeverimin e krejt Shtetit?

Ky Federacion i popujvet balkanik tuj u mbajtë me Lidhjen e Kombevet, kish me kënd edhe per ket një fuqi dhe një shembëll, e duhet shpnesue se do të vîn dita kuër të gjithë popujt të kuptojn që vehtëm pagja e interesi i të gjithëvet bashkë bajnë interesin e lumnin e të gjithëcillit veçmas. Si është e mundur që popujt e Balkanit mos t'a kuptojn ket të vertetë që e shef qorri e që më fort se per kerkënd tjafer është e aplikueshme per popujt e Balkanit?

Alice Descœudres

Leter prej Shqiprije

Federacionit Balkanik,

Dorë në dorë mora numrat e mramë të Federacionit Balkanik, ku pashë dhe botimin e leterit që Ju kisha dergue para disa kohe. Sot po Ju shkruaj permbe disa intriga t'Ahmetit e të bejlervet që ndodhne në këto ditë e mrame.

Duhet kuptue një herë e mirë se është gabim i madh me mendue se të gjithë dëmet që rrjedhin prej rregjimit të sotshem munt të rrjedhëshin edhe pa bashkëpunimin e bejlervet e pa gjendjen politike të jashtme të sotëshme.

Duhet kuptue se bejlërt janë korbat e Shqipëris, e se gjithmonë gjinden aty kur është për t'u shkye ndo'j send; në ç'do grabi e trahiti shtetnore gjënë ka një beg në krye, këtu Vrianasit, atje Topajt, diku t'jater Konicejt e kështu me rrallë njëni mbas t'jatribit.

Duhet kuptue edhe një herë e mirë se Shtetet fqinjë me Anglën në krye, nuk kan t'jater qellim veç si me shtypë e me grabitë popujt e vëgjel, në të cillët në të parën rrallë vjen Shqipëria.

Në ket rrjedhje politike grabitëse të sotëshme, laquai më të mirë dhe më të shpejtë se bejlërt nuk munt të gjëjn Shtetet fqinjë.

Ndodhë ndo'j herë që grabinat e Shteteve fqinj e interesat e Anglës, bin në kundërshtim njena me t'jaterin, e shterngojn Ahmetin me bejlërt me bë disa levizje oportuniste kundra n'jenerit a kundra t'jatribit: është gabim i madh këto levizje me i marrë si fillesa e një permirsimi në gjendjen e Shqipëris, kurdoherë këto levizje oportuniste t'Ahmetit e të bejlervet ndodhin n'ato kohë ku Ahmeti ka mendën me i dhenë n'jenerit a t'jatribit Shtet grabitës prap ndo'j copë Shqipërije a por ndo'j interesë vitale të sajën.

Ja dhe në këto kohët e fundit po ndodhin disa levizje t'Ahmetit e të bejlervet, që na profetojn prap ndo'j dëm për Shqipërin.

Do t'a keni marrë vesh se misioni që pat çue Ahmeti n'Itali për të rregullue çështjen e huas, duel bosh; Italia ngulë kambë pikë për pikë në fjalet e traktatit, dhe kerkon interesat e huas, për ndryshje lypë doganat e tjera interesa vitale të Shqipëris si mbas traktatit.

Natyrisht se as Ahmeti as bejlërt sado trathot e grabitës që të bëhen, nuk munt t'i gjëjn aq pare s'a me kondendue Italin, posë kësaj traktati është bë qysh në krye prej kryetarit të Fashismit me at qellim që t'i napin rasë imperializmes italiane me ngulë kambë në Shqipëri, e me pasë dhe në politiken e jashtme ndo'j sukses.

Kështu pra Ahmeti me bejlërt, të perzanun prej Romet, po trokllisin prap në Belgrad.

Si opinioni i këtushem ashtu dhe shtypi i huej na napin lajmin se kabinetit i sotëshem do të bin dhe se do të formohet një kabinet t'jater. Per t'i qitur pluhur syvet popullit, që ende bën ndryshime nder bejlërt, Ahmeti hapit fjalën, se Kabineti do të formohet në kryesin e Mehmet Bej Konices, t'ati begut që pat dhenë dorëhjekjen kuër hini Ahmeti në Shqipëri, e që sot është bë laquai i tij e tregtari i pasunis shtetnore; çudi e madhe është që edhe sot ka gjind që mundohen të gjëjn ndryshime nermjet të bejlervet të Konices e të bejlervet të tjerë, pa mendue se të gjithë janë buka e një millit. Kuptohet fare lehtë se bejlërt e Konices, duerne dhe

më maskara se tjerët, pse sado që kan pa pak shkollë dhe kulturë me sy, prap se prap shpirti e mentaliteti i tyre ka mbetë i p'prekur.

Sado që Mehmet Beu ëndet e shëndet rreth kryetarit të tij, duket se prap së guxon m'e hieqë fare masken e m'u bë kryetari i Kabinetit t'atij që dikur e quejti invazionër; duket se Mehmet Beu — si vllaj i tij me famë n'Amerikë — e ka vendosë m'u marrë vehtem pas perdes me politikë, për ndryshje aktivisht thohet se do të merret me tregti, dhe me misione diplomatike; një nër misione me rëndësi do të jetë me ja mushë mendën dhe t'jervet, se bashkëpunimi me Ahmetin dhe me bejlërt është për të mirë të mëdheut, — për ndryshje Shqipëria në rrezik!

Thohet edhe se Ahmetit ja mush mendhja m'e ndrrue dhe n'jherë orientimin e tij prej Romet në Belgrad. E verteta është se disa shenja e provojnë ket punë. Do t'a keni marrë vesh se Ahmeti hoqi para disa kohe mercenarët prej Vlonet, dhe e pritë parësin e Vlores që kish ardhë me i bë duvë, me banketa, me pompë dhe daullë. Kjene mbajtë fjalime bombastike, prej të cillëve del, se kundërshtimi i Vlores kreshnike me Ahmetin ish këne një moskuptim, e se kurdoherë Ahmet Beu dhe parsija e Vlores kreshnike ishin kenë mollë e p'a-dame.

Së ka më bukur, por thohet se Ahmeti i paska këndue parsis vloniake, at mekamën e njoftur, se „Shqipëria është shumë në rrezik“ dhe se me ket mekame i paska mallëngjyë, tuj i thanë se Mussolini do t'a merret Vlonen po s'u benë me të, dhe se Vlonjatët paskan r'a në grackë. Mercenart që u hoqne hoque prej Vlonet nuk janë lëshue edhe, por mbahen gjithnjë në Tiranë e në Veri.

Çështja e ndryshimit të Kabinetit është ngatrrue prap, thohet së në krye të Kabinetit do të vin Ceno Beg Crnagllavoviçi.

Kuptohet vehtë-vehtiu se po kje se ky lajm vertetohet, ateherë o është një marrëveshje nermiet të Jugosllavis e t'Italis për t'i vue zjarrin Shqipëris, dhe për t'a coptue, — a por dhe n'jherë Ahmeti dhe bejlërt vëhen në shërbim të Jugosllavis, gjë që p'a-dyshim do të ndezin konflikte me Italin; dëmet gjithnjë do t'i ketë populli shqiptar.

Për t'a bë chaosi-n komplet, Ahmeti ka hapë fjalën, se do t'dalë n'Avropë, për të kerkue nuse te shpija e Mbretit t'Egjiptit: shkuesi i kësaj martese kenka Mussolini.

Këto janë shumë a pak lajmet e këtushme; gjendja e mbrendëshme është gjethenjë ajo e perparshnja: pare për të pague rrogat s'ka, kontrabanda lulezon, grabija zgjerohet, skami shtohet, disprimi ka kapë kulmin.

Në funt një lajm që perfaqëson gjendjen, një mik më seguroj sot, se Ahmet Begu dhe bejlërt në n'j anë pregatitshin instrukcionet për t'i dhanë Mehmet Bej Konices per këdheljen e pergjithëshme, në t'jeter anë pregatitshin instrukcione për Çatinin dhe Baltionin, që këto të diftoshin një aktivitet të posatshem në lamën e tyre, në ket kohë që refugiat munt t'ishin të turbulluem prej perkdheljevet të Mehmet Beut; edhe Çatinin e Baltionit Ju është shkruë se „Shqipëria është në rrezik“ dhe se shpetini rrite në dorë të tyre, bash si ateherë që e kishin pështue prej Gurakuqit.

Prë, videant consules, dhe e mylli për sot letren t'ime, tuj Ju dergue të fala vllazërore.

Tiranë, me 8 Tetuer 1926.

N. N.

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ
ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

Воената лига произвежда „избори“ в Бжлгария

Избори в Бжлгария под режима на воената диктатура! Как страна звучи тая дума! Възможни ли са избори, възможно ли е свободното проявяване на народната воля при един режим като този на Ляпчев-Вжлков-Цанков? Колкото странно и да звучи това, «избори» се произведоха в Бжлгария. Бжлгарските фашистки диктатори се стараят да запазят външните прояви на парламентаризма. Те се стараят да се представят, че са защитници на конституцията, че техното управление е даже демократично (нали и за това те нарекоха своята легална партия «Демократически съговор?»), за да могат с това да заблуждават главно чуждото обществено мнение върху истинския характер на техната политика. Ако не беха тия съображения, те отдавна биха ликвидирали и с парламент, и с всички изборни институти в страната. Обаче, запазвайки формите, и то само

формите, на парламентарния режим, те се стремят да използват предвидените в конституцията изборни институти изключително като инструмент на своята диктатура. И ако, неочаквано за тях, някои от тия институти не работят както тем се иска, ако те не изпълняват заповедите на Ляпчев и Вжлков, тогава — те разгонват избраниците и на техно место назначават верни свои партизани, и това се повтаря, до като в тия институти не бждат «избрани» техни доверени хора.

Така, в парламента беха избрани и представители на трудовия народ и легалната опозиция. Обаче, най-смелите защитници на тоя народ беха убити. Имената им се знаят, но нека пак ги споменем. Това беха: П. Д. Петков, Димо Х. Димов, Т. Страшимиров, Хар. Стоянов, които беха убити всред самата столица от самата власт. С закона за защитата на джржавата беха отнети дадените мандати и на останалите представители на трудящите се маси. С терор легалната опозиция беше заставена да мжлчи. Сега бжлгарския парламент е сведен до степената на едно обикновено правителствено учреждение. Там се изпълняват заповедите на шефовете на воената лига. Ако ли

некой от представителите на тѣй наречената легална опозиция се осмели да критикува делата на българските воени диктатори — то той бива заплашван и заставан да мълчи...

В общинските и окръжните съвети става същото. Там където, въпреки терора над избирателите, в тия съвети беха избрани представители на селяните, работниците и трудовата интелигенция, или където попаднаха неудобни за правителството и неговите «неотговорни фактори» представители на легалната опозиция, то тия съвети се разтуриха и на тяхно място се назначиха «временни» комисиони, които се ползуваха с правата на избраните съвети. Така в няколко градове и в около 250 села беха разтурени тия съвети и заменени с такива комисиони. Има общини, градеки и селски, където, от като воената лига диктаторствува в България, общинските дела се ръководят от назначени от министъра на вътрешните работи лица.

Но, нали българските воени диктатори се стараят да спазват формите на конституцията? — Ето затова именно те устройха «избори» за тия общини. Все същата цел преследвайки — да се представят за привърженици на парламентаризма, понеже мандата на окръжните съвети изтичаше, те произведоха «избори» и за тия съвети, макар и правителството, с познатите нему методи, да беше си осигурило ръководството в 17 тех окръжни съвети в България.

То насрочи «изборите» за общинските съвети за 7 ноември, а тия за окръжните съвети за 14 ноември.

Резултатите от тия «избори» предварително можах да се предвидят. По-отрано още се знаеше, че правителствената партия ще получи повечето от мандатите. Наистина, резултатите от общинските «избори» не са такива, каквито правителството на воената лига очакваше. В градовете то е получило 13.600 гласа, или 37%, а опозицията — 22.500, или 63% от подадените гласове. В някои места, като София, Варна, Лом и Бела Слатина гласовете на опозицията съставляват даже $\frac{3}{4}$ от подадените гласове. В по-големите села — правителството е също тѣй бито. В малките села и в населените с турци места, като Мостани, където волята на полицейските органи е всичко — там правителството е получило абсолютното болшинство.

Обаче, при все че резултатите от «изборите» за общински съветници и да не са много благоприятни за правителството, при съществуващата изборна система, ръководството в почти всички общини ще бъде в ръцете на «Демократическия съговор».

Резултатите от окръжните «избори» не са още известни. Но, при условията при които и тия «избори» се произведоха, нема съмнение, че правителството ще получи относителното, а в някои места и абсолютното болшинство от мандатите.

Но какви са тия условия? Как се произведоха тия «избори»? За читателите на Балканска Федерация не е нужно да описваме тежките, непоносимите, адските условия, при които е поставен да живее българския народ. От многобройните сведения, които ние публикуваме във всеки брой на в-ка, те имат много ясна представа за тия условия.

Тук обаче ние искаме специално да посочим при какви условия се произведоха тия «избори».

Още след като О. Н. разреши на правителството Ляпчев да склучи «заема за бежанците», последното се почувствува напълно с развързани ръце. А след като английската държавна банка отпусна един аванс от 400 хиляди английски лири срещу тоя заем и след като министрите Моллов и Буров, а по-късно и Вълков, отидоха на поклонение при фашисткия шеф в Рим, т. е. да уговорят условията на споразумението с Мусолини — правителството на воената лига в България се почувствува напълно свободно да третира българския народ като роби. То арестуваше, изтезаваше в затворите и убиваше в техните квартири работници, селяни и интелигенти; то убиваше без съд и присъда. Двама лекари, Накев и Кръстанов, отскубнали се от ръцете на палачите, пристигнаха във Виена и разказаха пред тукашни журналисти на какви мъчения те и другарите им в затвора са били подложени от полицейските органи на правителството. То уби известния добруджански революционер Дочо Михайлов и трима негови другари и интернира в южна България и в новия Диарбекир — петричко стотина добруджански деятели и емигранти. То забрани конгреса на добруджанската емиграция и тоя на македонските младежки организации.

Под претекст, че била открита некаква младежка комунистическа организация, правителството Ляпчев-Вълков арестува преди 2—3 месеци няколко стотин младежи, а също тѣй и възрастни работници, селяни, интелигенти и еснафи. Всички те беха най-зверски изтезавани в затворите. Седем души от тех свършиха с «самоубийство». То арестува писателя Антоан Страширов, който, след като беше освободен, беше подведен под отговорност за неговата книга «Хоро» и конфискуваха списанието му «Ведрина». То арестува учителя-педагог Тодор Павлов, журналиста Юрдан Грънчаров и книжара П. Налетов. То арестува вдовицата на убития македонски революционер и комунистически депутат Димо Х. Димов, както и вдовицата на убития работнически водител Жеко Димитров. То арестува маса синдикални деятели, между които и Асен Бояджиев; мнозина от тех и сега още се намират в затворите. Нужно ли е да споменаваме изрично, че към всички по-горе изброени

лица, както и всички арестувани изобщо са били подложени на най-префинените инквизиционни методи на мъчението!

Едновременно с това, правителството на Ляпчев упражни масов терор в цялата страна. Извършени са били насилия над хилядни български граждани. Печата на легалната опозиция е препълнен със сведения за тоя повсеместен терор. Разгърнете който щете брой от вестниците: Земледелско Знаме, Народ, Напред, Независимост, Труд, Радикал, Знаме — и вие ще намерите там една постоянна рубрика: Насилия и терор. Терора е общ, пише в-к Знаме. В страната владее невиджан до сега терор, пише в-к Народ. На много места устроените предизборни събрания са били разтурени; разтурени са били даже чисто професионалните работнически събрания. Да изброяваме ли градове и села, където е упражняван тоя нечуван терор? — Нека споменем само някои от тех:

София, Фердинанд, Лом, Видин, Белградчик, Ески-Джумая, Варна, Етрополе, Кюстендил, Перник, Пловдив, Търново-Сеймен, Сливен, Нова Загора, Драгоман, пирдопско, плевенско, раховско, русенско и къде ли не още!

В Лом са били пребити от бой, от органите на административната и полицейска власт в тоя град, на чело със секретаря на околийския началник, даже деятели като Ст. Момчев и А. Теодоров, които са от крилото на Д. Драгнев, от Земледелския съюз, което крило, както се знае, стои близко до правителството. В камарата внесе специално питане народния представител Д-р Яламов за систематически вършен терор над опозиционни общински съветници в Русенския окръг, за да подадат оставките си. И терора все още продължава! Това възмути даже българската лига за защита правата на човека. Тая лига, в чието ръководство участвуват хора близкостоящи до правителството, след като посочва в кои места е бил упражняван терор над опозицията, «протестира най-енергично против тия произволи и насилия и настоява пред българското правителство да вземе бързи мерки за наказване на виновните и за обезпечаване свободата на публичните събрания, за да се гарантира конституционната проява на народната воля» (в-к Радикал, 3. XI).

При тия условия, резултатите от Ляпчевите избори даже показват, че българския народ не е послушно стадо, което разни насилници, инквизитори, спекуланти, убийци и мародери, узурпирали чрез нощен преврат властта, могат да водят на където искат. При тия условия, тия резултати показват, че българския народ е готов да се бори с всички средства, с които той може да разполага, за да брани своя живот и своите права.

При тия условия, трябва да се радваме, че особено работниците, селяните и трудовата интелигенция, които водят една неуморна борба за защита на своите политически права и икономически и професионални интереси — до колкото разбира се една таква борба те могат да водят при съществуващия режим, излезоха в тия «избори» със свои трудови листи и в много градове и села успеха да групират гласовете на трудящите се и с това да покажат на целия свет, че те са готови да се борят с цената на своя живот, за да се тури край на натираническия и най-кървавия режим, какъвто съществува в света.

Г. Казановски

Добруджа под режима на военното положение

Да се мисли, че ромънската олигархия по пътя на своята политика на национално потисничество в Добруджа, се задоволява само с ромънизирание добруджанските маси, като ограничава и унищожава, въпреки прословутите договори за малцинствата, техните културни, черковни и училищни права и свободи, е по-вече от наивно. Това би значило да се затварят очите пред истинската жестока картина, която дава Добруджа под кървавото управление на ромънските чокои.

Чрез закона за земите и тоя за поданството, чрез колонизацията и държането Добруджа постоянно под ударите на изключителното, военното положение, ромънските чокои си поставят една по-голема задача — да изменят етнографическия характер на Добруджа, да прогонят местното българско и турско население и да настанят на негово място ромъни (куцовласи) от Македония.

Да се промени етнографията на Добруджа! — ето основата, върху която се изгражда цялата политика на ромънската олигархия спрямо малцинствата в Добруджа. В тая посока работи усилено с една безогледна жестокост и варварщина целия потиснически апарат на ромънската държава: войска, жандармерия, полиция и сигуранца. На чело на администрацията в Добруджа са застанали хора без скруполи, хайдутски и бандити (така нарече водителя на царанисите Д-р Лупу в камарата окръжния управител на Силистра — Ташко Пучеря), които подлагат населението на един безсрамен грабеж. Ограбва се народа, отнемат се имотите на добруджанското население, на базата вече на един закон. В Добруджа не съществуват граждански и политически свободи. Там не съществува каквато и да е сигурност за живота на мирното население. Устроението кланета през май—юни т. г. в с. Шахинлар, Старо-село и други

места над добруджански селяни, достатъчно потвърждава това. Цифрата на избитите е потресаваща; тя е точно 72 души. Тираническият режим на ромънската олигархия, още от своето начало, предизвика един непрекъснат бежански поток на измъчени и ограбени добруджанци — българи и турци, от Добруджа към България и Турция. И той бежански поток постоянно расте, без изгледи да бъде спрян.

Такава са резултатите на ромънското владичество в Добруджа. Обаче, за да се разбере особената неприязнь на ромънската олигархия към националностите в Добруджа, ние даваме резултатите на едно преброяване в Добричкия окръг (Judetul Săbiasta), печатани в излизания в Кюстенджа ромънски вестник «Dobrogea Juna» от 28. IX. Те са: при общо население 132.200 души, българи 68.683, турци 35.563, татари 13 654, гърци, арменци, евреи и др. 8.087 и **ромъни заедно с колонистите куцовласи — 6.278.** Тая неприязнь на ромънската олигархия към националностите в Добруджа, се засилва и поради внушенията на нейните галонирани представители, които от окупацията насам непрекъснато твърдят, че границата на Добруджа била неестествена, там липсвали планини и реки, и че тая граница е била толкова повече опасна и несигурна, колкото Добруджа оставала населена с чужди националности. И в резултат ние виждаме ромънската олигархия да пристъпва към фабрикуването на нова етнографска карта на Добруджа, според фелдфебелски умове на специалистите от Marele Stat Major. Все по-техно външните граничните зони на Велика Ромъния, в една дълбочина — минимум 30 км., които често обхващат и цялата страна, се държат постоянно под ужасите на един изключителен военен режим.

Под такъв режим се намира Добруджа от 31 август т. г. С обявяването на военно положение, тая нещастна страна се е превърнала в един военен лагер. Във всяко село са настанени пехотински и кавалерийски части. Движението става в определено време и със специални разрешения. Измежду пкрвенците в селата се вземат **заложници** от 10—20 души, които се държат арестувани от 7 часа вечерта до 7 часа сутринта, за по-голема сигурност и безопасност на местните власти. **Тия заложници отговарят, в случай че бъдат нарушени спокойствието и реда.** Всека сутрин и вечер се правят проверки на селяните. При тия проверки, войниците се отдават на грабежи и безчинства. Така в село Кара-Пилит, жената и децата на Георги Келешев са били малтретираны и изнасилени. В последствие и двете жертви са починали.

Воените власти вършат реквизиции, без да заплащат нито стотинка, а на много места не издават даже и реквизиционни бонове. С № 11.820 от 9 август т. г. цаба на армията е определен и специални цени за реквизициите, които са 3—4 пъти по-ниски от пазарните. На всички български поданици е предписано да напуснат Добруджа. Режима е толкова непоносим, че само в един ден 40 турски семейства от с. Коцумар, са се изселили за Турция. Бежанци към България се движат непрекъснато.

Ето що пише в «Glasul Taranilor» от 10. X., орган на паранистите в Силистра, по създаденото положение в Добруджа: «Довеждането на войски в Добруджа предизвиква едно присушаване на селата по отношение на производството, тъй като продоволствието им се върши от самите села. Освен това жителите са ограничени в труда си и личните свободи, а това неизбежно довежда до едно състояние на духовете, което заслужава внимание. Населението се намира под един натиск, от който трябва да бъде освободено. Изключителните мерки се прилагат с твърде голема строгост. Ние ставаме израз на нуждата и искаме да бъде вдигнато военното положение.»

«Адеверул» (17. X.) съобщава, че една делегация на чело с окръжния управител в Силистра-Гибанеску, се е явила при министъра на вътрешните работи за да иска премахването на военното положение. Делегацията изтъкнала, че никакви причини не съществуват за да се държи Добруджа в това изключително положение и, че **«последните два месеца на военната окупация са легнали тежко върху населението, принудено да поддържа прехраната на един ефектив от три дивизии.»**

Както ние изтъкнахме вече в колоните на Балк. Фед., алармите за «несигурно» положение, за «четническа деятелност», за «банди» и «разбойници» и пр. не целят нищо друго, освен да се обяви изключителен военен режим в Добруджа, главно пред вид предстоящото прилагане закона за земите. **Режима на военното положение има за задача освен широкото ограбване и оплачкосване на Добруджа, да осигури именно това нечувано ограбване земите на добруджанските селяни и да подави каквато и да било съпротива и негодуване от техна страна.**

Приложението на закона за земите в Добруджа е вече започнало. По какъв начин става това приложение, ни посочва една телеграма от Кюстенджа от 18. X. до в-к «Ромъния», орган на национал-паранистката партия; той вестник съобщава следното: **«Село Азъллар, поради спорове за земите между местното население и колонистите, се е превърнало в истински воен театър. Селяните Стефанов и Илиев сж убити, а други четирима ранени.»**

Такъв е началото на приложението на един чудноват закон, който санкционира масовото ограбване земите на добруджан-

ските селяни и предаването им в ръцете на куцовласите. Всички изгледи съществуват, щото това кърваво начало да се развърне в една широка междусобица в Добруджа. Тая междусобица се подклажда и разпалва от правителството на генерал Авереску с неговата политика, която цели да обезмоти добруджанските селяни, да ги хвърли в бездната на бежанската неволя, като ги прогони из Добруджа и чрез колонизирането на страната с куцовласи да измени етнографическия характер на Добруджа. В Букурещ, по инициативата на студентите куцовласи, се организират митинги и демонстрации срещу населението в Добруджа, като се подканят колонистите и правителството да продължат кървавата разправа с добруджанските селяни.

Тираническият режим на ромънската олигархия в Добруджа и всичко що се върши там, представлява един безподообен скандал за цивилизована Европа, за нейното Общество на Народите, за европейската демокрация, която има задължение да издигне своя глас на протест и да защити едно население задушено под тиранията на ромънските чокои и застрашено в своето съществуване!

Добруджански

АРГУМЕНТИ В ПОЛЗА на Балканската Федерация

Въпроса за Балканската Федерация е един от ония въпроси, които бавно, но сигурно са извоювали първо място в днешно време. Никой не може да отрече, че още преди войната, социалистическите конгреси са се занимавали с него. Не от днес съществува и интригите на балканските правителства се явяват извор на международни съткновения. Никой не е забравил заплашванията от 1912 и 1913 г., нито случайната причина за големия конфликт от 1914 годинна. Ако има хора, които още мислят, че сключения през 1918—1919 г. мир е един действителен мир и че империализма е вече обезоръжен, то те много се държат. Капиталистическият режим беше в състояние да даде един друг европейски статут, различен от той който той изработи.

Сжбитията през последните години показаха, че Балканите продължават и днес да бъдат лаборатория на смутове и че там огъня гори непрестанно. Какво ще излезе от една сръбско-българска война? Никой не би се осмелил да поддържа, че тя ще се ограничи само между двете царства на Карагеоргиевичите и Кобургите. Сърбия, или по-право Югославия, има сжюзници в Малката антанта. България, която си служи с тайната дипломатия с едно изкуство, наследено от изгонения цар Фердинанд, без съмнение не ще бъде изолирана: Унгария най-малко ще й се притече на помощ. Но и големите държави сжщо тъй нема да останат съвсем индиферентни. Какво означава неотдавна сключения договор между Франция и Югославия? Какъв е смисъла на сключения преди известно време такъв между Италия и Ромъния? Ромъния е искала да се осигури едновременно и от към Париж и от към Рим. Обаче не се знае дали тия два договора, които тя е сключила, не си противоречат помежду си. За да ги преценим, необходимо е да знаем непубликуваните клаузи, които в сжщност представляват действителните характеристики на тия договори.

Ние се намираме в действителност пред един хаос:

1. България е заобиколена от Югославия, Ромъния и Гърция. Нейното положение е почти сжщото както през 1913 г., с тая само разлика, че тогава тя требаше да се бори срещу военните сили на тия три държави, а днес тя се оплаква, че са били извършени анексии за нейна сметка, било по силата на Букурещкия договор или по силата на той сключен в Нийо. Нейния иредентизъм още повече се засили. Тя започна преговори с Белградския кабинет за сближение. Върху кои бази? Ние не знаем. Но това евентуално сближение причини недоволството на Италия, която се нуждае от поддръжка на Балканите против Югославия, сжюзница и протеже на Франция. Този е мотива за който Мусолини повика в Рим Буров. Българския министър на Външните работи декларира, че той отива в Рим за да подготви Балканския Локарно. Това е една формула, зад която се крият по всека вероятност най-нечисти маневри. Всички знаят, че се готви коалиция на трите диктатури: Мусолини—Хорти—Ляпчев. Ролята на Ромъния е от сжмнителен характер: при Братиано и Дука, тя беше обрнала своите погледи към Малката антанта; при Авереско и Митиланеу — тя гледа към Италия.

2. Балканите са театър на борби за влияние между Ке д'Орсэ и Консулата. Франция си създаде клиента в Прага, Варшава и Белград, а тъй сжщо и в Букурещ. Но големата фашистка политика, която има за прицелна точка съществени промени в Средиземното море, и особено в неговата южна част, е в настъпление. От тук и честите разговори на Мусолини с Пангалос и Руфос, с Нинчич, с Авереско, с Буров. Класическият антагонизъм на Австро-Унгария и Русия на Балканите се за-

места с френско-италианското съперничество. Този е един от историческите факти на момента. Италия търси удобен случай да удари най-вече Югославия, която я затруднява в Албания и по крайбрежието на Адриатическото море.

3. Националните малцинства в балканските държави се възмущават. Некога посочваха Австро-Унгария като тип на държава на националностите, като я съпоставяха на националната държава. А това значеше, че там много етнически елементи живеяха един до други или смесени, едните угнетители — другите угнетени. Проче, всека една от балканските държави, с различия в степени, прилича на старата Хабсбургска монархия. Не е верно, че световната война е имала за резултат освобождението на поробените националности. Некои из между тях се освободиха, но те веднага се възползуваха от това за да поставят другите под свое опекуство. Във всека една балканска държава има народи управляващи и подчинени. Помислете само за факторите, които там съществуват. Сърби, хървати, словенци, маджари, мюсюлмани от Босна и Херцеговина, италианци, албанци, македонци, българи в Югославия; ромъни, трансилванци, българи, турци, бесарабци, поляци, украинци, германци, маджари във велика Ромъния; българи, македонци и турци в България; гърци, македонци, куцовласи в Гърция. Всеки опит за освобождение се смазва с жестокост. Гаранциите, които по принцип се даваха на националните малцинства, останаха илюзорни. Тия национални малцинства са главната причина за раздори. Една от тия държави, опирайки се на тях, може всеки момент да заплашва съседната държава. Да се мисли, че сегашните правителства биха могли да заместят бюрократическия централизъм, който сега беснее в техната страна, с федерализма, това би значело да се храним с химери. Във всека държава съществува ядро, което иска да запази цялата власт, всички облаги само за себе си; като сръбското ядро в Београд или старото ромънско ядро в Букурещ, които считат за необходимо да поддържат насилническата иерархия. Македония в себе си резюмира всичките характеристики на този режим, който тя търпи едновременно и в трите държави на полуострова.

Балканската Федерация ще има тройна заслуга:

1. да тури край на съперничествата между империалистическите правителства, всеко едно от които се смета за ограбено и заплашено — даже и тогава, когато то се смета господар на няколко стотини хиляди войска. Тогава Балканите ще заприичат, по своята структура на северо-американските Съединени Щати, или на Бразилия, или на Сюзата на съветските социалистически републики. Шансовете за конфликти ще се намалат;
2. да тури край на вмешателството на великите сили в балканските работи, защото Федерацията тогава ще има едно население равно на това на Франция и Италия и ще разполага със средства да се отърве от всека интрига и опекуство;
3. да урегулира съгласно принципа на справедливостта съдбата на националните малцинства и да осигури на Македония статута, който по право ѝ принадлежи. Днес ние чертаем само главните линии на тия искания.

Но, ще ни се възрази, подобни концепции могат ли да се реализират като се задържат династическите — буржуазни, или републиканските — буржуазни режими, съществуващи от Букурещ чак до Атина? Ние отговаряме не: Карагеоргиевичите, Хоенцолерите и Кобургите никога не ще се самопожертвуват, федерализма се схваща само при републиканска форма на управление. Тая република не може да бъде една плутократическа република като тая на Франция, Швейцария и Съединените Щати. Тя трябва да бъде работническа или селска. Това ще рече, че образуването на Балканската Федерация, въвн от която нема да има европейски мир, предполага дълбоки политически и социални промени.

Пол Луи

Добруджанския въпрос в Салцбургската конференция

Станалата в началото на миналия месец конференция на международния Сюз за О. Н. в Салцбург, биде отмината мълком от печата на угнетените националности. И с право. Защото както О. Н. така и Международния сюз, който се явява негов глтащай и пропагандатор, не будят вече никакъв интерес в техните среди.

Нещо повече. Разиграваната от дълго време комедия, самите угнетители, да се явяват за защитници на поробените националности, да говорят за правата на малцинствата ония, които тероризират и денационализират тия малцинства, ясно излъкна с всичката си отвратителност пред съзнанието на поробените народи.

Техните борби за национално освобождение вземат все поопределени форми. Фронта на тия борби е достатъчно вече очертан. Той е фронт срещу насилническите мирни договори, срещу О. Н. и неговия глтащай, срещу световния империализъм. Защото, зад всички договори за защита на малцинствата,

зад всеки протокол и съглашателство в залата на О. Н., във всека конференция на неговия Международен сюз, имащ за задача да убива верата в неговото освобождение, надничва жестоката и кървава физиономия на империализма, който на Балканите държи рекорд по отношение всестранното обезправяне на поробените народи.

За конференцията в Салцбург, от друга страна, печата на самите угнетители запази мълчание, като се задоволи само да я хроникира. Причините са понятни. В дневния ред на конференцията фигурираше въпроса за **националните меншества**.

В едно свое интервю дадено на ромънската преса, директора на Секцията за Малцинствата, г-н Ерик Колбан през време на своята инспекция в Трансилвания в края на октомври т. г., е характеризирал така въпроса за националните малцинства. Той е **«действително най-важната политическа проблема на Европа, която не може да бъде разрешена, освен чрез приравняване правата на гражданите от малцинствата с тия на болшинствата. Само така ще се премахне источника за постоянните вълнения и всека мисъл за териториални проблеми днес.»** (Адеверул № 13, 147.)

Действително, въпроса за националните малцинства, изобщо националния въпрос днес е в центъра не само на европейската, но и на световната политика. Обаче да се поверва, че този въпрос би могъл да получи некакво разрешение в рамките на съществуващите насилнически мирни договори, при наличието на световния империализъм, е едно мошеничество на агентите на самия този империализъм (един от тях е и г-н Колбан), което е обаче достатъчно разбулено сред подгиснатите народни маси. За Балкана, националния въпрос е оня постоянно димящ вулкан, който заплашва да подпали отново световния пожар, с още по-катастрофални последици за народните маси.

Ако ние се повръщаме към Салцбургската конференция, то е защото тя е регистрирала един «успех», за който се хвали особено българското правителство. Тоя успех се заключава в постигане на споразумение между ромънските и български делегати, под патронажа на италианския делегат г-н Джиганини. Между двете делегации е било постигнато споразумение и е била подписана следната резолюция:

«Българската и ромънската делегации, в заседанието на съвета на Международния сюз за О. Н., съзнаващи своя дълг да съдействуват за делото на облизение и приятелство между съответните народи, и за отстраняване на всичко, което вреди на споразумението им и е от естество да наруши добрите отношения между България и Ромъния, — се задължават да направят постъпки пред своите правителства в смисъл да се назначи в най-кратък срок една смесена ромъно-българска комисия, която да се събере преди края на текущата година и която да проучи и разреши всичките въпроси, които ще бъдат указани в изложението, представени от Сюзите за О. Н. на двете страни.»

Ние считаме за излишно да подчертаваме, че делегациите в Салцбург са официални такива на ромънското и българското правителства, които немаат нищо общо с поробените национални маси в Добруджа; че тия конференции, разговори, разбирателства, резолюции не са били първите и не ще бъдат последни и че техната задача — защита правата на малцинствата на базата и в рамките на съществуващите мирни договори и статутите на О. Н., идва да посочи всичката абсурдност и нежестотелност на тая защита. Нещо повече. Въпреки всички тия грижи, положението на малцинствата из ден в ден все повече се влошава.

В Добруджа то е достигнало върха на своя трагизъм. Там ромънската олигархия устройва кървави вакханалии над местното население от рода на тия в Шахинлар, Старо село и другаде. Под ударите на изключителен военен режим се пристъпва към ограбване земите на добруджанските селяни. Там се водят боеве, като тия в с. Азаплар, между селяните и колонистите куцовласи. Правителството на Авереско, в интереса на своята колониациона политика, готви вече проект за **доброволното изселване на българското население из Добруджа** и има всички шансове да добие подписа, не вече на злополучния Калфов, а на Буров, за да се разкрие широко възможността за прогонването на 300 хилядната българска маса из Добруджа. Ето какви ще бъдат резултатите на разбирателството между ромънския и българския фашизъм за добруджанските маси.

Салцбургския успех е именно в това направление. Обаче той не е първата стъпка. Нея правителството на Лячев-Вълков направи пред Авереско с избиването и арестуването на маса добруджански революционери. Убийството на героичния борец за свободата на Добруджа, Дочо Михайлов, е най-черният предателство извършено от българския фашизъм. Лячев-Вълков готвят — ние имаме всички данни за това — нови кланета върху добруджанци от угодничество пред ромънските чокони.

Разбирателството на ромънската и българската делегации в Салцбург, е особено характерно и поради факта, че става при сътрудничеството и под патронажа на италианския делегат.

Италијански фашизам, који развија една усиљена политическа дејност напоследжк на Балканите, рјка за рјка с англијската политика, се стреми да подготви и сјздаде сјюза на балканската реакција за борба срещу С. С. С. Р., срещу турската република, а това значи и за борба срещу освободителните борби на поробените националности на Балкана.

Добруджанските маси с погнуса и отвращение следят зорко предателските пактица на балканската реакција и на нейните големи вљжновители и стегат своите редове за решителна борба срещу враговете на своето национално ослободение и независимост.

В. Делиормански

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA
IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

NAŠA ANKETA

KOD ZNAMENITIH EVROPSKIH POLITIČARA I KNJIŽEVNIKA
O BALKANSKOJ FEDERACIJI

Eduard Dufour

Eduard Dufour rodio se je 1872 u Ženevi, gdje je i svršio sve svoje nauke. Između 1895 i 1912 putovao je po Evropi i boravio u Americi. Od 1898—1903 bio je pastor u Belgiji i Ženevi, a zatim je proučavao socijalno pitanje, u prvom redu radničko. Bio je promoviran za doktora socijologije 1913. Od 1913—1918 bio je privatni docent na fakultetu socijalnih i ekonomskih znanosti na ženevskom sveučilištu. Ulazi u ženevsku socijalističku stranku 1920. Suradjuje u „Pravu naroda“ i u „Radu“, socijalističkim organima Vauda i Ženeve.

Pitanja, koja ste imali dobrotu upravitii potpisanomu, koji je za nesreću vrlo malo upućen u balkanska pitanja, a da bi vam mogao biti od koristi, mogu se u glavnomu svesti na tri tačke: interes različitih balkanskih država; interes narodnih manjina, uključenih u ovim državama; a između tih interes Macedonaca, koji se mora napose promatrati.

Na prvu vam tačku odgovaram, da se neće ostvariti evropski mir, dok se ne uredi balkansko pitanje. A ovo se po mom mišljenju neće riješiti nego samo pomoću federacije Jugoslavena, Rumunja, Bugara, Grka, Arbanasa, Crnogoraca i ostataka Turaka, koji još žive na našem kontinentu.

Na drugu tačku mogu kazati, da će ova federacija prema svojim sastavnim dijelovima, prema državama, koje je sačinjavaju, preuzeti obvezu, da povrati svaki narod njegovim sunarodnjacima, tako da Bugarska pripada Bugarima, Albanija Albancima, da se upostavi Crnagora u svim svojim pravima i tako redom.

Sto se tiče treće tačke — pred nama se diže macedonsko pitanje, kakva će biti sudbina Macedonaca? Ovu sudbinu, koja djelomično ovisi o njima samima, ja vidim u uspostavljenju autonomne Macedonije, oko koje bi se okupili ovi nesretnici, raspršani i mučeni na svakomu dobro poznati način. Da se to postigne trebalo bi po mom mišljenju, da unutrašnja revolucijonama macedonska organizacija, U. R. M. O. prestane biti slijepo orudje bugarske reakcije i da dosljedno pruži bratsku ruku federalistima i Vlahovu, koji sami pravno skvačaju pravi interes Macedonaca. Opetujem: to bi bio

prvi korak k uspostavljenju autonomne macedonske države. Ne proizvodjali ujedinjenje uvijek silu?

Kao socijalistane trebam kazati, da bih želio da meni mio režim donese balkanskim narodima konačno riješenje svih njihovih poteškoća. Ali ne treba uprezati kola pred volove i mi moramo priznati, da se moraju prije riješiti pitanja o kojima se radi i onda se može očekivati slijedeće etape razvoja.

Eduard Dufour

Andrè Oltramare

Andrè Oltramare, rodio se 1884 u Ženevi, usavršio se je kao aktivni socijalistički borac u pitanjima osnovne nastave. On je profesor gimnazije i začetnik ustanove „Za budućnost“, određene za oživotvorenje socijalne pravde i pitanjima odgoja u Ženevi. Bio je imenovan 1924 državnim savjetnikom i dodijeljen mu odsjek za javnu nastavu.

Čitao sam sa velikim ogorčenjem izvještaje o ogavnim zločinima, koje počinise u Bugarskoj razulareni reakcionari i osjećam dužnost, da vam izrazim vruću želju, da uspjeh naplati vaše odvažne napore.

Svi ugovori, koji za kratko vrijeme zaustaviše ratno klanje bili su osnovani na ludjačkom imperijalizmu, koji je zaslijepio pobjednike; svi oni pomno sačuvališe klicu budućih sukoba. Sredstvo, koje vi preporučujete, držim jedino u stanju, da umiri šovinistički antagonizami, da zapriječi ugnjetavanje narodnih i socijalnih manjina, da osigura povratak mira i blagostanja. Da se potpuno oživotvori vaš velika i plemenita osnova, koja jedina može spasiti evropski mir, treba da se uspostavi socijalna i demokratska pravda na Balkanu. Ako su porazi Društva Naroda u posljednje vrijeme razočarali sve pacifiste na svijetu, to je socijalistički upliv prouzrokovao taj poraz u raznim zemljama.

Pravo Društvo Naroda — biti će socijalističko ili neće uopće biti. Balkanska federacija oživotvoriti će se samo pobjedom duha pravde i slobode nad reakcijom.

Andrè Oltramare

Josip Juraj Strossmayer

4. II. 1815 — 8. IV. 1905.

U ova teška vremena, kada nad Hrvatskom još lebdi užasna sablazan obznane i policijskog terora, kada se živo osjećaju lanci ugnjetavanja, koji silom sprječavaju svaki slobodni pokret k napretku i blagostanju; kad je svakom jasno, kako braća nebratski postupaju, u takvim nam je vremenima ideal Josipa Jurja Strossmayera daleko potrebniji nego li ikad prije, potreban nam je i kao — *potica; i kao utjeha.*

7. studenoga odužuje hrvatski narod ovom svom velikom sinu, što mu podiže veličanstveni spomenik u Zagrebu; podiže mu ga pred njegovom jugoslavenskom akademijom znanosti i umjetnosti, koju je on podigao, da širi prosvjetu među južnim Slavenima i da tako prema njegovom geslu dodju jednom — „prosvjetom slobodi“.

Teško je u jednom malom prikazu prikazati, ko je i što je bio Josip Juraj Strossmayer! Jer nije to bio samo čovjek velikog uma

i plemenitog srca, nije to bio samo grand-seigneur, koga je sudbina postavila na visoko i unosno mjesto djakovačkog biskupa i kao pravi tip renesanse, kao kakav Lorenzo Medici, Julije Piccolomini ili Leo X kapom i šakom siplje svoje zemaljsko blago i gradi vječne zadužbine poput sredovječnih vladara, spomenike duha i kulture. *monumenta aere perennius* nego li je sadašnji njegov velebni spomenik, što mu ga podiže njemu toliko srodni duh, genijalni kipar i sin hrvatskog seljaka iz zapuštenog dalmatinskog Zagorja — Ivan Meštrović.

Ne, on je bio daleko sve više, nego li taj duhom nadahnuti pojedinac. On je nosio u sebi čitavu jednu dobu i predviđao čitav razvoj događaja, koji drugi nijesu ni sanjali. Sam čedo ilirskog pokreta, sanjario je kao dječak o oslobođenoj i ujedinjenoj braći od Karavanka do žala Egejskog i Crnog mora. Gledao je na tom dugom zemaljskom prostoru samo pustoš i neznanje, bratsku mržnju i međusobno klanje... U Beču ga je zatekla glasovita 1848, kada plodovi francuske revolucije zahvatiše duhove centralne Europe

ika kada započe odlučna borba između vladarskog apsolutizma i slobodne volje naroda — konstitucionalizma. Strossmayer se nalazi na strani revolucionera i uz ostale mlade patriote pomaže bana Jelčića u njegovoj borbi za pravo samoodređenja i podupire bana moralno. Uz to potiče narod u njegovom krvavom obračunavanju sa mađjarskim šovenima, koje u svojoj nacionalističkoj zaslijepljenosti nijesu vidjeli na teritoriju od Karpata do Jadrana drugog naroda osim mađjarskoga i koji nikako ne htjedoše dati drugima ono, zašto se oni te godine junački borahu proti bečkom carskom apsolutizmu. U to doba mlad i poletan u svojoj 35 godini zasjedne na stolicu biskupa đakovačkih. Bilo je to 20 rujna 1850. U isto vrijeme bi u Austro-Ugarskoj skršen revolucionarni pokret naroda u habzburškoj monarhiji, a Bachova strahovlada i najciniija reakcija zavlada. Svaka politička akcija bila je onemogućena, a svaki istaknuti pojedinac stavljen pod strogom paskom centralističke policije. Pod takvom paskom bio je i biskup Josip Juraj Strossmayer. Ali njegov živi duh nije očajavao, on je shvaćao, da prosvijećeni i svijesni narod ne može propasti i zato je svim silama nastojao, da to hoće južni Slaveni i zato uzev sebi za geslo „prosvjetom slobodi“. On je znao, da čim narod upozna svoje pravo, čim bude svijestan svog čovječijeg i ljudskog dostojanstva — onda će biti pokolebani i temelji reakcije. On sve svoje znanje i veliku govorničku vještinu upotrebljava, da prestrašeni i uspavani narod probudi, a svoje veliko materijalno bogatstvo, da svakoj narodnoj instituciji pomogne. I ne- tom je u Austriji pala Bachova era i počela konstitucionalna borba, mi vidimo Josipa Jurja Strossmayera među prvim narodnim borcima. On je član hrvatskog sabora, on zastupa Hrvatsku u proširenom carevinskom vijeću. Svuda je čuje njegov moćni glas, sa ogromnim znanjem i velikom muzevnom odlučnošću brani on prava svog naroda. On drži bezbroj političkih govora, piše mnoštvo adresa i upravlja narodu veliki broj poslanica. On je trn u oku vlastodržaca. Svoje prihode poklanja za ostvarenje akademije znanosti i umjetnosti i za sveučilišta. Njegovi govori pred otvaranjem akademije nauka i sveučilišta — prava su remekdjela klasičnog govorništva. U njima se jasno osjeća njegov veliki duh, široki politički i kulturni horizont, čelik karakter i muška odlučnost. Nije bilo jedne kulturne akcije među Hrvatima, a da je Strossmayer nije moralno i materijalno podupirao. On je u svojoj ogromnoj korespondenciji sokolio sve pojedine političke i kulturne radnike, davao im uputstva i savjeta, da ne klone na trnovitom putu narodnog prosvjećenja i oslobađanja. Njegov je dom bio svakom pristupačan, svaki krjizevnik i umjetnik našao je u njemu veledušnog mecena. Čitava jedna perijoda od šest decenija bila je ispunjena djelatnošću ovog velikog čovjeka, a njegov duh dao je pravac razvoju i za dugo vremenu i svoj vlastiti pečat duhovnom i političkom životu hrvatskog naroda.

Nije se vladika Josip Juraj Strossmayer ograničio samo na hrvatski narod! Njegovo veliko srce i njegov veliki duh jednakom

je ljubavlju obuhvaćao i Srbe i Bugare. Profesor Vasa Stajić, srpski kulturni radnik, iznaša pisma, koje je Strossmayer upravljao „Matici srpskoj“ u Novom Sadu i navadja novčana sredstva, koja je ovaj katolički biskup poklonio „srpskoj matici“. Iz tih pisma zrcala se njegova velika duša, puna bratstva i ljubavi, zanosa za svetu narodnu stvar i veselja, da se radi o prosvjeti i knjiži. U svojim politički važnim memoarima spominje Atanasije Nikolić veze Strossmayera sa knezom Mihajlom i kaže, da je on bio ne samo jedan od glavnih radnika jugoslavenskog kulturnog preporoda, nego i političkog jugoslavenskog revolucionarstva. Između ostaloga on je podupirao bosanske franjeve u njihovom političkom revolucionarstvu protiv osmanlijske tiranije.

Strossmayer je uputio i braću Dimitrija i Kostu Miladinova na prosvjetni rad u Macedoniji. S njegovom materijalnom pomoći izdaju braća Miladinova 1861 prvu makedonsku pjesmaricu, u kojima su bila sakupljene narodne pjesme po Macedoniji. Ali je to bio zločin u očima Fenera i oni bacije te makedonske učitelje iz Struge u tammicu. Sva nastojanja Strossmayera, da ih izbavi ostadoše bez uspješna. Njih ubije u tammici, Strossmayer se mnogo zanimao sudbinom Macedonaca, o čemu svjedoče njegova pisma njegovom prijatelju Gladstonu, s kojim je dugo bio u živom dopisivanju i nastojao svratiti pozornost ovog velikog engleskog državnika na tešku sudbinu svojih nesretne makedonske braće i želio, da im se olakša teška kob.

Njegovo slobodoumlje odjeknulo je čitavim kulturnim svijetom nakon njegovih zlamenitih govora na vatikanskom koncilu, na kojem se pred čitavim katoličkim episkopatom borio proti dogme o nepogriješivosti pape. Vatrene njegovi govori, dubokoumni, puni znanja, izrečeni u nenatkriljivoj ciceronštini; izazvale su pozdrav velikog Španjolca Emilia Castellara, koji ga nazivlje „prvim govornikom u Evropi“. Broj njegovih štovatelja i prijatelja u Evropi bio je ogroman: Spomeniti ćemo samo imena: Gladstone, Cavour, Doupa- loup, Minghetti, Döllinger, Begonen, Palacky, Rieger, Solovjev i. t. d. bez konca i kraja.

Do smrti je vjerovao u svoju temeljnu misao, koju je izrekao u jednom govoru u hrvatskom saboru 1861: „što u svijesti narodnoj živi, prije ili poslije u javnom životu oživjeti mora.“

Njegov je ideal bio federacija. U toj federaciji imade svaki narod, svako ime, svaka tradicija svoju slobodu, jer se samo tako može ostvariti napredak i blagostanje naroda.

Hrvati danas slave oduševljeno svog velikog sina i vjerni njegovim idealima boriti će se za slobodu i jednakost u slobodnoj, naprednoj federaciji balkanskih naroda. Spomenik Josipa Jurja Strossmayera biti će im u toj borbi — uvijek poticaj i utjeha!

Krešimir Ivačić

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

ΠΡΑΓΜΑΤΙΚΑ ΕΠΙΧΕΙΡΗΜΑΤΑ ΥΠΕΡ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑΣ

Το ζήτημα της Βαλκανικής Όμοσπονδίας είναι από εκείνα τα ζητήματα που περάσανε σιγά, αργά ἀλλ' ἀσφαλώς, στην πρώτη γραμμὴ τῆς ἐπικαιρότητος. Κανείς δὲν ἀγνοεῖ ὅτι ἀκόμα τὰ προπολεμικὰ σοσιαλιστικὰ συνέδρια εἶχαν ἤδη ἀντιμετωπίσει τὸ ζήτημα αὐτό. Δὲν βλέπομε σήμερα γιὰ πρώτη φορὰ νὰ γίνονται οἱ συναγωνισμοὶ καὶ οἱ ἰντροίγκες τῶν Κρατῶν τῆς χερσονήσου πηγῆς διεθνῶν συγκρούσεων. Οὔτε καὶ ἐξέχασε κανείς τις ἀπειλὲς τοῦ 1912 καὶ 1913, οὔτε καὶ τὴν ἀφορμὴ τοῦ μεγάλου πολέμου τοῦ 1914. Ἄν μερικοὶ εἶχαν φαντασθῆ ὡς ἡ εἰρήνη τοῦ 1918—1919 θὰ ἦταν πράγματι μιὰ εἰρήνη καὶ ὅτι οἱ διάφοροι ἰμπεριαλισμοὶ θὰ ἀφωπλίζονταν, ἐγγελιώσαν οἰκτρά. Τὸ καπιταλιστικὸ καθεστῶς δὲν μπορούσε νὰ δημιουργήσει μιὰν εὐρωπαϊκὴν κατάσταση πραγμάτων διαφορετικὴ ἀπὸ ἐκείνην ποὺ ὑπῆρξε καὶ προτῆτερα.

Τὰ τελευταῖα χρόνια ἀπέδειξαν πῶς ἡ Βαλκανικὴ ἐξακολουθοῦσε νὰ εἶναι μιὰ ἐστία παραγῶν καὶ πῶς σ' αὐτὴ τῇ χώρα ἡ φωτιὰ ἔκαιε διαρκῶς. Τὶ θὰ προέκυπτε ἀπὸ ἕναν σερβοβουλγαρικὸ πόλεμο; Ἀσφαλῶς δὲ θὰ ἐτολμοῦσε κανείς νὰ δυσχυρισθῆ πῶς ὁ πόλεμος

αὐτὸς θὰ ἐπεριορίζονταν μεταξύ τῶν δύο βασιλείων τῶν Καραγεώργεβιτς καὶ τῶν Κοβούργων. Ἡ Σερβία, ἡ καλλίτερα ἡ Γιουγκοσλαβία, ἔχει συμμάχους μέσα στὴ Μικρὴν Ἀσίαν. Ἡ Βουλγαρία ποὺ ξεύρει νὰ κάμνει μυστικὴ διπλωματία μὲ μιὰ τέχνη ποὺ ἐλληρονόμησε ἀπὸ τὸν ἐκπτωτὸ Τζάρο Φερδινάνδο, δὲν θὰ ἦταν ἀσφαλῶς μεμονωμένη: Ἡ Οὐγγαρία, τοῦλάχιστον αὐτῇ, θὰ ἔρχονταν εἰς βοήθειά της. Ἀλλὰ καὶ οἱ ἴδιες οἱ μεγάλες Δυνάμεις δὲν θὰ ἔμεναν ἀδιάφορες. Τὶ σημαίνει ἡ τελευταία Γαλλογιογκοσλαβικὴ συνθήκη; Καὶ ποῖα εἶναι ἡ ἔννοια τῆς τελευταίας Ἱταλορουμανικῆς συνθήκης; Ἡ Ρουμανία θέλησε νὰ βρεῖ ἐξασφάλιση σύγχρονα ἀπὸ τῇ μεριὰ τοῦ Παρισιῦ καὶ ἀπὸ τῇ μεριὰ τῆς Ρώμης. Αὐτὸ ὅμως δὲν σημαίνει πῶς οἱ δύο συμφωνίες ποὺ ἔκλεισε δὲν θὰ ἤρχονταν σὲ ἀντίφαση ἀναμεταξύ τους. Γιὰ νὰ τις ἐκτιμῆσει κανείς δεόντως θὰ ἔπρεπε νὰ ἤξευρε τις ὅρους ποὺ δὲν ἐδημοσιεύθησαν, ποὺ εἶναι καὶ πράγματι οἱ χαρακτηριστικοί.

Βρισκόμαστε πράγματι πρὸ ἑνὸς χάους:

1° Ἡ Βουλγαρία βρισκότανε περικυκλωμένη μεταξύ τῆς Γιουγκοσλαβίας, τῆς Ρουμανίας καὶ τῆς Ἑλλάδος. Ἡ θέσθητος ἦταν ἐπὶ τῇ πραγματικότητι ἡ ἴδια ὅπως καὶ στὰ 1913, μὲ τὴν διαφορὰ ὅτι ἐκείνον τὸν καιρὸ εἶχε νὰ παλέψει μὲ τις στρατιωτικὰς δυνάμεις τῶν τριῶν αὐτῶν Κρατῶν, ἐνῶ σήμερα παραπονεῖται γιὰ τις διαφορές

προσαρτήσεις που έγιναν εις βάρος της, είτε σύμφωνα με την συνθήκη του Βουκουρεστίου είτε σύμφωνα με την συνθήκη του Νειγύ. Ο ιρρεντεντισμός της δυνάμεισε ακόμα περισσότερο. Έχει αρχίσει διαπραγματεύσεις με την Κυβέρνηση του Βελιγραδίου προς τον σκοπό μιάς συμπληρώσεως. Πάνω σε ποιές βάσεις; Το αγνοούμε. Αλλά αυτή η ένδεχομένη συμπληρώση έδυσάρεστησε την Ιταλία που έχει ανάγκη να βρεί ένα στήριγμα στη Βαλκανική εναντίον της Γιουγκοσλαβίας, της συμμάχου και προστατευομένης της Γαλλίας. Να ή αίτια που έκαμε το Μουσσολίνι να φωνάζει τον κ. Μπούρφ στη Ρώμη. Ο βούλγαρος ύπουργος των εξωτερικών έδήλωσε πως έρχόταν να προετοιμάσει ένα Βαλκανικό Λοκάρνο. Αυτό δεν είναι άλλο παρά ένας τύπος, και πίσω σ' αυτόν τον τύπο κρύβονται κατά πάσαν πιθανότητα, οι χειρότερες μαουθρες. Ο καθένας γνωρίζει πως ο συνασπισμός των τριών δικτατοριών Μουσσολίνι-Χέρτυ-Λιάπτσφφ βρίσκεται εν προετοιμασία. Ο ρόλος της Ρουμανίας είναι αμφίβολος. Με τους Βρατιάνο και Δούνα ήταν έστραμμένη προς την Μικρήν Αντάντ. Με τους Άβερέσκο και Μιτλιλινέου κυττάζει προς την Ιταλία.

2° Η Βαλκανική είναι το θέατρο ένος αγώνος έπιρροής μεταξύ Καί ντ' Ορσαί και της Κονσούλας. Η Γαλλία έχει δημιουργήσει πέλαια στην Πράγα, στη Βαρσοβία και στο Βελιγραδί — στο Βουκουρέστι επίσης. Αλλά η μεγάλη φασιστική πολιτική που θέλει να έπιφέρει ουσιαστικές αλλαγές στη Μεσόγειο, και προπάντων στο νότιο μέρος της Μεσογείου, μπήκε στη μέση. Να που έχουν την αίτια τους οι άλλεπάλληλες συνομιλίες του Μουσσολίνι με τον Πάγκαλο και το Ρούφο, με τον Νίντσιτς, με τον Άβερέσκο, με τον Μπούρφ. Ο κλασσικός ανταγωνισμός μεταξύ Αυστροουαρίας και Ρωσίας στην Βαλκανική αντικατεστάθηκε από την γαλλο-ιταλική αντίθεση. Αυτό είναι ένα από τα ιστορικά σημεία της σημερινής. Η Ιταλία προσπαθεί πρό παντός να κυττήσει την Γιουγκοσλαβία που την έμποδίζει στην Άλβανία και στην Άδριατική ακτή.

3° Οι εθνικές μειονότητες κινούνται στα βαλκανικά Κράτη. Άλλοτε παρουσιάζαν την Αυστροουαρία ως τον τύπο Κράτους εθνικότητων κατ' αντίθεση προς το εθνικό Κράτος. Πράγμα που έσήμαινε πως έκει μέσα διάφορα εθνικά στοιχεία αντιμετώπιζαν το ένα τ' άλλο ή ανακατεύονταν το ένα ως καταπιεστής, το άλλο ως καταπιεζόμενος. Τώρα, το καθένα από τα Βαλκανικά Κράτη, σε διάφορους βαθμούς, μοιάζει με την παλιήν Αψβουργικην Αυτοκρατορία. Δεν είναι αλήθεια ότι δήθεν ένα από τα αποτελέσματα του παγκόσμιου πολέμου ήταν ή απελευθέρωση των υποδούλων εθνικότητων. Μερικές απ' αυτές έγνώρισαν την χειραφέτησή, αλλά την έχρησιμοποίησαν άμεσα για να θέσουν άλλες εθνικότητες υπό κηδεμονία. Σε καθένα από τα Κράτη της χερσονήσου υπάρχουν λαοί κυρίαρχοι και υποτελείς λαοί. Σκεφθείτε τους διάφορους παράγοντες που βρίσκονται ανακατεμένοι. Σέρβοι, Κροάτες, Σλοβένοι, Μαγυάροι, Μουσουλμάνοι της Βοσνίας-Έρζεγοβίνης, Ιταλοί, Άλβανοί, Μακεδόνες, Βούλγαροι: στη Γιουγκοσλαβία — Ρουμάνοι, Τρανσυλβανοί, Βούλγαροι, Βεσσαραβίοι, Πολωνοί, Ρουθίνιοι, Γερμανοί, Μαγυάροι: στη Μεγάλη

Ρουμανία — Βούλγαροι και Μακεδόνες: στην Βουλγαρία — Έλληνες, Μακεδόνες, Κουτσουβλάχοι: στην Ελλάδα. Κάθε προσπάθεια απελευθέρωσης καταπιέζεται με σκληρότητα, με άγριότητα. Οι έγγυήσεις που κατ' αρχήν είχαν εξασφαλίσει στις εθνικές μειονότητες απεδείχθηκαν ψεύτικες. Οι εθνικές έμοες αυτές μειονότητες αποτελούν δαυλους διχνοίαις. Κάθε κράτος στηρίζόμενο πάνω σ' αυτές μπορεί ν' απειλήσει σε κάθε στιγμή το γείτονά του. Θα έσήμαινε δε έκουσία αυταπάτη, χίμαιρα, να έπίστευε κανείς πως οι σημερινές κυβερνήσεις θα μπορούσαν ν' αντικραταστήσουν, μέσα στα σύνορά τους, τον γραφειοκρατικό συγκεντρωτισμό που όργιάζει σήμερα, με την Όμοσπονδιακή όργάνωση. Μέσα σε κάθε κράτος υπάρχει και από ένας πυρήνας που διεκδικεί όλόκληρη την έξουσία, όλα τα προνόμια για τον έαυτο του: π. χ. ο σερβικός πυρήνας στο Βελιγραδί ή ο Παλαιορουμανικός πυρήνας στο Βουκουρέστι — και σ' αυτούς τους πυρήνες φαίνεται ως απαραίτητη ή διατήρηση μιάς καταπιεστικής Ίεραρχίας. Η Μακεδονία συνδυάζει μέσα της όλα τα χαρακτηριστικά του καθεστώτος αυτού που το ύφίσταται συγχρόνως σε όλα τα Κράτη της χερσονήσου.

Η Βαλκανική Όμοσπονδία θα είχε ένα τριπλό προτέρημα:

1° Να θέσει τέρμα στις αντίζηλίες των ιμπεριαλιστικών κυβερνήσεων που ή καθεμιά τους θεωρεί τον έαυτο της άδικούμενο ή απειλούμενο — αδιάφορο αν έχει στη διαθεσή της στρατό πολλών εκατοντάδων χιλιάδων ανθρώπων. Η Βαλκανική θα έμοιαζε τότε στη σύνθεσή της με τις Ένωμένες Πολιτείες της βορείου Αμερικής, ή με τη Βραζιλία, ή με την Ένωση των Σοσιαλιστικών Σοβιετικών Δημοκρατιών. Η εύκαιρες προστριβών θα ήλαττώνοντο.

2° Να θέσει τέρμα στις έπεμβάσεις των μεγάλων δυνάμεων στις βαλκανικές υποθέσεις, διότι ή Όμοσπονδία θα είχε ένα πληθυσμό πόσον όσον και ή Γαλλία ή ή Ιταλία και θα διέθετε μέσα τέτοια που θα της επέτρεπαν να απαλλαγεί από κάθε κηδεμονία.

3° Να κανόνισι κατά δίκαιον τρόπο την τύχη των εθνικών μειονοτήτων και να εξασφαλίσει στη Μακεδονία το καθεστώς που δικαίως της άρμόζει. Σήμερα δεν μπορούμε να διαγραφούμε παρά τις γενικές γραμμές αυτών των απόψεων.

Αλλά, θα πεί κανένας, τέτοιες ιδέες είναι πραγματοποιήσιμες έφ' όσον διατηρούνται τα δυναστικά άστικά καθεστώτα ή δημοκρατικά άστικά καθεστώτα που ύφίστανται από το Βουκουρέστι ως την Αθήνα; Θα άπαντήσουμε: όχι. Τόσο οι Καραγεώργιεβιτς όσο και ο Χοεντζόλλερν ή οι Κοβούργοι θα άρνηθούν να αυτοθυσιασθούν, και όμοσπονδιακή όργάνωση δεν μπορεί να νοηθεί παρά σε δημοκρατική φόρμα. Αυτή ή δημοκρατία πάλι δεν μπορεί να είναι, μιά πλουτοκρατική δημοκρατία όπως ή δημοκρατία της Γαλλίας ή της Έλβετίας ή των Ένωμένων Πολιτειών. Πρέπει να είναι δημοκρατία έργατική και χωρική. Αυτό σημαίνει πως ο σχηματισμός της Βαλκανικής Όμοσπονδίας, χωρίς την όποια δεν θα μπορούσε να υπάρξει ευρωπαϊκή ειρήνη, έχει ως όρον βαθείες πολιτικές και κοινωνικές αλλαγές.

Πώλ Λουτ

FEDERATIJA BALKANICA

BI-LUNARĂ

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR ASUPRITE DIN BALCANI

APARE ÎN TOATE LIMBILE BALKANICE

Italia și România

Este de-acuma neîndoios că în politica României au loc schimbări importante. Și nu este o întâmplare că aceste schimbări coincid cu venirea la cârmă a guvernului Averescu. Acest guvern este o creație a liberalilor, nimeni nu mai contestă astăzi acest lucru. În ce scop însă l-au adus liberalii pe generalul Averescu la putere? Pe lângă explicațiile ce sunt de căutat și de găsit în domeniul politicii interne, această manevră averescană a liberalilor își are scopurile sale de politică externă bine stabilite astăzi. Ultimile eveni-

mente o dovedesc. Rolul pe care liberalii l-au preseris guvernului Averescu în materie de politică externă se mișcă în două direcții: raporturile cu capitalul străin, de care România are nevoie de viață, și adaptarea orientării politice externe corespunzător noii situații a marilor puteri imperialiste.

Oligarhia feudalo-bancară liberală a dus tot timpul o politică naționalistă denumită „prin noi înșine!”, o politică prin care finanța națională (adică liberalii) trebuia să se aleagă cu partea leului din împărțirea și exploatarea avuțiilor țării și a muncii masselor populare, în timp ce capitaliștii străini urmau să se mulțumească cu restul ce ar fi binevoit liberalii să li-l lese. Această politică a liberalilor, cunoscută în România sub numele de politică „vintilistă”,

după numele lui Vintilă Brătianu care a elaborat-o și aplicat-o, a dat faliment. Capitalul străin a refuzat să joace acest rol... liberaloid. Guvernul Averescu a fost deaceia adus de liberali ca să îndeplinească rolul de mașină politică, cu care oligarhia liberală, care a pierdut încrederea străinătății capitaliste, să poată ajunge la înțelegere cu capitalul străin. Tratatul actual de la Londra pentru un împrumut zice-se de 30 milioane lire sterline, tratativele concomitente cu un consorțiu anglo-american pentru contractarea unui împrumut zis „al orașelor“ de 10 milioane dolari, ca și vizita domnului Arthur Salter, directorul secțiunii financiare a Societății Națiunilor și alcătuitorul planului de „asanare“ a Austriei, confirmă tocmai această nouă linie dealungul căreia oligarhia liberală manevrează cu guvernul Averescu.

Nu este însă o simplă întâmplare că aceste împrumuturi se negociază cu capitaliști englezi, tot așa cum nu a fost o întâmplare că recentul împrumut de 200 milioane lire a fost contractat în Italia. Într'adevăr, întrebarea ce vine pe buzele oricui, care știe că România a fost dela război încoace vasalul Franței, este: De ce nu a contractat România aceste împrumuturi în Franța sau prin mijlocirea ei? Ei bine, Franța nu mai este ce a fost, ea nu mai e instare să acorde împrumuturi fie chiar și în condițiuni coloniale, ea nu mai poate întreține vasali în răsărit și în Balcani, Franța nu mai poate constitui suportul Micii Antante. Deaceia România este silită să caute noi „orientări“. Și politica României dela venirea guvernului Averescu se poate formula astfel: România nu s'a deslipit încă de Franța, dar ea pipăie terenul pentru o apropiere de Anglia.

Anglia însă lucrează cel puțin deocamdată mână'n-mână cu Italia în Balcani contra Franței. Forma apropierei de Anglia se desemnează deaceia acuma prin apropierea de Italia. Primul pas pe această linie a fost făcut de Italia: acordarea împrumutului „de prietenie“ de 200 milioane lire. A fost un gest în formă economică. Al doilea gest de apropiere a fost semnarea tratatului de amicitie italo-român dela Roma în Septembrie, un gest deja politic. Iar gestul cel mai recent îl constituie vizita misiunii italiene la București în frunte cu ducele de Spoleto și cu mareșalul Badoglio, șeful statului major italian. Acest al treilea gest poartă deja un caracter militar.

Într'adevăr! Simultan cu această vizită au început tratative cu Uniunea de Construcții Navale din Italia pentru furnizarea către România a unui număr de submarine, torpiloare și alte nave de război. Mareșalul Badoglio însuși a accentuat prin presă că dânsul nu e diplomat, ci militar. El a avut în această calitate mai multe conferințe cu organele militare superioare române la București, asupra cărora s'a comunicat în public că au atins numai chestiuni tehnice în legătură cu recentele comenzi militare făcute de guvernul român în Italia. Ce fel de caracter tehnic a fost, s'a văzut curând destul de precis: conferințele s'au extins până la ședințe laborioase cu marele stat major român însuși. Ceeace a făcut ca chiar ziarele românești înșile să se întrebe dacă este într'adevăr vorba numai de fixarea unor „amănunte tehnice pentru comenzile din Italia“, sau de semnarea unui tratat militar italo-român...

În realitate nu mai poate fi vorba aici de o întrebare, ci de o constatare dela care nu a mai putut — sau nici nu a mai fiut —

să se sustragă nici mareșalul Badoglio. La banchetul dat la palatul regal în cinstea cavalerilor ordinului Mihai Viteazu, printre cari se numără și mareșalul Badoglio, șeful statului major italian a declarat: „Rog pe Maiestatea Voastră să mă socotească de-acuma înainte printre soldații săi și să fie sigură că mareșalul Badoglio își va face datoria când nevoia o va cere.“ Vizitând Chișinăul, capitala provinciei care constituie punctul de discucie penibil dintre București și Roma, mareșalul Badoglio a fost ales cetățean de onoare al Chișinăului și a repetat acolo cu prilejul acesta: „Frații mei, dacă va veni o zi când să fiți în primejdie, mareșalul Badoglio va fi alături de voi.“ Repetând astfel cele spuse la București, mareșalul Badoglio a vrut să sublinieze că declarația sa nu a fost numai o polițea ocazională de curtean, ci demonstrarea unei intenții politice precise.

Amenințarea aceasta nu se poate interpreta, fiind făcută în capitala Basarabiei, decât ca adresată Uniunii Sovietice. Ea vorbește în senzul, că Italia socotește că poate pune în risc legăturile sale cu Uniunea Sovietică pentru câștigarea României.

Dar totodată ea precizează în chip vădit că politica României se îndreaptă spre o nouă orientare. Poate constitui însă Italia singură punctul de sprijin al acestei noi orientări? Evident că nu. Italia singură nu joacă — sau nu poate juca încă — rolul politic internațional și rolul precumpănitor european, pe care l-a jucat Franța, atunci când România și-a legat soarta de această mare putere politică și militară. Deaceia este evident că nu pe Italia singură își plasează România miza în jocul politicii imperialiste. Anglia — iată în ultimă instanță noua orientare externă a României. Apropierea de Italia este numai o etapă în procesul de deslipire de Franța și de înhămare la politica imperialismului englez.

Ce însă din punctul de vedere al Italiei apropierea de România? Nu s'ar putea spune că Italia urmărește astăzi o alianță militară cu România *nemijlocit* contra Uniunii Sovietice. Italia are încă interesul de a nu sfâșia legăturile sale cu Uniunea Sovietică. Atunci ce însămană manevrarea Italiei cu România? Explicația o găsim în două direcții. Întâi, dacă ne întoarcem privirile spre Turcia, care stă sub influența politicii externe a Rusiei, înțelegem că Italia urmărește crearea unui bloc anti-kemalist. Până acuma Italia a reușit să câștige Bulgaria și Grecia. Rolul României în acest bloc ar fi de a șantaja, presa, amenința indirect Turcia, prin amenințarea Uniunii Sovietice, punctul de sprijin internațional al Turciei.

În al doilea rând însă alianța italo-română are menirea de a ușura deslipirea completă a României de politica externă a Franței și introducerea ei în ansamblul forțelor diriguite de diplomația engleză și subordonate Londrei. În acest sens de-abia tratatul italo-român este îndreptat contra Uniunii Sovietice. În amândouă direcțiile însă — contra Turciei ca instrument al politicii italiene, contra Uniunii Sovietice ca instrument al politicii engleze — noua orientare a politicii externe a României împinge poporul român spre aventuri războinice. Este sigur însă că un război va însemna pentru oligarhia română pierderea printr'o răscoală generală a masselor populare asuprite la țară, la oraș și în ținuturile anexate. Pentru România, mai mult decât pentru orice altă țară, un război însămană revoluție. Vom vedea dacă oligarhia le va risca.

I. Mateescu

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

НАША АНКЕТА

КОД ЗНАМЕНИТИХ ЕВРОПСКИХ ПОЛИТИЧАРА И КЊИЖЕВНИКА

О БАЛКАНСКОЈ ФЕДЕРАЦИЈИ

В. А. Гурко Крјажин

В. А. Гурко Крјажин родио се 1887 г., члан председништва научног удружења за проучавање оријента Р. С. С. У. После довршених универзитетских наука посветио се потпуно испитивању међународних односа и историји источних земаља. Навођимо нека његова дела: **Империјализам на Истоку** — преведено на монголски; **Покрет за национално ослобођење у оријенталним земаљама**; **Блиски Исток и Велике Силе**; Исто-

ријска судбина Афганистана; Велики путеви у светској политици; Светски сукоби после рата; Историја Персије; Национални покрет у Индији; и т. д.

Гурко Крјажин уређује политички и економски део листа «Нови Исток»; професор је источних наука на московском универзитету, на оријенталном факултету војне академије и, на ленинградском институту за нове источне језике.

Национално питање било је увек и сада је главни проблем на Балкану. Услед компликованих историјских процеса нигде

на свету (сем можда у Транскавказу) не налазимо таквог «заокружења» као баш на Балкану. Та околност била је увек омиљено средство у рукама великих сила да учврсте своју политичку и економску хегемонију над балканским државама. Већ на берлинском конгресу поделише велике силе Балкан на особен начин, што доделише Бугарима српске крајеве, а Румунима бугарске и т. д. Одатле потиче и српско-бугарски рат 1887 г. и изванредно појачање шовинистичких тенденција у Грчкој, Бугарској, Србији и т. д. Балкански ратови не решише национално питање, напротив они га још више помрсише делом Македоније, те земље са многобројним нацијама, између Грчке и Србије и што при том искључише Бугарску. Светски рат и уговори о «миру» коначно замрсише балканско национално клушко. Нова Југославија, која води жестоку шовинистичку политику, увела је у Македонији терористички велико-српски режим и отворено настоји да са фашистичком Италијом подели Албанију. Бугарска је одсечена од Егејског мора и стога је сама присиљена да проводи агресивну политику против својих суседа. Готово перманентни војнички сукоби (између Бугара,

Грка, у последње време и — Румуна); подземна агитација у Македонији; дискусија о праву закупа главних пристаништа на Егејском мору (Солун, Дедеагач); најзад национална борба и прогонства у Тракији и већ углављене тежње за анексијом — јесте крвава баштина «ослободилачког» светског рата. Решење ових сукоба посредовањем само је прости палијатив, како је то показао грчко-италијански инцидент 1923, када је Италија категорички одбила посредовање Друштва Народа и покушала да задржи острво Крф. Једини реални излаз из ове борбе — јесте федерација, у коју би ушле као равноправни чланови све садашње балканске државе и оне, нове, као и пр. Македонија. Јасни доказ користи таквог решења — јесте федерација трију совјетских транскавказских република: Јерменије, Азербејџана и Георгије, које су до пре неколико година водиле крваве ратове и шовинистичку политику. Само такво решење учврстиће унутрашњи мир на Балкану и у исто време ослободиће балканске народе од изабљивачких стараоца: великих сила.

V. A. Гурко Крјажин

Завојевачки империјализам и балканске државе

Београд, 10 Новембра

Светски империјализам показао је кроз све периоде свога развитка, освајајући постепено изворе сировина и пијаве, методе најмодерније ратне технике и одличне дипломатске вештине.

Оба ова оруђа употребљавана су према потреби у јачој и блажој мери, — зависило је од отпора на које је налазило у својој завојевачкој политици. У питању су: огромна неискоришћена природна богатства, нове пијаве, безбројна и јефтина људска радна снага и стратешки, војно-политички и економски центри за нове империјалистичке планове. С друге стране, постиже се одговарајући хегемон у конкуренцији капиталистичке производње и у самом монопољу извесних сировина.

Империјализам је донекле поделио био између себе области у Азији, Африци на блиском Истоку и Балкану, у којима је наступао према претходном договору између појединих најглавнијих представника светског империјализма: Вел. Британије, Сјед. Америчких Држава, Француске, Јапана и, до светског рата Немачке и Аустро-Угарске монархије.

И ако је заједнички циљ свих империјалистичких сила био у својој суштини једнак, у погледу освајања и продирања, у колонијалне и полуколонијалне земље, ипак су периодично избијали сукоби и несугласице које су често мењале из основа међусобне односе појединих империјалистичких сила.

Ово у толико пре, у колико су се интереси једних косиле са интересима других.

Те интересне супротности доводиле су до оружаних сукоба и интервенција, до парцијалних ратова и, најзад лежи и у тим супротностима и *casus belli* светског рата.

После светског империјалистичког рата од 1914—1918 г. измењани су у многим односи снага империјалистичких сила. Један од најопаснијих ривала, у главном енглеског и француског империјализма — Немачка, побеђена је у светском рату. Милитаризам немачки за низ година умртвљен уз губитак свих колонија.

Осим тога разбијена је аустро-угарска националитетна монархија. Из које су се образовале засебне државе као што су: Чехословачка и Мађарска, остали делови монархије прикључени су Пољској, данашњој Југославији, Румунији и Италији. Али то није све. На истоку је нестала и некада моћна и силна руска царевина Романова. Руски радници и сељаци освестили су се у дванаестом часу, осетивши куда ће их одвести руски империјалисти на челу са руским феудалцима, кнежевима и генералима. Срушили су династију Романова, и на рушевинама једне од некада најреакционарнијих монархија подигли Савез Совјетских Социјалистичких Република. Моћна и силна, она слави **деветогодишњицу свога постојања** у овом месецу, успркос свих блокада, интервенција и грађанског рата које је светски империјализам у том међувремену на совјетску Русију организовао.

Национална свест колонијалних и полуколонијалних народа развијала се за време империјалистичког рата и у послератним годинама у пуној мери успоредо са домаћом индустријом, коју су империјалисти за време рата фаворизирали, тако да су оба наведена фактора данас два најопаснија противника светског империјализма. До каквих је размера и последица од-

вела горња чињеница, довољно је указати на кинеску национално-револуцију, на стихийску борбу кинеског сељака и радника коју он данас води против домаћих и страних империјалистичких утљетача.

Народ од неколико стотина милиона, устао је као оковани Прометеј да се ослободи економског и политичког ропства страних утљетача, домаћих генерала и мандарина. Затим ослободилачки устанак у Рифу, кога је угушио у мору крви удружени француско-шпанолски милитаризам. Национална револуција у Сирији уперена против мандатора француске, борбе у Египту, Индији и т. д. јасно оцртавају перспективе даљег развоја светског империјализма и ослободилачку борбу потлачених нација.

Под сличним, ако не потпуно истоветним условима подражавају и све остале мање, империјалистичке државе своје велике учитеље, онако како то најбоље конвенира великим империјалистичким државама.

Нас у овом случају интересује **Балкан**, специјално држава С. Х. С. Шта видимо тамо? Постигавши делимично средином, а неке и пред крај прошлог века своју националну самосталност и сувереност, западни је империјализам одмах ставио своју шаку на све балканске државе да слепо служе његовим циљевима. Имајући у виду велики значај Балкана, који везује географски Запад са Оријентом. Подједнако се осећао притисак царско-руског, немачког, аустро-угарског, енглеског и француског империјализма.

У политичкој историји балканских народа увек је могла да огледа кроз све периоде, њихова ђавоља игра. Она је служила донекле као огледало политичке и милитаристичке снаге појединих империјалистичких сила. Од Берлинског и Сан Стефанског мира до данашњих дана. До светског империјалистичког рата претежно утицај руског, германског и аустро-угарског империјализма. После светског рата, по слому централна сила, утицај француског, енглеског и италијанског империјализма. Исти циљеви са нешто измењеним улогама.

У тој игри видимо данас Бугарску и Грчку као агенте енглеско-италијанског империјализма, краљевину С. Х. С. као експонента француског империјализма. У Албанија су подељене улоге између краљевине С. Х. С., Италије и Енглеске.

Краљевина С. Х. С. данас једна од највећих балканских држава има те амбиције да у балканској политици игра сличну улогу, коју игра отприлике енглески империјализам у светској политици.

Несигурна уз то у своје суседе, она је једна од главних иницијатора т. з. Мале Антанте, која је створена по узору Антанте великих сила, између краљевине С. Х. С., Чехословачке и Румуније. Ове све три државе, националитетне су државе и експоненти француског империјализма. Треба да престављају заједно са Пољском југоисточни европски блок против Совјетске Русије и сигурност за одржање данашњег *status quo* према Немачкој и Мађарској. Показало се да су разнолики интереси појединих именованих држава крај свих платонских изјава и многих састанака, свака држава посебно води своју политику националног утљетавања и империјалистичких експанзија. Настала су нова прегруписавања у односу снага западних империјалиста. Што је имало и својих природних реперкусија на балканске државе. Дух западног Локарна о узајамном гарантовању граница који тобоже треба да служи европском миру, ноторна је илузија и шмера за сваког који пажљиво прати политичке догађаје. Када се уз то зна којом се грозничавошћу оруђају империјалисти. Западни Локарно према томе ни у ком случају не може значити оздрављење светске привредне и политичке кризе. Не може уклонити супротности и спорна

питања, силом закона о супротностима које владају у систему капиталистичко-империјалистичког поредка.

По томе очекује исту судбину Западног Локарна и идеја стварања **Балканског Локарна** која је убачена у јавност од стране г. Момчила Нинчића министра иностраних дела краљевине С. Х. С. по његовом повратку из Женева са последњег јесењег заседања Лиге Народа.

Господин Нинчић се рекламира свуда као један од веома мирољубивих представника спољне политике. У ствари он се ни мало не разликује у својој суштини од свог агресивнијег комедијанта, диктатора и колеге Мусолинија. Само у толико, у колико се осећа слабији југословенски империјализам од рецимо италијанског. Напомену сам већ да српски империјализам жели да игра на Балкану ону улогу, коју игра Велика Британија у светској политици.

Жеље српских империјалиста нису још потпуно задовољене, јер је излаз на Егејско море још увек за њу затворен. **Солун и солунско пристаниште** стицајем околност у рукама је грчких диктатора, та се чињеница дубоко коси са експанзионим тежњама српског империјализма. **Албанија**, је провобитно **замишљена** као **колонија српског империјализма**. У знак благодарности Ахмед бег Зогу, кога је српска дипломатија на челу са Нинчићем довела на власт, збацивши прогресивног Ван Нодија са власти окренуо је леђа Београду. Ахмед бег Зогу пентира се више посао са Италијом и Енглеском.

Нови диктатор Грчке Кондилис намерава да **анулира** југословенско-грчки уговор о неутралној солунској зони. И с тога су појмљиве сада жеље Нинчића за стварањем једног Балканског Локарна. У толико пре, када се томе дода **приближавање Грчке и Бугарске**. Српски империјализам нуди своју братску руку преко свога представника Нинчића бугарским представницима најкрвавијег режима Буrowу и Јалчеву. Он сондира терен на нове ратове на Балкану, њему треба више простора — он хоће Солун са салејем, он хоће Албанију. Осећа се све већа несигурност услед јачања енглеско-италијанског утицаја; чине се прво покушаји за стварање једног новог српско-бугарског

пакта који треба да служи заједничким империјалистичким интересима на Балкану; не успе ли Балкански Локарно, онда ће победа бити на страни јачег(!).

Овде се сад јавља једна трећа сила, Балканска Федерација као циљ: балкански потлачени народи, радници и сељаци као носиоци и оствариоци тога циља. **Идеја Балканске Федерације није од јуче, није дело большевичке Русије.** Идеја Балканске Федерације никла је у свести и срцима великих балканских поборника слободе Светозара Марковића, Љ. Каравелова и Х. Ботева 70 година прошлог века.

Балканске социјалистичке партије, на челу са **Димитријем Туцовићем** и **Димитријем Благојевим** истакли су 1910 г. на балканској социјалистичкој конференцији борбу потиштеных балканских народа као **носиоци** идеје за остварење Балканске Федерације.

Данашњи поборници остварења Балканске Федерације само су ватрени следбеници својих учитеља. Македонски народ је готово показао својим многобројним жртвама кроз деценије, да је достигао у својој национално-револуционарној борби да се стави на чело ослободилачке борбе против својих угњетача за остварење Балканске Федерације.

Борба за стварање Балканске Федерације помрсиће рачуне удружених балканских милитариста и реакционара. Ни Мала Антанта, ни Балкански Локарно неће моћи да спрече ослободилачку борбу потлачених балканских народа, сељака и радника. **Српски радни народ** који је у својој националној револуцији прошао кроз сличне фазе у којима се данас налазе потлачени народи од стране српских империјалиста **није још завршио свој задатак.** Јер он осећа готово у истој мери све благодети империјализма и милитаризма. Он ће пружити своју жуљевиту руку македонском, трногорском, хрватском и словеначком сељаку и раднику; па и преко државних граница бугарском, грчком и албанском да у заједничкој борби против разних Буrowа, Нинчића, Зогуа и Пангалоса, против балканског империјализма и локарног милитаризма **остваре велику и слободну заједницу свих балканских народа.**

Димитрије Јовановић

Adresse du journal
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 34

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois 0.25 et 3 Schil. pour l'Autriche,
5 et 60 cents pour tous pays restants

Texte français (997—1007)

Notre Enquête sur la Fédération Balkanique

Alexandre Boulatzel

Francis Lebet

Henri Barbusse: La vérité doit être cachée aux étrangers

Paul Louis: Les grandes puissances et les intrigues balkaniques

Costa Novakovitch: La question macédonienne. La Macédoine aux Macédoniens! La terre aux paysans!

I. Mateescu: Ce que M. Alexinsky ne veut pas voir en Roumanie

Delabaj: Batsaria-Protogéroff

Milan M. Kosoritch: Le Monténégro et la Fédération Balkanique

Melingos: Après les élections parlementaires en Grèce

K. Vej: Révélations sur le rôle du gouvernement bulgare pendant la guerre générale

Kondylis et la Fédération Balkanique

L'affreux problème des réfugiés macédoniens

La réaction dans les Balkans: Faits et événements

Texte allemand (1008—1010)

Paul Louis: Die Großmächte und die Balkanintrigen

Melingos: Nach den Parlamentswahlen in Griechenland

Dimitri Jovanović: Der machtbegierige Imperialismus und die Balkanstaaten

Texte albanais (1010—1011)

Enquête a e jonë permbi Federacionin Balkanik

Alice Descendres

N. N.: Leter prej Shqiprije

Texte bulgare (1011—1015)

Г. Казановски: Воената лига произвежда „набори“ в България

Добруджански: Добруджа под режима на военото положение

Пол Луи: Аргументи в полза на Балканската Федерация

В. Делиормински: Добруджанския въпрос в Салцбургската конференция

Texte croate (1015—1016)

Naša Anketa o Balkanskoj Federaciji

Eduard Dufour

Andre Oltramare

Krešimir Ivačić: Josip Juraj Strossmayer

Texte grec (1016—1017)

Παύλ Λουί: Πραγματικά επισημείωματα υπέρ της Βαλκανικής Ομοσπονδίας

Texte roumain (1017—1018)

I. Mateescu: Italia și România

Texte serbe (1018—1020)

Наша Анкета о Балканској Федерацији

В. А. Гурко Крјажин

Димитрије Јовановић: Завојевачки империјализам и балканске државе

Propagez la Fédération Balkanique!
L'organe des peuples opprimés des Balkans!

Propriétaire, Editeur et Gérant responsable: Anton Helmingier, Wien, XX., Allerheiligengasse 1/46.
Imprimerie Adolf Holzhausen, Wien VII.